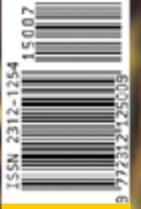


MAI / JUIN 2024 - N°54

M&B



10 U\$D

COVER STORY

**YVES
KABONGO**
CEO DE NOVCORP

**DRC MINING
WEEK 2024**
LA PLUS GRANDE
CONFÉRENCE
MINIÈRE D'AFRIQUE
CENTRALE





**In the mining sector,
we have the right
solution for every risk**



Our Mining Insurance Solutions

 Property All Risk and Business interruption	 Machinery and Equipment Breakdown	 Motor	 General Public Liability Third Party Insurance	 Workmen Compensation
 Goods in Transit (Import/Export)	 Political Violence	 Medical and Travel	 Directors and officers Liability	 Employer's Liability



Office: +243 820 142 209

info@mayfair.cd

https://mayfairinsurance.africa/

KINSHASA
Imm. Rosons Tower, 8^e niveau Bureau 8B,
126 Boulevard du 30 Juin, Gombe

LUBUMBASHI
Imm. Infinity 5^e étage 501, n°1034 Av Kilela Balanda

KOLWEZI
Imm. La vision 1^{er} Niveau Bureau 8,
N°4746 Laurent Desire Kabila C/Manika Kolwezi

GOMA
Galerie UMOJA, 30-32 Av. Port n°26, Q/ Volcan C/ Goma



M&B 54- MAI-JUIN 2024 / **SOMMAIRE**

5 ÉDITO

8 BLOCNOTES

18 COVER STORY

28 DRC MINING 2024

84 INTERVIEW

110 CARICATURE

112 REGARD

11 SPECIAL DRC

41 INDUSTRIE MINIÈRE	89 AGRICULTURE & ENVIRONMENT
49 BANQUES ET ASSURANCES	95 ÉNERGIE
73 ENTREPREUNARIAT	103 TECH & COMMUNICATION
77 INFRASTRUCTURES & LOGISTIQUE	

COUVERTURE : @CHRISTOPHER BOLA

@MiningbusinessM

mining_and_business_magazine

photo.africainside



Protégez votre capital humain

Afrissur, partenaire du secteur minier

AFRISSUR est une compagnie d'assurances vie, filiale de la Trust Merchant Bank, créée en 2019, et agréée par l'Autorité de Régulation et de Contrôle des Assurances (ARCA) le 20 juin 2020.

Afrissur commercialise des assurances de la branche Vie pour la protection et le développement des entreprises et de leurs employés.

Vos salariés font la valeur de votre entreprise, protégez-les face aux aléas de la vie !

NOS SOLUTIONS :



Protection groupe entreprise

Une offre modulaire et adaptable pour protéger vos employés et leurs proches en leur garantissant un capital en cas de décès ou d'invalidité.

De nombreuses options peuvent être souscrites : doublement du capital en cas de décès accidentel, frais d'obsèques, indemnités journalières suite à un accident.



Retraite complémentaire

Fidélisez vos collaborateurs en anticipant la baisse de revenus de ceux-ci au moment de leur départ en retraite.

Nous mettons en place et assurons la gestion d'un fonds de retraite dédié aux salariés de l'entreprise.



Indemnités de fin de carrière

Assurez une fin de carrière sereine à vos collaborateurs en leur constituant dès aujourd'hui une réserve financière.

AFRISSUR mobilise toute son expertise à votre service pour répondre à cette obligation légale en toute sérénité.

AFRISSUR
10, BOULEVARD DU 30 JUIN
GOMBE • KINSHASA

☎ 082 000 7454
☎ 49 77 77

✉ INFO@AFRISSUR.CD
🌐 WWW.AFRISSUR.CD
f t i n / AFRISSUR



À l'occasion de la DRC Mining Week les 12, 13 et 14 juin 2024, nous sommes heureux de vous présenter la seconde édition de Mining & Business Magazine avec un focus macro-économique sur la République démocratique du Congo.

C'est un coup de projecteur provenant des forces vives de ce Congo qui ambitionne de devenir leader de l'industrie extractive des minerais stratégiques. En effet, le Congo conserve un gros déficit réputationnel à cause de la corruption et le trafic d'influence, maladies endémiques du pays. Le secteur privé doit lui-même positiver et apporter sa pierre à l'édifice congolais, tout en dénonçant les travers de certaines de nos élites. Le changement d'image et de mentalité émanera d'abord du secteur privé national.

Fin avril, le cuivre bat des records avec un prix de plus de 9 800USD la

tonne. Ces ressources à ces cours devraient, si elles étaient bien gérées, suffire à garantir le bien-être de chaque Congolaise et chaque Congolais...

Sans parti pris, ce numéro 54 a l'ambition de valoriser le dynamisme de l'entrepreneuriat dans l'économie congolaise par l'exemple. Notre tête d'affiche est donc Yves Kabongo, CEO de NOVACORP qui aspire à devenir leader dans les 3T.

La rédaction vous adresse ses remerciements à vous, chefs d'entreprise qui nous renouvelent votre confiance à chaque édition. Votre M&B demeure à votre écoute, pour répondre à vos préoccupations et essayer de rester une vitrine positive du développement de la RDC.

Je vous souhaite au nom de l'équipe du Groupe Corneille et Sima, une bonne lecture et une fructueuse DRC Mining Week.

Olivier Delafoy



LISEZ LA VERSION ANGLAISE DE CE NUMÉRO SUR NOTRE SITE
READ THE ENGLISH VERSION ON OUR WEBSITE
www.miningandbusiness.com

Pioneering Industrial Mobility in Africa Introduction

Over the last **Thirty Years**, Panafrique Motors has been pivotal in shaping the automotive landscape in the **Democratic Republic of Congo**, growing in tandem with the region's expanding industrial sectors. Our expansion into **Gabon** underscores our commitment to facilitating economic growth across Africa.

TATA MOTORS
Connecting Aspirations

Mahindra
Rise.

SONALIKA

Driving Industrial Support



Robust Fleet Solutions: At the core of industrial operations lies the critical need for reliable transportation. Panafrique Motors meets this need with a robust range of vehicles, from 800 kg payload pickups to 15 tonne trucks, and specialized heavy-duty machinery like 32-tonne tractor heads and tippers. These vehicles are designed to withstand the challenging conditions of extensive industrial use, ensuring that productivity never halts.

Tailored for Toughness: Our entry into vehicle customization allows us to offer bespoke solutions such as in-house built truck bodies. These modifications are not just adjustments but transformations to meet the exacting demands of our diverse clientele, including logistic firms and companies across various sectors.

Expansion



Strategic Growth: The strategic locations of our operations in Kinshasa, Lubumbashi, and Kolwezi place us at the centre of the country's industrial pulses. Our upcoming world-class facility in Lubumbashi is set to feature a state-of-the-art showroom, an expansive garage, and a comprehensive spare parts depot, further cementing our commitment to supporting essential industries.

Cross-Border Ventures: Our recent expansion into Libreville and plans for further outreach across Africa are a testament to our ambition to drive growth in regions ripe with potential. As industries across the continent evolve, so too does Panafrique Motors, adapting to new challenges and opportunities.

A Partner in Progress



Reliability in Service: We understand that in mining and other heavy industries, every minute counts. Our promise of minimal downtime is backed by an extensive inventory of spare parts and round-the-clock breakdown services, ensuring that our clients' operations run smoothly, with minimal interruption.

Building Relationships: At DRC Mining Week, we not only showcase our products but also strengthen ties with leaders from various sectors. Our presence at such pivotal gatherings is an opportunity to connect, learn, and grow with the sector, ensuring we remain at the forefront of industry needs and innovations.

Panafrique Motors is more than a vehicle supplier; we are a strategic partner in the industrial growth of Africa. With decades of expertise and a forward-thinking approach, we provide not just vehicles, but comprehensive mobility solutions that meet the challenging demands of modern enterprises.



KINSHASA

LUBUMBASHI

KOLWEZI

GABON



Kinshasa | Siège d'Exploitation

Adresse: 11121, Av Colonel Mondjiba, Kinshasa-Ngaliema / RD Congo

Téléphone: +243 812 686 055

6 | MINING & BUSINESS | JANVIER-FÉVRIER 2024

+243 812 686 044

Lubumbashi | Siège d'Exploitation

Adresse 1: 2143, Blvd Lumumba / Kimbangu
Adresse 2: 106-107, Route Likasi, En Face Garage Bus Classique

Téléphone: +243 825 711 117

Kolwezi | Siège Social

Adresse: 5170, Route Likasi, C / Manika
Téléphone +243-813 243 337

Gabon | Siège d'Exploitation

Adresse: Zone Industrielle d'Oloumi, Sogatol, BP:7815, Libreville - Gabon
Téléphone: +241 074713234

LE BLOC-NOTES D'AFRIKARABIA

L'ACTUALITÉ CONGOLAISE S'ÉCRIT AUSSI EN 280 CARACTÈRES

PAR CHRISTOPHE RIGAUD



Dans chaque numéro de Mining & Business, notre partenaire Afrikarabia vous propose de jeter un coup d'oeil dans le rétroviseur en revenant sur les infos marquantes de ces dernières semaines. Déroulons le fil de son compte X (ex-Twitter). @afrikarabia.

L'assassinat de l'opposant Chérubin Okende, proche de Moïse Katumbi, se transforme en suicide, alors qu'une décripation politique est dans l'air avec la libération provisoire de Salomon Kalonda et la remise en liberté du journaliste Stanis Bujakera.

3 mars - Contre toute attente, la justice congolaise conclut au suicide du député d'opposition Chérubin #Okende

des contentieux par la Cour constitutionnelle : L'#UDPS gagne des sièges (un pas vers la #Primature?) L'#AFDC-A de #Bahati en perd et passe derrière l'#UNC en rapport de force politique (le perchoir pour #Kamerhe?).

19 mars - Le journaliste de @Reuters et @jeune_afrique Stanis #Bujakera est finalement libéré « après 6 mois de

contexte de concurrence entre les #USA et la #Chine.

Quatre mois après sa réélection, Félix Tshisekedi nomme une femme au poste de Première ministre, alors que l'armée congolaise et la force régionale de la SADC peinent toujours à contenir les rebelles du M23 à l'Est.

31 mars - Le Cardinal #Ambongo tacle la justice : « Nous savons très bien que notre pays est aujourd'hui un pays en agonie, un grand malade dans un état comateux. La justice est la première instance à bafouer les droits de simples citoyens ».

1er avril - Ce n'est pas un poisson d'avril, mais une première en politique : Félix #Tshisekedi nomme une femme à la Primature. Judith #Suminwa, 57 ans, était jusque-là ministre d'État en charge du Plan. Originaire du Kongo-Central, elle a notamment eu la charge de piloter le programme des 145 territoires. « Je sais que la tâche est grande et les défis immenses. Mais avec l'appui du Président de la République et celui de tous, on y arrivera », a-t-elle déclaré après sa nomination.

4 avril - Soupçon de corruption dans l'attribution du marché des cartes d'identité selon l'ONG Le Congo n'est pas à vendre #CNPAV, qui affirme que « pour un marché aussi important, aucun appel d'offres n'a été lancé et les termes de l'offre financière sont déséquilibrés en défaveur de l'État congolais, avantageant ainsi le partenaire privé alors que son apport réel reste minime ».

5 avril - Interpellé par l'armée congolaise, Éric #Nkuba a été présenté à la presse comme un haut cadre de l'#AFC de Corneille #Nangaa, nouvelle vitrine politique de la rébellion du #M23. Il cite #Claudel Lubaya, Bob #Kabamba, Joseph #Olengankoy, Joseph #Kabala ou John #Numbi comme « contacts politiques » de l'#AFC.

8 avril - La #SADC annonce que 3 soldats tanzaniens de sa mission au Congo #SAMIDRC ont été tués et 3 autres blessés. 1 soldat sud-africain est également décédé dans un centre de santé de l'hôpital de #Goma.

8 avril - #Nord_Kivu : La @MONUSCO indique, dans un document interne consulté par l'#AFP, que « le #M23 a atteint les alentours du nord de #Sake » et que « des éléments armés aperçus dans le parc des #Virunga constituent une menace pour l'axe #Goma #Sake ».

8 avril - Dans le même document : les troupes indiennes de la @MONUSCO déployées autour de #Sake pour empêcher la progression des rebelles M23 vers #Goma ont abandonné leurs positions contre l'avis de leur hiérarchie.



Accusé de soutenir les rebelles du M23, le président du Rwanda s'est expliqué lors d'une conférence de presse à Kigali, à l'occasion des 30e commémorations du génocide.

8 avril Selon l'ONG @crefdl, spécialisée dans les dépenses publiques, « fin février 2024, le Trésor public a effectué des dépenses de l'ordre de 726,5 millions \$ contre des prévisions linéaires de 2,4 milliards \$. Des dépenses de l'ordre de 1,7 milliard \$ n'ont donc pas été effectuées, suite à la faible mobilisation des recettes de l'État ».

9 avril - Premier parti politique à l'Assemblée nationale, le patron de l'UDPS @AugustinKabuyaT a renoncé d'être candidat au perchoir, mais annonce briguer le poste de premier vice-président

20 avril - Le #Rwanda a déployé environ 3000 soldats dans l'Est du

Congo selon trois sources officielles occidentales citées par l'agence @Bloomberg. « Kigali y entraîne des membres du #M23 dans un camp isolé près de la frontière ».

21 avril - Massacre et horreur à #Beni encore et toujours ! 6 civils ont été tués, mercredi 17 avril dans une attaque attribuée aux #ADF, affiliés à l'État islamique, à #Kudukudu, situé à 20 km de Beni (Nord-Kivu). La population s'est réfugiée en masse à #Mangina.

23 avril - À quelques jours de la visite de Félix #Tshisekedi en #France, Emmanuel #Macron s'est entretenu par téléphone avec Paul #Kagame, et a appelé « à la reprise des discussions au plus haut niveau entre les présidents de la RDC et du Rwanda et au respect de l'intégrité territoriale de la RDC ».

24 avril - Suite à une #primaire inédite organisée à l'Assemblée nationale, @VitalKamerhe1 a été désigné candidat de l'Union sacrée à la #présidence, battant ainsi Modeste #Bahati et le sortant Christophe #Mboso. #Kamerhe pourrait revenir au perchoir après avoir déjà occupé le poste entre 2006 et 2009.



Chérubin Okende était porte-parole du parti d'opposition Ensemble de Moïse Katumbi © DR

sans vraiment convaincre ses proches. Depuis la découverte, le 13 juillet 2023, du corps criblé de balles du porte-parole du parti Ensemble, personne n'avait évoqué une autre hypothèse qu'un très probable « #assassinat », comme le déclarait à l'époque le porte-parole du gouvernement.

4 mars - Affaire #Okende suite : Le procureur général met la pression sur les journalistes et menace de poursuivre tous « commérages distillés dans les médias autour de la conclusion du rapport des experts » sur la mort de Chérubin #Okende.

13 mars - Rééquilibrage politique à l'Assemblée nationale après l'examen

détention arbitraire et « une condamnation honteuse » selon @RSF. Un article non signé de Jeune Afrique dévoilait une note de l'#ANR dénonçant le rôle des renseignements militaires dans la mort de Chérubin #Okende.

27 mars - La liberté provisoire vient d'être accordée à @SalomonKalonda, conseiller principal de l'opposant Moïse #Katumbi.

29 mars - Selon @Reuters, #Washington est en discussion avec la @Gecamines pour « approfondir ses relations avec les principaux fournisseurs de #cobalt et de #cuivre à travers le continent africain ». Une annonce qui intervient dans un fort



Judith Tuluka Suminwa a été nommée Première ministre le 1er avril 2024 © Présidence RDC

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO *DRC*

2024

MINES & INDUSTRIE

BANQUE & ASSURANCE

ENTREPREUNARIAT

*INFRASTRUCTURE
& TRANSPORT*

*AGRICULTURE
& ENVIRONNEMENT*

ENERGIE

TECHS & COMMUNICATIONS



TIA Group companies offer a full range of administrative, financial, human resources and legal management services, meeting all the needs of companies operating or setting up in the Democratic Republic of Congo.

Based in several towns in the DRC, TIA Group companies lighten the workload of client companies, which now have more time to devote to their core business. This offers companies the advantage of operating successfully while minimizing risks and the resulting costs.

The TIA Group is made up of a diverse team of high-quality, motivated, honest and compliant professionals.

TIAFRICA SAS

- » Corporate compliance with current legislation.
- » Legal assistance.
- » Project management and support services.

TIAFRICA FINANCES SAS

- » Accounting.
- » Tax and auditing.
- » Financial services.

TIAWORKFORCES SOLUTION SAS

- » Human resources management services.
- » Interim - Placement - Recruitment.
- » Payroll calculation.
- » Visa and work permits.

TIA 集团公司提供全方位的行政、财务、人力资源和法律管理服务，满足在刚果金境内运营公司的所有需求。

TIA 集团公司总部位于刚果金境内多个城镇，及时为客户提供服务，让客户有更多时间专注于核心业务。

TIA 集团公司为客户维护公司的正常运营，并将公司运营风险和成本降到最低。

TIA 集团由一支多元化的高素质、积极进取、诚实且合规的专业人士团队组成。

TIAFRICA SAS

- » 公司遵守现行法律。
- » 法律援助。
- » 项目管理和支持服务。

TIAWORKFORCES SOLUTION SAS

- » 人力资源管理服务。
- » 临时 - 安置 - 招聘。
- » 工资计算。
- » 签证和工作许可。

TIAFRICA FINANCES SAS,

- » 会计。
- » 税务和审计。
- » 金融服务。

AFRICA INSIDE

LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Chiffres clés

Population :
100,6 millions d'habitants en janvier 2023, augmentation de 3,2 millions (+3,3 %) entre 2022 et 2023

Superficie :
2.345.000 km²

Langue officielle :
français

Langues nationales :
lingala, kikongo, swahili et tshiluba

Président de la République :
Félix-Antoine Tshisekedi, depuis janvier 2018

Chef du gouvernement :
Madame Judith Tuluca Suminwa

Taux de croissance PIB en 2023 :
8,5%

PIB par habitant :
501 USD

Économie

Exportations :
les biens d'équipement, les denrées alimentaires et les produits chimiques

Importations :
14.500,00 millions USD en 2023

Human capital index :
164/174

Principaux partenaires d'importation :
La Chine, l'Afrique du Sud, la Belgique et la Zambie.

Économie

La croissance économique est estimée à 6,1 % en 2022. Les investissements et les exportations du secteur minier restent les principaux moteurs de la croissance,

100,6
MILLIONS D'HABITANTS

en janvier 2023, augmentation de 3,2 millions (+3,3 %) entre 2022 et 2023.

2 345 000
KM²
de superficie.

+ 8,5%
PIB
Taux de croissance du PIB en 2023.

164/174

INDICE DU CAPITAL HUMAIN
L'Indice du Capital Humain a été créé par la Banque Mondiale en 2018 dans le but de mettre en valeur le potentiel économique et professionnel de leurs citoyens.

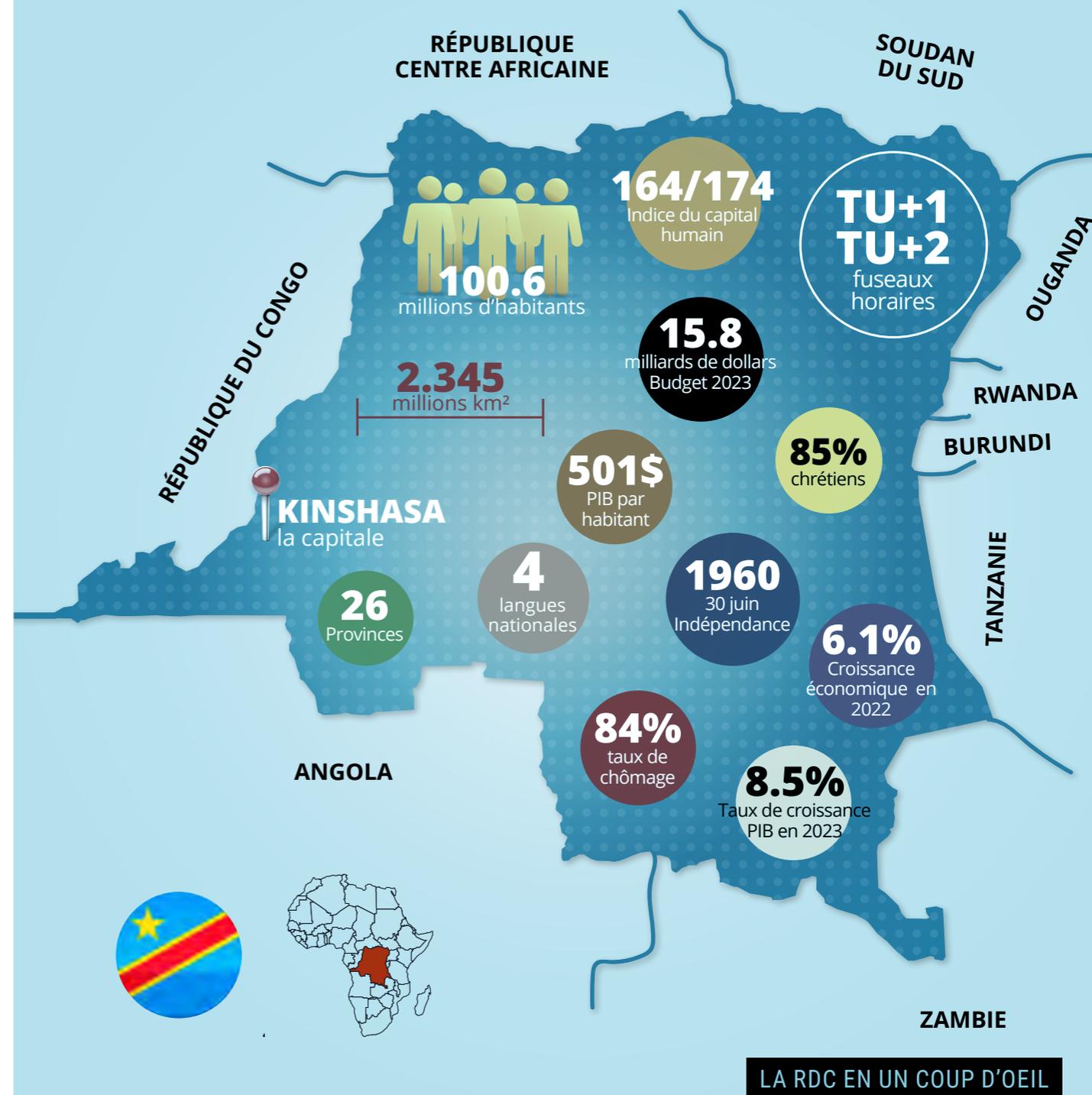
KEY DATA

soutenus par l'amélioration des prix des minéraux et l'augmentation des investissements publics. Les secteurs non miniers (notamment les services) se situaient à 4,1 % en 2022, contre 4,5 % en 2021. La hausse des prix mondiaux de l'énergie et des denrées alimentaires due à la guerre en Ukraine exerce des pressions à la hausse sur l'inflation intérieure, faisant passer le taux d'inflation moyen de 9,1 % en 2021 à 9,5 % en 2022. 32,3 millions de personnes sont employées en RDC, avec un taux de chômage de 4,2% - 1,4 million de personnes.

216e économie mondiale pour un PIB de 45,9 milliards de dollars, le pays voit son budget annuel grimper chaque année et a atteint 16 milliards de dollars en 2022. Les perspectives à moyen terme pour la RDC sont favorables, selon la Banque mondiale. La croissance devant s'accélérer pour atteindre 6,4 % en 2024. La RDC s'est classée au 183e rang dans le rapport Doing Business de la Banque mondiale (2020). Dans le rapport de 2019, elle a terminé à la 184e place. Dans le rapport sur la compétitivité mondiale du Forum économique mondial (2019), la RDC s'est classée 139e. Les dix premiers pays bénéficiaires des IDE chinois - RDC et l'Afrique du Sud - ont représenté 63 % du stock total d'IDE chinois en Afrique.

Éducation et santé

En 2016, la République démocratique du Congo comptait 464 678 étudiants dans l'enseignement supérieur, 4,6 millions d'étudiants dans le secondaire et 13,8 millions dans le primaire. 16e plus grand pays du monde, 2e en Afrique et le plus grand pays subsaharien par sa superficie, la RDC est un espace riche de diversité culturelle, ethnique, de langue,



LA RDC EN UN COUP D'OEIL

environnementale et de peuples. De sa population, 49,9 % d'hommes et 50,1 % de femmes, 12,5 % ont entre 18 et 24 ans et 13,3 % ont entre 25 et 34 ans, faisant du pays un des plus jeunes du monde. La RDC a consacré, en 2019, 1,5 % de son PIB à l'éducation. Les dépenses de santé publique se sont élevées à 231 millions de dollars et les dépenses de santé privées à 1,6 milliard de dollars en 2018.

Les grandes villes

Début 2023, 47,1 % de la population de la RDC vivait dans des centres urbains, tandis que 52,9 % vivaient dans des zones rurales.

KINSHASA.

La capitale de la RDC est désormais la plus grande ville d'Afrique (son aire urbaine compte 15,62 millions

d'habitants), suivie de Lagos (15,4 millions), du Caire (dix millions), de Gizeh (9,2 millions), de Dar es Salaam (7,1 millions), de Khartoum (six millions), de Johannesburg (5,9 millions), d'Abidjan (5,4 millions), d'Alexandrie (5,3 millions) et d'Addis-Abeba (cinq millions). Ville-province, Kinshasa se trouve à l'ouest de la province du Kongo Central, la seule province de la RDC ayant un accès direct à la mer, Matadi.



LES 26 PROVINCES DE LA RDC

AU DÉBUT 2023, 47,1 % DE LA POPULATION DE LA RDC HABITAIENT LES CENTRES URBAINS, TANDIS QUE 52,9 % VIVAIENT DANS LES ZONES RURALES

MATADI.

Avec une population de 302 000 habitants, située à 148 km de l'embouchure du fleuve Congo et à 273 km au sud-est de Kinshasa, la ville portuaire est la plus grande ville de cette province. Elle abrite le principal port maritime du pays, avec un tirant d'eau maximal de 8,2 mètres. Un portage ferroviaire à voie métrique et une route pavée à deux voies relie Kinshasa et Matadi.

KIN-BRAZZA.

Le prix d'un billet simple Kin-Brazza, les deux capitales les plus proches du monde, coûte environ 28 dollars, avec aussi la possibilité de vols commerciaux entre les deux villes. La zone économique spéciale pilote, à Maluku, à Kinshasa, qui couvre une superficie de 244 hectares, constituée dans le cadre d'un partenariat public-privé et offre des avantages fiscaux et réglementaires aux investisseurs et aux entrepreneurs, notamment une exonération fiscale de cinq à dix ans.

LUBUMBASHI.

Deuxième ville de la RDC avec 2,78 millions d'habitants, est située dans la partie sud-est du pays, à 1 550 km de Kinshasa et le long de la frontière avec la Zambie. Elle se trouve dans la région de Copperbelt et sert de plaque tournante à de nombreuses grandes sociétés minières du pays. Contrairement à Kinshasa, Lubumbashi est reliée au réseau ferroviaire d'Afrique australe. Surnommée Wantanishi, la ville est connue pour son dynamisme et les multiples opportunités d'investissement qu'elle offre.

15,62
MILLIONS D'HABITANTS
dans l'aire urbaine de Kinshasa en font la plus grande ville d'Afrique..

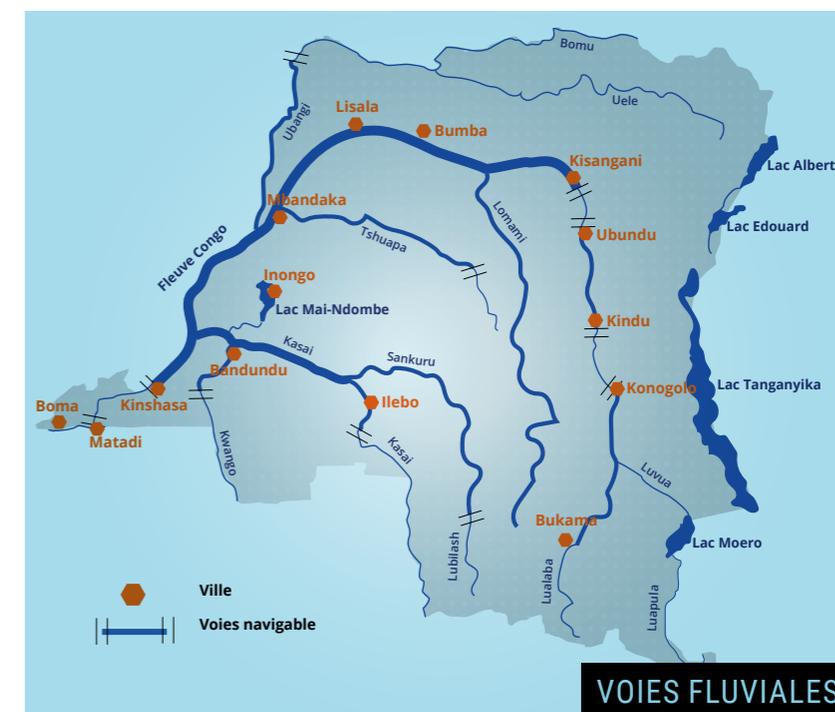
28\$
LE BILLET
au beach Ngobila
entre Kinshasa et Brazzaville

KEY DATA

GOMA.

Ville touristique, elle en a la vocation, entre le parc national de Virunga, le lac Kivu et le volcan de Nyiragongo, la capitale du Nord-Kivu symbolise la créativité fertile du pays. Goma est devenu un hub pour les entrepreneurs et les innovations dans les secteurs de technologies, de l'éducation, de l'hôtellerie. Son aéroport international ouvre la ville aux pays de la région et à des compagnies aériennes internationales. ■

SOURCES : BANQUE MONDIALE, DATAREPORTAL, INVESTOR MONITOR, VOA, TRADING ECONOMICS



VOIES FLUVIALES



LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FÉLIX-ANTOINE TSHISEKEDI TSHILOMBO

Félix Tshisekedi, 60 ans (né en juin 1963 à Kinshasa), est Président de la RDC depuis 2018. Il a été réélu en décembre 2023. Il a grandi dans l'ombre de son père, Étienne Tshisekedi, dont il a hérité du parti politique, l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS). En janvier 2019, Tshisekedi avait été investi Président de la République marquant une alternance politique historique. Il est devenu le premier président à accéder au pouvoir par le biais d'élections pacifiques et démocratiques depuis 1960.

Depuis son accession à la présidence, Félix Tshisekedi s'est engagé dans des réformes économiques et politiques ambitieuses. Il a lancé un programme de lutte contre la corruption et l'impunité, ainsi que des initiatives visant à promouvoir le développement économique et social du pays.

Le 1^{er} avril 2024, il a nommé Judith Tuluka au poste de Premier ministre, la première femme à entrer à la primature

dans l'histoire de la RDC.

Sur le plan international, Félix Tshisekedi a cherché à renforcer les liens de la RDC avec la communauté internationale, tout en défendant les intérêts de son pays sur la scène mondiale.

Cependant, ses mandats sont confrontés à des défis importants, notamment la lutte contre la pauvreté, les conflits armés à l'Est, et les crises humanitaires qui restent un défi majeur de son futur gouvernement.

PREMIÈRE PREMIÈRE MINISTRE DE LA RDC JUDITH TULUKA SUMINWA

« LA TÂCHE EST GRANDE, LES DÉFIS SONT IMMENSES, MAIS ENSEMBLE ... ON Y ARRIVERA »

Judith Tuluka Suminwa (57 ans), a été nommée lundi 1^{er} avril cheffe du gouvernement par Félix Tshisekedi. Une première dans l'histoire de la RDC. Mme Suminwa, native du Kongo-Centrale en octobre 1967, est diplômée d'un master en Économie appliquée, spécialisation en gestion financière, à l'Université Libre de Bruxelles (Belgique), elle complète son cursus par un diplôme d'études complémentaires en Travail dans les pays en voie de développement. Avant de gravir les échelons politiques, Judith Suminwa a affûté ses compétences dans le secteur bancaire, jetant les bases de ce qui sera une carrière exceptionnelle. Son engagement auprès des Nations Unies, notamment au Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), en tant qu'experte nationale dans un projet d'appui communautaire à l'Est du pays, témoigne de son dévouement à la cause du développement et de la stabilité.

Sa transition vers la politique s'effectue au ministère du Budget où elle occupe une fonction stratégique avant d'être promue coordinatrice adjointe du Conseil présidentiel de veille stratégique (CPVS). Judith Tuluka Suminwa s'y est distinguée jusqu'à décrocher le poste du ministère du Plan dans le gouvernement Lukonde II en mars 2023.

Des urgences, déjà

« Je sais que la tâche est grande, les défis sont immenses, mais ensemble (...) on y arrivera », a déclaré, juste après sa nomination, la Première ministre. Elle occupe ce poste dans un contexte sécuritaire compliqué, avec notamment la guerre

dans l'Est du pays.

Sa tâche immédiate est de former un nouveau gouvernement au sein d'une coalition formée par le parti présidentiel et des centaines de partis politiques. « Mes pensées vont à l'Est et à tous les coins de notre pays qui sont aujourd'hui confrontés à des conflits avec des enne-

mis parfois cachés, qui ne se révèlent pas, mais qui seront découverts d'une manière ou d'une autre », a-t-elle ajouté. Mining and Business Magazine transmet ses vives félicitations à Mme Suminwa et lui souhaite un fructueux mandat à la Primature de la RDC.

M&B



UN PARCOURS INSPIRANT POUR LES JEUNES CONGOLAIS

YVES KABONGO

FONDATEUR ET CEO DE NOVCORP

INTERVIEW M&B MAGAZINE - PHOTOS @PHOTOAFRICAINSIDE

M&B a rencontré Yves Kabongo, un jeune loup, entrepreneur du secteur des 3T (étain, tungstène, tantale). Fondateur de Novcorp, une société spécialisée dans le négoce des 3T, il siège également au conseil d'administration de Tantalex Lithium Resources, une société cotée en bourse. Lors d'un entretien captivant, il nous a partagé sa vision.

Bonjour Yves. Pouvez-vous nous parler de votre enfance ?

Né à Kinshasa en janvier 1988, je suis le fils de Michel Kabongo et de Berthe Mulunda, anciens cadres respectivement à l'Ogefrem et à la COFED. J'ai grandi à Kinshasa dans le quartier anciennement appelé IPN, aujourd'hui UPN, dans la commune de Ngaliema, au sein d'une famille de 5 enfants, dont 2 frères et 2 sœurs. Mes parents m'ont toujours inculqué de fortes valeurs chrétiennes. Je suis

marié et père de deux magnifiques filles.

Quelle enfance avez-vous eue ?

Ma mère se souvient que j'étais toujours dehors. Passionné de basket, j'ai été fasciné par la détermination des joueurs. Dès l'âge de 12 ans, pendant les vacances, j'ai lancé mon premier business en vendant des bonbons et des biscuits devant chez moi. C'était mes premiers pas dans le trading ! En 2005, j'ai décidé de poursuivre mes études universitaires au Canada, à Toronto.

Comment avez-vous vécu le choc de l'expatriation ?

Mon départ de Kinshasa pour un pays anglophone comme le Canada a été un véritable choc pour moi, la culture et la langue ont été mes premiers challenges. Cette transition a été difficile, mais Toronto est devenue la ville qui a

façonné mon parcours et ma personnalité jusqu'à aujourd'hui. J'ai toujours été passionné par les chiffres, d'où mon choix de faire des études des « Mathematics for Commerce » à York University.

Qu'est-ce qui vous a fait rentrer dans le milieu professionnel ?

Mon entrée dans le milieu professionnel a été marquée par mon arrivée au Canada, où j'ai trouvé un emploi d'étudiant dans le télémarketing. Cette expérience m'a permis de développer des compétences essentielles en communication, en persuasion et en gestion de la relation client. Cependant, c'est chez McKenzie Investments, un fonds d'investissement où j'ai travaillé de 2010 à 2012, que j'ai véritablement plongé dans le monde de la finance. Au sein de cette entreprise renommée, j'ai eu l'opportunité d'apprendre l'importance de la diversification des investissements,

la gestion de la performance et l'évolution des portefeuilles. Ces années passées chez McKenzie Investments ont été cruciales dans ma formation professionnelle et ont renforcé ma passion pour le secteur financier.

Et l'industrie minière ?

L'industrie minière a toujours exercé une fascination sur moi, notamment grâce à mon cousin qui travaillait en Afrique du Sud. Ses récits de voyages entre Johannesburg et Kinshasa, son immersion dans le secteur minier et son style de vie m'ont profondément inspiré. J'ai toujours admiré son parcours et j'ai nourri le rêve de suivre ses pas.

Cette fascination s'est renforcée lorsque j'ai eu l'opportunité de rencontrer la famille Hooper à Toronto, grâce à mon père. Le père, un des fondateurs de KiloGold mines, m'a ouvert les portes de son univers et m'a permis de découvrir les coulisses de l'industrie minière. Cette rencontre a été déterminante dans mes choix professionnels, car elle a confirmé mon désir de travailler dans ce secteur passionnant et dynamique. La relation que j'ai nouée avec la famille Hooper a été une source d'inspiration et de motivation pour moi, et a joué un rôle

clé dans ma décision de me lancer dans l'industrie minière.

Quand le déclic a-t-il eu lieu ?

Le déclic s'est produit en 2012, lorsque j'ai pris la décision audacieuse de quitter McKenzie Investments pour me lancer dans le secteur minier. C'est à ce moment-là que j'ai contacté Charles Hooper pour lui exprimer mon désir de rejoindre ce domaine et solliciter son aide. Grâce à l'opportunité offerte par l'un de ses frères, j'ai débuté en tant qu'analyste de recherche de concessions pour un projet d'exploration au Canada. Mon rôle consistait à analyser des milliers de rapports techniques des compagnies aurifères, à identifier les projets prometteurs et à évaluer leur potentiel. Passant des heures devant une feuille Excel, j'ai développé mes compétences en analyse de données, en recherche et en évaluation de projets miniers. C'est ainsi que nous avons découvert une ancienne mine d'or datant des années 1900-1920 en Nouvelle-Écosse, ouvrant la voie à de nouvelles opportunités passionnantes dans le secteur minier.

Le début d'une nouvelle aventure ?

Oui. Et cette aventure, c'était de créer

une compagnie, de détenir le permis et de lever des fonds pour commencer un projet d'exploration. Malgré le fait que je n'avais pas de formation de géologue, j'ai investi énormément de temps et d'efforts pour comprendre les rapports techniques et collaborer avec des experts du domaine.

Nous avons réussi à lever nos premiers 300 000 dollars pour lancer un projet d'exploration, obtenir la concession minière et entamer des travaux de forage afin de remettre la mine en état de production. C'était un défi de taille, mais notre détermination et notre expertise ont porté leurs fruits.

Lorsque le prix de l'or a chuté en avril 2014, j'ai été confronté à un nouveau défi. C'est à ce moment-là que mon frère m'a conseillé de m'intéresser aux 3T : l'étain, le coltan et le tungstène. Ce conseil a été déterminant dans ma décision de diversifier nos activités et d'explorer de nouvelles opportunités dans le secteur minier.

Quelle était votre stratégie ?

Notre stratégie a été de changer de cap et de nous concentrer sur le trading pour générer des revenus immédiats, plutôt que de continuer à lever des fonds pour des projets d'exploration. Nous voulions montrer aux investisseurs que nous pouvions investir dans des projets rentables et générer des dividendes rapidement. C'est ainsi que nous avons décidé de nous lancer dans le trading des matières premières. Après avoir préparé un rapport détaillé de notre projet, nous avons contacté le père d'un de nos associés, qui nous a mis en relation avec un de ses amis à Toronto. Grâce à nos présentations convaincantes, nous avons réussi à lever un demi-million de dollars pour lancer Belair African Metals Sarl, une entreprise

Dans les mains d'Émile Osumba, administrateur, un échantillon de cassitérite avant analyse XRF



« DES DÉFIS, IL Y EN AURA TOUJOURS. IL FAUT SAVOIR CE QU'ON RECHERCHE ET AVOIR LA DÉTERMINATION POUR AFFRONTER LES TRACASSERIES, LES DÉFIS À TOUS LES NIVEAUX, AU NIVEAU OPÉRATIONNEL. »

de négoce de matières premières en RDC spécialisée dans le trading des 3T. En 2017, Belair African Metals a été vendue à la société cotée en bourse Cobalt Blockchain Inc., et j'ai eu l'opportunité de diriger sa filiale en RDC jusqu'en décembre 2020. Cette expérience a été une véritable réussite et a démontré notre capacité à saisir des opportunités et à transformer nos idées en succès concrets dans le secteur minier.

Pour les néophytes, comment parvient-on à lever 500 000 dollars ?

La levée de fonds est un processus complexe qui implique d'ouvrir le capital de votre entreprise à de potentiels investisseurs. C'est un art que j'ai appris grâce à la famille Hooper, qui a une expérience dans le domaine des sociétés cotées en bourse. Il est crucial de bien se préparer et de présenter votre projet de manière convaincante.

Dans mon cas, nous avons commencé par nous présenter au père d'un de nos associés, qui nous a ensuite mis en relation avec des personnes de son réseau. Nous avons ouvert le capital de Belair African Metals Canada, notre première création,

en suivant un schéma similaire à celui que j'ai également suivi pour NOVCORP. En résumé, pour lever des fonds avec succès, il est essentiel d'avoir une vision claire de votre projet. Il faut aussi s'entourer de personnes compétentes, vous assurer de la conformité réglementaire et de savoir présenter votre entreprise de manière attrayante aux investisseurs potentiels.

Et la suite ?

3 ans plus tard, BelAir African Metals décide d'entrer en bourse via RTO (Reverse Take Over) et je suis nommé Managing Director en RDC. Collant aux besoins du marché, le projet se refocalise sur le cuivre, le cobalt artisanal et la traçabilité via le blockchain de la chaîne d'approvisionnement.

Est-ce que cela a marché ?

Malheureusement, le projet initial n'a pas abouti comme prévu, car nous étions en avance sur les réalités du marché à ce moment-là. En 2019, après avoir tenté de modifier le modèle et restructuré la société, j'ai pris la décision de voler de mes propres ailes. C'est ainsi que j'ai

fondé NOVCORP. Le mois de novembre a toujours représenté un nouveau départ pour moi, symbolisé par mon arrivée au Canada le 7 novembre 2005. Novcorp a donc marqué un nouveau chapitre dans ma carrière entrepreneuriale. Malgré les échecs passés, j'ai su rebondir et saisir de nouvelles opportunités pour continuer à avancer dans le secteur minier. Cette expérience m'a appris l'importance de l'adaptabilité, de la résilience et de la persévérance dans le monde de l'entrepreneuriat. Chaque échec est une leçon qui nous permet de grandir et de nous améliorer pour les défis futurs. Je suis reconnaissant pour cette opportunité de rebondir et de continuer à poursuivre mes ambitions dans le secteur minier.

Donc, vous repartez presque à zéro ?

Effectivement, après avoir pris la décision de créer ma propre entreprise et de revenir aux 3T, j'ai élaboré un plan d'affaires solide et contacté John Wright, qui est maintenant vice-président de NOVCORP pour lui annoncer mon projet. Ensemble, nous avons réussi à lever 250 000 dollars lors d'un pitch à un groupe d'investisseurs à Toronto. Ce





« SI LE SECTEUR ARTISANAL TAIT MIEUX ORGANISÉ, IL FAVORISERAIT LA CRÉATION DE 2 MILLIONS D'EMPLOIS SUPPLÉMENTAIRES. »

financement initial a permis de lancer NOVCORP Canada, qui détient à présent 100% de NOVCORP RDC.

Ma vision à long terme était de faire entrer NOVCORP en bourse, en tenant compte du potentiel du secteur minier à Toronto, qui abrite la plus grande bourse minière au monde. J'ai suivi la même approche que pour Bel Air, en mettant en place un système de traçabilité, en adhérant à ITSCI et en travaillant pour obtenir mon permis d'entité catégorie B. Malgré les défis posés par la pandémie de Covid-19, j'ai réussi à lancer les opérations de NOVCORP fin 2020.

En repartant presque à zéro, j'ai su rebondir et transformer les obstacles en opportunités pour réaliser mes ambitions dans le secteur minier. Je suis reconnaissant pour le soutien de mon équipe et des investisseurs qui ont cru en notre projet et nous ont permis de concrétiser nos objectifs.

Vous avez eu votre licence rapidement ?

Non, ma demande de licence d'entité de traitement Catégorie A a suivi le processus normal qui a pris 6 mois. J'ai obtenu ma licence en août 2020. En ce qui concerne mon adhésion à ITSCI, cela

a pris 10 mois. ITSCI qui est obligatoire dans le trading des 3T. Dès que j'ai obtenu les deux, j'ai immédiatement lancé les opérations au Maniema.

Malgré les tracasseries, vous y avez toujours cru ?

Effectivement, malgré les tracasseries auxquelles j'ai été confronté, j'ai toujours cru en mon objectif. J'avais une vision claire de là où je voulais aller. Je savais que des défis se présenteraient sur mon chemin, mais j'étais déterminé à les affronter, que ce soit au niveau opérationnel ou à d'autres niveaux. Mon conseil aux jeunes est de cultiver cette même détermination. La RDC, bien qu'imparfaite, regorge de potentiel énorme pour la jeunesse. Il est essentiel d'avoir cette détermination et de faire face aux obstacles avec courage et persévérance pour réaliser ses aspirations.

Vous êtes opérateur, mais imaginez que vous ayez la possibilité de conseiller le Président de la République. Quelles seraient les premières décisions à mettre en place pour la profession ?

Si j'avais l'opportunité de conseiller le Président de la République en tant

qu'opérateur, ma première recommandation serait de prioriser la construction de routes. Le principal défi auquel nous sommes confrontés est d'ordre logistique en raison du manque d'infrastructures routières. Par exemple, le Maniema est complètement enclavé, et actuellement, le seul moyen de transport reliant Kindu à Kalémie est le train, mais la situation avec la SNCC n'est pas encourageante. Il est crucial de construire des routes pour favoriser le développement économique et social de nos provinces, car sans une bonne infrastructure routière, le progrès sera entravé.

Avec quels logisticiens travaillez-vous ?

En ce qui concerne la logistique, dans le Maniema je collabore principalement avec la SNCC en raison de contraintes logistiques. Nous sommes désormais contraints d'utiliser le transport aérien pour relier Kindu à Goma, ce qui entraîne des coûts supplémentaires. Cependant, cette méthode nous permet d'assurer des rotations plus rapides, évitant ainsi les retards de livraison pouvant survenir avec la SNCC. Pour les besoins de transport de marchandises de Manono à Lubumbashi, nous faisons appel à

des transporteurs privés locaux. Cette collaboration nous permet d'acheminer efficacement nos marchandises tout en optimisant les coûts et en garantissant des délais de livraison satisfaisants.

Parlez-nous de vos accès aux financements

En ce qui concerne nos accès aux banques, j'ai initié ma première levée de fonds au Canada, avec le soutien de mon réseau canadien, pour lancer nos opérations. En 2021, j'ai ressenti le besoin d'obtenir davantage de financements, car notre modèle économique est très axé sur la trésorerie. En effet, notre activité implique l'achat, le traitement et l'exportation de produits, ce qui nécessite des liquidités importantes pour assurer le bon fonctionnement de nos opérations.

Donc pas d'accès aux banques en République Démocratique du Congo ?

Effectivement, l'accès aux banques en RDC représente un défi majeur pour les entrepreneurs. Malgré les flux financiers générés, j'ai rencontré des difficultés à obtenir le soutien des banques locales. La première année, j'ai réalisé un chiffre d'affaires de 6 millions de dollars, mais les banques n'ont pas été très réceptives à mes besoins de financement. Ce n'est qu'en 2022 que j'ai pu bénéficier de l'appui d'Equity pour développer mes opérations, après une attente d'une année et demie. De là, les autres telles que TMB, BGFI ont suivies dans l'appui de financement. Sans cette expérience de financement international, il aurait été difficile pour moi de lancer mes activités. Ce constat souligne un véritable défi pour les entrepreneurs en RDC en matière d'accès aux financements locaux.

Quels seront vos prochains investissements ?

On va se focaliser sur l'unité de traitement. Malgré de hautes teneurs, on doit semi-mécaniser nos opérations d'étain

et de coltan traitement à Lubumbashi et au Maniema.

Quelles garanties donnez-vous à vos clients en termes d'éthique sur les coopératives qui vous fournissent ?

En ce qui concerne l'éthique des coopératives qui nous fournissent, nous mettons en place une supervision rigoureuse sur le terrain. Fort de mes 10 ans d'expérience dans le domaine artisanal, je suis un ardent défenseur de l'artisanat minier. En République Démocratique du Congo, ce secteur emploie environ 2 millions de creuseurs. Je suis convaincu que si le secteur était mieux organisé, il pourrait créer 2 millions d'emplois supplémentaires. Il est donc essentiel de formaliser ce secteur.

En tant qu'entité de traitement, nous apportons un soutien financier, organisationnel et technique aux coopératives avec lesquelles nous travaillons pour garantir qu'elles respectent des normes éthiques strictes. Nous veillons à ce que les coopératives ne tolèrent pas le travail des enfants ni la présence de femmes (enceintes) sur les sites miniers. En tant que membre de l'ITSCI, nous nous engageons à assurer un suivi et une diligence raisonnable des audits internes, en veillant à ce que toutes les activités minières respectent les normes de traçabilité et

proviennent de zones non conflictuelles autorisées par l'ITSCI.

Un peu comme veut le faire l'Entreprise Générale du Cobalt ?

Le projet EGC est une initiative très prometteuse. Sans entrer dans les aspects politiques, il est clair que ce projet cible l'artisanat minier et le cobalt, qui représente 20% de la production mondiale. Étant donné que la République Démocratique du Congo est une référence en matière de cobalt, je suis convaincu que le projet EGC a le potentiel de devenir une vitrine du cobalt artisanal du pays, tout comme la vision que j'avais avec Cobalt Blockchain. Il est essentiel de soutenir et de promouvoir des initiatives telles qu'EGC qui visent à valoriser et à développer le secteur minier artisanal congolais.

Qu'est-ce que NOVCORP peut apporter en termes d'inspiration pour le pays ?

NOVCORP, en tant qu'entreprise congolaise, a le potentiel d'apporter une inspiration significative pour le pays. Ma vision pour NOVCORP est de lui donner une envergure internationale, c'est pourquoi j'ai pris la décision de lancer l'entreprise en Bourse. L'accord de Reverse Takeover (RTO) a été signé et nous sommes en train de mener des audits sur les trois dernières



Enfûtage des minerais avant export

« DEVENIR LE PREMIER TRENTENAIRE CONGOLAIS À FAIRE SON ENTRÉE EN BOURSE. »

années opérationnelles pour finaliser cette entrée en Bourse. Cette démarche me permettra de donner une valeur tangible à mes opérations, en capitalisant la société, tout en accédant à des financements plus importants pour mon entreprise minière. Mon objectif à long terme est d'acquérir des concessions minières, de les développer et de construire une mine, contribuant ainsi au développement économique et à la croissance du secteur minier congolais.

Toujours dans le domaine des 3 T ?

Oui, je crois fermement que la République Démocratique du Congo possède un potentiel énorme en ce qui concerne les 3T (étain, tantale, tungstène). Actuellement, la seule entreprise qui exploite ces minerais à un niveau industriel est Alphamin. Ma vision est de suivre cette voie en entrant sur les marchés boursiers pour lever des fonds importants. Ces fonds seront essentiels pour développer les mines et augmenter la production de

ces minerais stratégiques, contribuant ainsi à l'essor économique du pays et à la croissance du secteur minier congolais.

Pensez-vous que NOVCORP, avec l'introduction en Bourse, peut lever 100 millions de dollars ?

Oui, je suis convaincu que NOVCORP, avec son introduction en Bourse, a le potentiel de lever 100 millions de dollars. C'est en effet ma vision et mon objectif. Je ne me limite pas au trading, mais je vise la construction d'un projet minier et le développement d'une mine. Je crois fermement en ma capacité à réaliser cette ambition et à devenir le premier trentenaire congolais à faire son entrée en Bourse. J'ai commencé par générer du cash-flow pour démontrer qu'une entreprise peut faire croître ses opérations grâce au trading, en vue d'acquérir des concessions minières. Ainsi, je ne compte pas uniquement sur la Bourse pour lever des fonds pour des projets d'exploration, mais je diversifie mes sources de financement pour assurer le succès de NOVCORP.

Un dernier mot ?

Je voulais partager mon expérience parce qu'il n'est pas facile d'être entrepreneur en RDC. Je veux être utile à mon pays, je crois fermement qu'avec détermination, travail acharné et foi en Dieu on atteint nos objectifs. J'espère être une inspiration pour la jeunesse et montrer que chaque fils du pays peut arriver à faire une différence et contribuer au développement de notre pays. Merci pour cette opportunité de partager mon parcours et mes aspirations. ■

Ci-contre en haut : Préparation du concentré d'étain avant échantillonnage

Ci-contre en bas : Lydia Mbaka, Directrice Projets et Stella Kabwe, Directrice Régionale (Grand Katanga)



Yves Kabongo is 10 years experienced and dynamic entrepreneur operating in the 3T sector (tin, tungsten, tantalum) and is the founder of NOVCORP, a company specializing in 3T trading. His business operations involve collaborating with cooperatives which manage and structure productions from artisanal miners. NOVCORP operates since 2020 and is now established in Maniema (Kindu), Grand Katanga (Lubumbashi and Manono) and has ambitions to deploy its activities in North Kivu. In terms of finance, Yves initially raised funds in Canada with the support of his Canadian network to launch his operations. However, he encountered challenges accessing local banks in the Democratic Republic of Congo (DRC) due to the cash-intensive nature of his business model. Despite achieving significant sales figures, Yves struggled to secure financing from local banks until he received support from Equity in 2022, then the other banks such as TMB, BGFI came along to finance. This experience highlights the difficulties faced by entrepreneurs in the DRC in terms of accessing local finance.

Looking ahead, Yves plans to focus on investing in the semi-mechanization of tin and coltan processing operations in Grand Katanga and Maniema. This strategic move aims to enhance operational efficiency and productivity within his business. Additionally, Yves emphasizes the importance of ethical standards in the cooperatives that supply Novcorp, ensuring strict adherence

« IF THE ARTISANAL MINING SECTOR WERE BETTER ORGANIZED, IT WOULD CREATE 2 MILLION ADDITIONAL JOBS. »

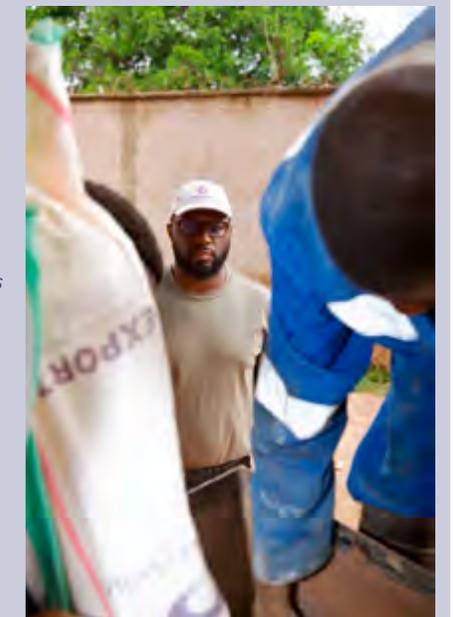
to OECD guidelines that prohibit child labor and promote traceability standards. As a member of the ITSCI, NOVCORP is committed to upholding ethical practices in the mining sector.

Yves also recognizes the potential of initiatives like the Entreprise Générale du Cobalt (EGC) project, which targets artisanal cobalt mining in the DRC. He believes that supporting and promoting such initiatives can contribute to the development of the Congolese artisanal mining sector. Furthermore, Yves envisions NOVCORP's future expansion through a Reverse Take Over (RTO) to raise significant funds for developing mining projects and contributing to the economic growth of the Congolese mining sector.

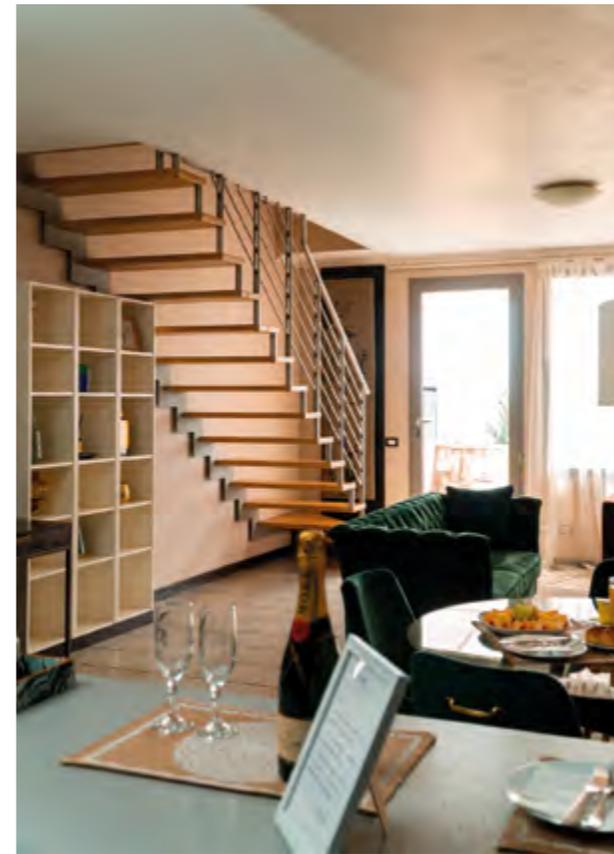
With a strong belief in the potential of the 3Ts in the DRC, with NOVCORP Yves aims to follow the path set by companies like Alphamin in industrial mineral exploitation. He envisions Novcorp to go public to be able to raise capital to increase production of strategic minerals, acquire and develop mining assets. Yves's ambitious goals reflect his determination to make a

significant impact in the mining industry and contribute to the economic development of the DRC.

In conclusion, Yves Kabongo's entrepreneurial journey exemplifies resilience, strategic decision-making, and a commitment to ethical business practices. His vision for NOVCORP as an international player in the mining sector underscores his dedication to driving growth and innovation in the Congolese mining industry. Yves's story serves as an inspiration to aspiring entrepreneurs in the DRC, showcasing the possibilities that determination, hard work, and faith can bring in achieving one's goals and contributing to national development.



« BECOME THE FIRST CONGOLESE IN HIS THIRTIES TO BE LISTED ON THE STOCK EXCHANGE. »



COMPLEXE LA PLAGÉ

*Complexe
La Plage*

Logé au cœur d'un complexe moderne, en face du lac Tshombe, chaque appartement est une bulle de confort au centre Golf de la ville de Lubumbashi.

Grand séjour, une TV à écran plat avec un décodeur, accès à l'internet illimité, nos appartements sont tous équipés : plaque de cuisson tactile, lave-vaisselle, machine à laver.

D'une très confortable surface de 120 m², ces appartements de charme peuvent accueillir jusqu'à 4 personnes avec deux chambres et deux salles de bain à l'étage. Une terrasse privée avec barbecue, offrant

un panorama magnifique sur tout le complexe avec ses très beaux jardins et une vue imprenable sur le lac.

Luxe, calme et volupté

Électricité H24, sécurité, accès à pied aux commerces, aux restaurants, à la piscine et au club de sport.

En outre, vous vivrez au cours de votre séjour court, moyen ou de longue durée, la quiétude tout confort qu'offre le Complexe La Plage.

Loin des tracasseries du trafic quotidien,

c'est à pied si vous le souhaitez, que vous pourrez profiter des cafés-bars et restaurants, des commerces et boutiques de choix, de la salle de sport et de la piscine qui vous donneront le sentiment de profiter dans les meilleures conditions de votre séjour à Lubumbashi, en toute sécurité.

Nous veillons à tout, pour vous.

Contacts :

+243 85 63 88 662
reception@complexelaplage.com
www.complexelaplage.com

Located in the heart of a modern complex, opposite Lake Tshombe, each apartment is a bubble of comfort in the Golf center of Lubumbashi.

Large living room, flat-screen TV with decoder, unlimited Internet access, our apartments are all equipped with touch-sensitive hobs, dishwashers and washing machines.

With a very comfortable surface area of 120 m², these charming apartments can accommodate up to 4 people, with two bedrooms and two bathrooms bathroom upstairs. A private terrace with barbecue, offering

a magnificent panorama over the entire complex with its beautiful gardens and uninterrupted view of the lake.

Luxury, calm and pleasure

H24 electricity, security, walking distance to shops, restaurants, swimming pool and sports club.

What's more, during your short, medium or long-term stay, you'll enjoy the peace and quiet and comfort of Complexe La Plage. Far from the hassle of daily traffic, you can walk to the cafés and restaurants, the stores

and boutiques, the gym and the swimming pool, so you can enjoy your stay in Lubumbashi in complete safety.

We take care of everything, for you.

Contacts :

+243 85 63 88 662
reception@complexelaplage.com
www.complexelaplage.com

DRC MINING WEEK

EXPO & CONFERENCE



12-14 JUNE 2024

The Pullman Lubumbashi
Grand Karavia Hotel, DRC

PRIORITISING SUSTAINABLE
MINING OPERATIONS AND LOCAL
TRANSFORMATION IN DRC

BIGGER
EXHIBITION SPACE

8+ EXPECTED INTERNATIONAL
PAVILIONS

8000+ LOCAL AND INTERNATIONAL
MINING PROFESSIONALS

1320+

BUSINESS CONNECTIONS VIA THE
MATCHMAKING PLATFORM

NETWORKING
GALA DINNER



110+
PRODUCTS AND
EQUIPMENT IN
TARGETED EXPO
ZONES

3 DAYS OF
STRATEGIC
CONTENT

PRODUCTS,
LAUNCHES &
DEMOS

MINING SITE VISIT

275+ MINING, INDUSTRIAL &
TECHNOLOGY PROVIDERS

ENQUIRE ABOUT SPONSORSHIP EXHIBITION OPPORTUNITIES

T: + 27 72 133 5600 | jeantite.oloumoussie@wearevuka.com

T: +27 21 700 3588 | kudakwashe.tsingano@wearevuka.com

www.drcminingweek.com

DRC MINING WEEK

EXPO & CONFERENCE

12-14 JUNE 2024

The Pullman Grand Karavia Hotel,
Lubumbashi, DRC



ACTIVATE YOUR FREE
EXPO TICKET
www.drcminingweek.com



275+ EXHIBITORS
AND SPONSORS



8+ INTERNATIONAL
PAVILIONS



8000+
PARTICIPANTS



FREE TECHNICAL
WORKSHOPS

OPENING TIMES

12 JUNE: 11:00 - 17:00 | 13 JUNE: 09:00 - 17:00 | 14 JUNE: 09:00-16:00

* Conference access not included

Official Support:



Ministère des Mines



Official Partner:



Fédération des
Ingénieurs des
Métallurgistes du Congo

Event Sponsor 2024:



La Banque Panafricaine

DRC MINING WEEK

EXPO & CONFERENCE

12-14 JUN 2024

Hôtel Pullman Grand Karavia,
Lubumbashi, RDC



INSCRIVEZ VOTRE TICKET
VISITEUR GRATUIT
www.drcminingweek.com



275+ EXPOSANTS
ET SPONSORS



8+ PAVILLONS
INTERNATIONAUX



8000+
PARTICIPANTS



ATELIERS
TECHNIQUES

HORAIRES

12 JUNE: 11:00 - 17:00 | 13 JUNE: 09:00 - 17:00 | 14 JUNE: 09:00-16:00

* Accès à la conférence non compris

Soutien Officiel:



Ministère des Mines



Partenaire Officiel:



Fédération des
Ingénieurs des
Métallurgistes du Congo

Sponsor de
l'événement 2024:



La Banque Panafricaine

DRC MINING WEEK

EXPO & CONFERENCE

12-14 JUN 2024
Hôtel Pullman Grand Karavia,
Lubumbashi, RDC



275+ EXPOSANTS
ET SPONSORS



8+ PAVILLONS
INTERNATIONAUX



8000+
PARTICIPANTS



ATELIERS
TECHNIQUES

HORAIRES

12 JUNE: 11:00 - 17:00 | 13 JUNE: 09:00 - 17:00 | 14 JUNE: 09:00-16:00

INSCRIVEZ VOTRE TICKET
VISITEUR GRATUIT
www.drcminingweek.com

* Accès à la conférence non compris

Soutien Officiel:



Partenaire Officiel:



Sponsor de
l'événement 2024:



DRC MINING WEEK

EXPO & CONFERENCE

12-14 JUNE 2024
The Pullman Grand Karavia Hotel,
Lubumbashi, DRC



275+ EXHIBITORS
AND SPONSORS



8+ INTERNATIONAL
PAVILIONS



8000+
PARTICIPANTS



FREE TECHNICAL
WORKSHOPS

OPENING TIMES

12 JUNE: 11:00 - 17:00 | 13 JUNE: 09:00 - 17:00 | 14 JUNE: 09:00-16:00

ACTIVATE YOUR FREE
EXPO TICKET
www.drcminingweek.com

* Conference access not included

Official Support:



Official Partner:



Event Sponsor 2024:



LA PUISSANCE POUR CONSTRUIRE L'AVENIR DE LA RDC



+243 898 620 068

Tractaftric equipment RDC

Kananga : +243 898 620 068

contact.rdc@tractaftric.com

Kinshasa : +243 808 396 766

www.tractaftric-equipment.com

太非卡机械设备刚果金公司 : +243 898 887 441

Lubumbashi / Kolwezi : +243 898620068



COMMUNICATION

- Mobile Voice
- Mobile Data
- E1 PRI/SIP
- Toll Free
- Mobile PBX
- VoLTE
- E-Sim



COMMUNICATION

- Mobile Voice
- Mobile Data
- E1 PRI/SIP
- Toll Free
- Mobile PBX
- VoLTE
- E-Sim

CONNECTIVITÉ

- MPLS/IMPLS
- IPLC
- Dedicated Internet
- Leased Line
- FTTX
- FTTB
- Shared Internet
- Private APN
- Satellite



CONNECTIVITÉ

- MPLS/IMPLS
- IPLC
- Dedicated Internet
- Leased Line
- FTTX
- FTTB
- Shared Internet
- Private APN
- Satellite



COLLABORATION

- CPaaS (Messaging based solutions)
- IoT
- NaaS
- Caller RBT
- UCaaS
- CCaaS
- Cloud
- Data Center
- Bulk SMS
- Airtel money for Business



COLLABORATION

- CPaaS (Messaging based solutions)
- IoT
- NaaS
- Caller RBT
- UCaaS
- CCaaS
- Cloud
- Data Center
- Bulk SMS
- Airtel money for Business



VET TOOLBOX 2 CAP RDC

UN OUTIL INNOVANT POUR UNE FORMATION PROFESSIONNELLE DES JEUNES AXÉE SUR LES OPPORTUNITÉS, L'INCLUSION ÉCONOMIQUE ET LA CRÉATION D'EMPLOIS DÉCENTS

« INVESTIR DANS LE CAPITAL HUMAIN, C'EST CONSTRUIRE UN MONDE MEILLEUR. »

VET Toolbox2, est un projet financé par l'Union Européenne qui vise à co-créer des solutions innovantes de développement des compétences pour favoriser l'emploi décent. Il est mis en œuvre dans 11 pays dont la RDC où il est piloté dans le Haut Katanga et Lualaba par Enabel, en collaboration avec la FEC et certaines institutions de l'écosystème ETFP telles que les Centres de Ressources et l'Institut National de Préparation Professionnelle (INPP).

Cette initiative a pour objectif d'améliorer l'accès aux ressources humaines compétentes, essentielles pour la réussite des projets d'investissement dans le pays, par le biais de programmes de formation professionnelle. Il s'agit avant tout d'une action axée sur les opportunités d'emploi qui vise à transformer les investissements en moteurs de croissance économique inclusive, de développement social et de création d'emplois décents.

Financé à hauteur de presque 1M d'euros, le projet est mis en œuvre dans trois domaines d'intervention : le renforcement du dialogue sur le développement des compétences pour l'emploi, le renfor-



cement des capacités en formation professionnelle (axée sur la demande et les besoins des entreprises) et l'échange sur les enseignements tirés de l'expérience en matière de formation professionnelle pour les investissements.

Basé sur une analyse prospective du marché de l'emploi, il a pour but de répondre aux besoins en compétences dans les secteurs économiques spécifiques privilégiés dont le Bâtiment et Travaux Publics (BTP), la logistique et le transport, l'hôtellerie

et la restauration ainsi que le numérique dans les entreprises à capitaux totalement ou partiellement européens et à capitaux congolais du Haut-Katanga et du Lualaba. L'objectif du projet est d'accompagner 400 jeunes, de 18 à 35 ans dont au moins 35% de femmes, dans l'acquisition de compétences initiales (compétences techniques et Softskills) et ainsi leur donner la possibilité de passer par un apprentissage en réelle situation de travail via "un stage professionnel".

Une solution innovante au développement des compétences des jeunes :
Entre 2022 et 2024, le projet a accompagné ces jeunes dans l'acquisition de compétences techniques :

- Pour le secteur de la Logistique et du transport : la Déclaration en douane dans le contexte de la RDC, la conception et l'organisation de la chaîne logistique, la conduite des engins de manutention pour le tractoriste, ...
- Pour le secteur de la construction et des travaux publics : la conduite des engins lourds (7 types d'engins), la maintenance des engins et l'électricité des engins du type CATERPILLAR
- Pour le secteur de l'hôtellerie et de la restauration : la formation des bouchers et des charcutiers, la formation en service d'hôtellerie (Réceptionniste d'Hôtel et Maître d'hôtel) et la formation en cuisine (Cuisiniers et Chef cuisiniers).
- Pour le secteur du numérique : la formation en Community Management, en Développeur Web Fullstack et en Digital marketing.

Un réseau professionnel et l'accès aux opportunités :

Plusieurs entreprises ont adhéré aux objectifs du projet parmi lesquelles nous avons : ConnexAfrica, EGMF, Congo Equipment CAT, Gladys synergies, Bags & Sacs katanga, etc

Plus de 250 jeunes dont 35% de femmes et 40% de jeunes sur les 400 prévus ont déjà bénéficié de cet accompagnement.

Dans les entreprises partenaires de ce projet, les employés sont appuyés par des formations continues selon les besoins exprimés par elles. Ces formations alignées aux profils professionnels des différents secteurs sont assurées par des professionnels des structures publiques ou privées sélectionnées et partenaires d'Enabel.

Afin de rendre plus structurante la collaboration entre les acteurs de l'écosystème de l'éducation technique et formation professionnelle ETFP et les entreprises, mais surtout de donner des réponses concrètes à la question de l'inadéquation entre la formation et l'emploi, une action de dialogue public-privé est promue par le projet VET Toolbox.

Un "conseil des compétences sectorielles" au sein des chambres sectorielles de la Fédération des Entreprises du Congo (FEC) est promue afin de calibrer les profils professionnels les plus recherchés. Les actions de VET Toolbox 2 se poursuivront jusqu'en Décembre 2024, tout en espérant que le partenariat avec les entreprises nous permettra d'atteindre un taux d'insertion dans l'emploi de minimum 90% et pourra ainsi créer de nouvelles opportunités pour de nouvelles initiatives du genre.



Pour plus d'informations et d'orientations, les bureaux Enabel du Haut Katanga et du Lualaba ainsi que la représentation à Kinshasa, sont disponibles à vous accueillir.

LUBUMBASHI ET KOLWEZI

Agence Belge de développement - Sous-portefeuille Haut-Katanga et Lualaba 12, AV. Tshinyama Croisement Av. Tshinyama / Lofoi Golf Lido - Lubumbashi

KINSHASA

Agence belge de développement en RD Congo - Ambassade de Belgique 133, Blvd du 30 Juin, Gombe

« INVESTIR DANS LE CAPITAL HUMAIN, C'EST CONSTRUIRE UN MONDE MEILLEUR. »

CONTACTS

LUBUMBASHI

Lorenzo GIACOMINI
Portfolio Manager
+243990703375
lorenzo.giacomini@enabel.be

Lise MARCELIS

Intervention Manager: Formation, Entrepreneuriat, Emploi
+243 977458671
lise.marcelis@enabel.be

Bonheur NTAMBWE

Expert en formation et prospection du secteur privé
+243 811681148 / +243 979810008
bonheur.ntambwe@enabel.be

KINSHASA

Agence Belge de développement en RDC
Ambassade de Belgique
133, Blvd du 30 Juin, C/Gombe
+243 99 590 40 17 / +243 99 590 40 27
representation.rdc@enabel.be

Enabel
www.enabel.be

L'AFRIQUE DE 2050 SELON CELLES ET CEUX QUI LA CONSTRUISENT

Nous offrons de meilleurs services bancaires car nous sommes à l'écoute de nos clients. Mieux nous vous connaissons, mieux nous vous servons.

UN MEILLEUR CHOIX

POUR UN SERVICE DE MEILLEURE QUALITÉ

Rendez-vous sur ecobank.com/unmeilleurchoix

UN MEILLEUR CHOIX
POUR UNE AFRIQUE MEILLEURE

L'édition 2024, « Enquête Afrique 2050. L'Afrique de demain vue par celles et ceux qui la feront » Choiseul Africa décrypte la vision 300 acteurs et actrices économiques qui seront les décideurs de demain. L'étude, axée sur le développement durable, la numérisation et les relations commerciales avec le reste du monde, propose une perspective intérieure sur l'avenir souhaité pour le continent.

Quid du marché de libre échange ?

« L'échelle d'appartenance des dirigeants interrogés dépasse les frontières nationales et s'inscrit dans une identité panafricaine, voire mondiale », se félicite Choiseul. Sur l'ensemble des réponses, seule une très faible minorité (7 %) des dirigeants africains interrogés se qualifient d'abord comme citoyen de leur pays de naissance. 51 % se considèrent davantage citoyens du monde et 42 % davantage africains. Ce phénomène s'illustre notamment dans le cadre des réflexions autour de la zone de libre-échange africaine qui prendrait la forme d'un marché commercial unique sur le continent. 97 % des sondés considèrent ainsi le projet d'un marché continental comme étant souhaitable. De plus, cette adhésion massive s'accompagne

d'une confiance en la faisabilité d'un tel projet, avec 85 % des personnes interrogées qui considèrent ce projet comme réaliste. La création d'un grand marché continental est très largement perçue comme bénéfique (36 %) voire très bénéfique (57 %) à leurs activités économiques ou à celles de leurs pays.

Stone Atwine, Fondateur et Directeur général d'Eversend (Ouganda), considère ainsi que « le moteur économique le plus important dans les années à venir pourrait être l'intégration régionale et l'augmentation du commerce intra-africain grâce à des projets tels que la zone de libre-échange continentale africaine ». Cependant, en raison d'un manque d'homogénéité des besoins, certaines personnes interrogées, dont William Nkontchou,

Président d'AFIIP (Cameroun), invitent à « consolider les marchés régionaux, plutôt qu'un marché africain ».

Développement

L'optimisme reste le mot maître, pour les décideurs africains interrogés, quant au développement socio-économique du continent pour les décennies à venir. Plus de 80 % d'entre eux sont ainsi convaincus que la situation socio-économique de leur pays à horizon 2050 sera « favorable » voire « très favorable ». Yanish Bondahjagalu, Directeur financier de Verod Capital Management Limited (Maurice), note qu'« il y a encore beaucoup à faire en termes de développement économique et social en Afrique, mais avec tous les acteurs économiques (privés et publics), l'Afrique progresse graduellement. En tant

PLUS DE 80 % D'ENTRE EUX SONT AINSI CONVAINCUS QUE LA SITUATION SOCIO-ÉCONOMIQUE DE LEUR PAYS À HORIZON 2050 SERA « FAVORABLE » VOIRE « TRÈS FAVORABLE ». LA POPULATION AFRICAINE EST LA PLUS JEUNE AU MONDE, AVEC QUELQUE 60 % DES AFRICAINS ÂGÉS DE MOINS DE 24 ANS EN 2020.

L'AFRIQUE DE 2050 SELON CELLES ET CEUX QUI LA CONSTRUISENT

que marché émergent, le marché africain offre de nombreuses opportunités ».

Parmi ces opportunités, et afin d'atteindre des conditions économiques les plus favorables possible, les 300 dirigeants ont mentionné l'agrobusiness (63 %) et l'énergie (60 %), suivies du numérique (36 %) et de l'industrie manufacturière (32 %) comme locomotives de la croissance africaine.

Au-delà des secteurs concernés, nombreux ont cité le potentiel que représente la jeunesse africaine. Selon les statistiques des Nations unies population africaine est la plus jeune au monde, avec quelque 60 % des Africains âgés de moins de 24 ans en 2020.

Cette confiance en l'avenir s'exprime également par des perspectives de développement hors de l'Afrique mentionnées très largement par les décideurs (82 % d'entre eux), avec 29 % des décideurs interrogés évoquant un possible déploiement au-delà du continent à court terme. Des domaines de réserve Malgré cet élan d'optimisme, le rapport met à jour des craintes que ressentent ces futurs décideurs. Entre autres, des contraintes par des facteurs non-économiques, essentiellement sociaux et politiques. Les « risques politiques » et l'insécurité ressortent en effet comme étant deux menaces majeures auxquelles est confrontée l'Afrique, pour respectivement 74 % et 50 % des dirigeants interrogés. » Le principal frein économique au développement et à la croissance, excluant les

obstacles politiques dans cette enquête, est le manque d'investissements, cité par 48 % des répondants. Ce constat est particulièrement marqué en ce qui concerne les investissements dans les infrastructures. Seuls 18 % des dirigeants interrogés considèrent que les infrastructures, dans leur secteur d'activité respectif, sont

« LA RUSSIE N'EST PAS PARTICULIÈREMENT PERÇUE COMME UN PARTENAIRE COMMERCIAL INTÉRESSANT ET SOUHAITABLE »

suffisantes pour accompagner le développement économique du continent, 82 % étant d'un avis contraire.

Pour accélérer cette dynamique économique, plusieurs secteurs ont été identifiés comme devant bénéficier en priorité d'un renforcement de leurs infrastructures : les infrastructures dans l'énergie (mentionnées par 60 % des répondants), le transport et la logistique (57 %), ainsi que les infrastructures numériques (44 %). Plus de la moitié des dirigeants interrogés estiment qu'en 2050, ce déploiement d'infrastructures sera effectif. Le processus de développement est déjà en cours, d'après Rose Muturi, Directrice générale de Branch International pour l'Afrique de l'Est (Kenya), qui considère que « les infrastructures s'améliorent à un rythme très élevé, ce qui permet aux économies de croître plus rapidement ».

Toutefois, deux tiers des dirigeants (67 %) déplorent des difficultés de recrutement. « Cette situation est un élément critique de la compétitivité de l'économie africaine et un frein, en l'état, du plein déploiement de la croissance », s'inquiètent les auteurs de l'enquête.

Numérisation et commerce extérieur horizon 2050

La contribution de l'économie numérique dans le PIB mondial atteindra 25 % en 2026, contre 15,5 % en 2016, selon la Banque mondiale. Actuellement, seulement 17 % des dirigeants africains estiment que la numérisation des appareils productifs et de l'économie est pleinement réalisée. Pourtant, 95 % des décideurs ayant lancé un processus de numérisation au sein de leur entreprise affirment que cela a renforcé leur compétitivité, dont 46 % de manière significative.

Cette révolution qu'est le numérique en rappelant qu'« Internet a été l'un des facteurs qui ont permis à l'Afrique de faire un bond en avant en matière de développement économique et social » estime Rose Muturi, Directrice générale

en charge de l'Afrique de l'Est de Branch International (Kenya). Pour ce qui est des partenaires extérieurs, l'Europe dispose d'une image très favorable parmi les dirigeants africains interrogés. Elle est pour la majorité des répondants le partenaire commercial idéal (53 % des choix), avec une aspiration légèrement plus forte dans l'espace francophone (59 %) qu'en Afrique anglophone où la demande d'Europe est disputée par la Chine (24 % contre 16 % au niveau continental) et, dans une moindre mesure, les Etats-Unis (17 % pour 11 % à l'échelle du continent). « La Russie n'est

pas particulièrement perçue comme un partenaire commercial intéressant et souhaitable, ne recueillant que 3 % de manifestation d'intérêt à le voir devenir le premier partenaire commercial », indique l'étude.

« Les résultats inédits que nous révélons offrent des éléments de compréhension éclairants pour quiconque s'intéresse aux dynamiques africaines, à la relation qui unit l'Afrique et l'Europe, et au reste du monde de façon plus large » indique Pascal Lorot, Président de Choiseul Africa.

M&B

QUELQUES 300 HAUTS DIRIGEANTS ÉCONOMIQUES ISSUS DES RÉSEAUX ET DE L'ÉCOSYSTÈME CHOISEUL AFRICA ONT ÉTÉ INTERROGÉS DURANT L'ÉTÉ ET L'AUTOMNE 2023.

20 PAYS FRANCOPHONES

Algérie, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Guinée, Madagascar, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Niger, République démocratique du Congo, Sénégal, Togo, Tunisie ;

14 PAYS ANGLOPHONES

Afrique du Sud, Angola, Botswana, Égypte, Ethiopie, Kenya, Malawi, Mozambique, Namibie, Nigeria, Ouganda, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe.

Les femmes représentent 39 % du total de nos répondants.

LES 10 PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ DES RÉPONDANTS

Finance/Banque/Assurance, Conseil, Industrie, Secteur public, Agrobusiness, Culture/Médias, Énergie, Technologie/IT, Télécommunication, Santé/Chimie.

M&B

QATAR AIRWAYS DÉBUTE SES VOLS SUR KINSHASA POUR LE 1^{er} JUIN 2024.

Ce sera la 29^e destination sur le continent pour offrir aux passagers « un plus grand choix de voyage en Afrique ». « Nous avons franchi des étapes importantes dans l'expansion de notre réseau 2024 et ce dernier ajout est particulièrement spécial, car il poursuit notre objectif stratégique d'accroître notre empreinte en Afrique », a déclaré son directeur commercial Thierry Antinori. Qatar Airways a obtenu, début mars, le droit de trafic sur l'espace aérien congolais pour desservir la RDC lors de la visite de Félix Tshisekedi à l'émir Tamim bin Hamad Al-Thani.

DIPLOMATIE

L'ambassadrice belge en poste à Kinshasa, Roxane de Bilderling, a déclaré à Goma devant la presse le vendredi 19 avril que la Belgique demande au Gouvernement congolais de porter plainte contre le Rwanda auprès des instances judiciaires internationales pour agression.

africell

4G LA PLUS
RAPIDE

ET LA MOINS CHERE EN RDC



TAPEZ *111*1#

MINES ET INDUSTRIES

2024

LE SECTEUR MINIER EN RDC
LES FORCES EN PRÉSENCE
LES MINÉRAUX STRATÉGIQUES

LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO RICHE EN MINÉRAUX STRATÉGIQUES

FIN MARS 2024, LA RDC A DÉPASSÉ LE PÉROU EN TANT QUE DEUXIÈME PRODUCTEUR MONDIAL DE CUIVRE AVEC UNE PRODUCTION DE 2,84 MILLIONS DE TONNES

Fin mars 2024, la RDC a dépassé le Pérou en tant que deuxième producteur mondial de cuivre, bien qu'elle reste à la traîne du pays andin en termes d'exportations, selon les données officielles des deux pays. La RDC renforce ainsi sa stature au rang des premiers producteurs mondiaux de cuivre.

Après la production, la transformation locale

Le Congo a produit environ 2,84 millions de tonnes de cuivre l'année dernière, selon la Banque centrale du Congo. Pendant la même période, la production du Pérou s'est élevée à 2,76 millions de tonnes, selon le ministère des Mines et de l'Énergie.

« Cette avancée démontre une fois encore l'immense potentiel et l'ampleur de l'industrie minière du pays. Nous sommes immensément fiers d'avoir contribué à cette réussite, et nous sommes enthousiastes à l'idée de la croissance continue et des opportunités à venir », a réagit Kamoa Copper à l'annonce de la nouvelle.

La production de cobalt de la RDC totalise plus de 63 % de la production mondiale. Sont extraits également du sous-sol congolais le précieux lithium, de l'étain et du tantale. On compte également du diamant, de l'étain et de l'or. Le cobalt reste le principal moteur de la croissance économique du pays, même si la croissance de la production minière

devait ralentir à 11,7 % en 2023 (contre 22,6 % en 2022), selon les estimations de la Banque mondiale. Cette croissance s'appuie sur l'augmentation de la production des mines Kamoa Kakula et Tenke Fungurume Mining (voir plus bas). En janvier, le Fonds de Promotion de l'Industrie a attribué 3,5 millions de dollars à Buenassa Sarl pour soutenir le projet de construction d'une raffinerie de cuivre et de cobalt dans le Lualaba. Ce financement initial vise à « créer l'étape de valeur ajoutée intermédiaire entre l'extraction minière et la production de précurseurs de batteries », déclarait Julien Paluku, ministre de l'Industrie. La société vise une production en 2027, avec pour objectif une production annuelle de 30 000 tonnes de cathodes de cuivre et 5 000 tonnes de sulfates de cobalt.

Vers une nouvelle politique aurifère ?

Le gouvernement congolais se prépare à prendre le contrôle total de Primera Gold, une co-entreprise d'exploitation de l'or artisanal. Cette décision vise à renforcer le contrôle sur le secteur de l'or pour l'intérêt local et national, en réponse à la croissance explosive des exportations d'or artisanal dans le pays. La RDC prévoit d'acquérir les parts des Émirats arabes unis (55%) dans Primera Gold. Les négociations en cours ont temporairement ralenti les activités d'achat

d'or, mais une reprise est attendue une fois que l'État congolais aura acquis 100% des parts de l'entreprise. Signé en décembre 2022, l'accord de joint-venture avec Primera Gold visait à lutter contre la contrebande d'or dans l'est de la RDC, où les groupes armés opèrent. Les exportations d'or non raffiné de l'exploitation artisanale ont explosé, passant de 42,25 kg en 2022 à 5,181 kg (5,18 tonnes) en 2023, une croissance de plus de 12 000%. Cette augmentation est principalement due aux ventes de Primera Gold, selon les statistiques provisoires du ministère des Mines.

Selon un rapport de l'IFRI en février 2024, Primera Gold vise des revenus de 1,51 milliard de dollars avec 24 tonnes d'or exportées en 2024, et 2,26 milliards de dollars avec 36 tonnes d'or en 2025. Cette progression pourrait même faire dépasser les exportations d'or artisanal par rapport à l'or industriel, qui s'est élevé à 29 tonnes en 2023.

À l'Est, les terres rares

Huit des 26 provinces de la RDC regorgent des minéraux stratégiques de la transition énergétique mondiale. La société canadienne Auxico Resources qui a un accord exclusif pour les terres de monazite depuis 1981 est le 1er exportateur de monazite de RDC depuis 1981. Auxico exporte la monazite depuis le gisement de Bafwasende dans le Nord-

Kivu. Dans le cadre de partenariats à 70/30 avec une organisation d'État et un comptoir de diverses coopératives pour l'approvisionnement en concentrés, Auxico analyse le produit reçu, organise le processus de la vente et s'occupe de l'ensemble de la logistique depuis la source jusqu'à la destination en Chine. Entre avril et novembre 2022, Auxico qui a vendu 750 tonnes de concentrés a pour ambition de passer à 1 000 tonnes par mois. Lancer ses propres opérations pour ne plus dépendre de l'approvisionnement des mineurs artisanaux fait partie de ses objectifs. Le rôle déterminant d'Auxico est d'assurer la crédibilité de la source de ses concentrés. Mark Billings, président exécutif d'Auxico Resources déclare : « Nous voulons fournir une traça-

bilité complète de nos produits, de la personne qui l'apporte au comptoir jusqu'aux ports où il est débarqué selon les instructions des clients ». Auxico vise également l'obtention de la certification d'une tierce partie pour prouver sa bonne gouvernance.

Pépité géologique

Pépité géologique, la RDC est aussi en pointe en ce moment avec de véritables success-stories comme la mine de cuivre Kamoa-Kakula, ouverte en mai 2021, près de Kolwezi dans la province du Lualaba. Le Canadien Ivanhoe Mines Ltd et son partenaire chinois Zijin ont confirmé des investissements allant jusqu'à 2,8 milliards de dollars entre 2023 et 2024. De quoi mener l'extension de cette mine devenue l'une des plus importantes et plus

rentables au monde, avec une production prévue d'au moins 390 000 de tonnes en 2023. Ce programme est financé par le cash flow déjà dégagés par la mine et par des fonds levés sur les marchés. À Kamoa Copper, la filiale de Ivanhoe, on encourage les professionnels de l'industrie de tirer « parti de cet élan pour stimuler l'innovation, la collaboration et les pratiques durables dans le secteur minier. Nous pouvons propulser l'industrie minière du Congo vers des sommets encore plus élevés tout en nous assurant de créer un impact positif durable pour nos communautés et de préserver l'environnement ».

SOURCE :

ZOOM-ECO, REUTERS, BAD, CNUCED, GIZ, JEUNE AFRIQUE

PRODUCTEURS MONDIAUX DE CUIVRE

1. Chili : 5,2 millions de tonnes
2. RDC : 2,84 millions
3. Pérou : 2,76 millions
4. Chine : 1,9 million
5. États-Unis : 1,3 million

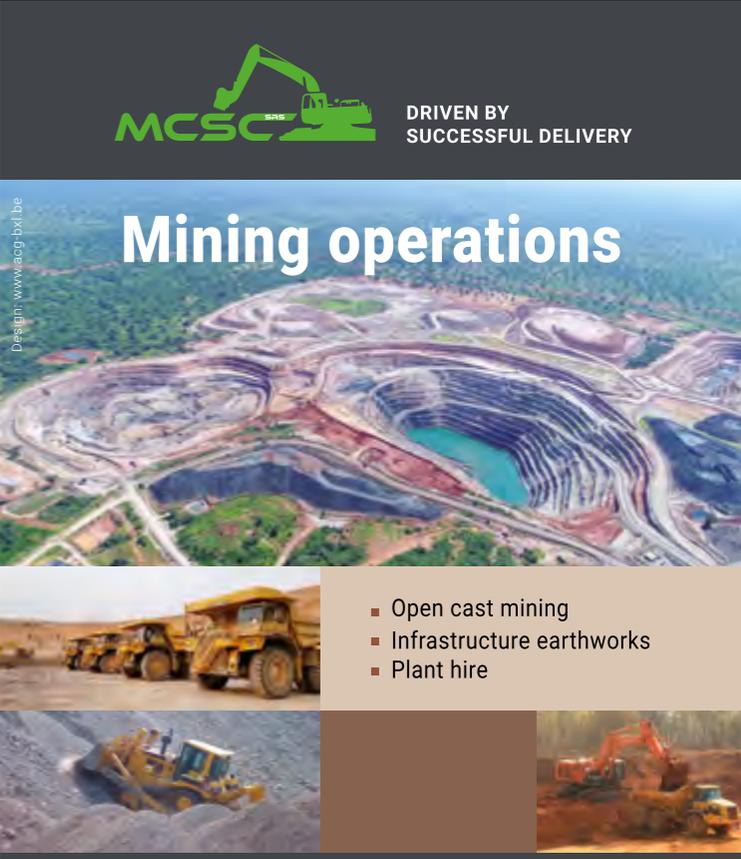
PRINCIPAUX OPÉRATEURS MINIERES

Cuivre et cobalt :
Ivanhoe Mines, Zijin Mining, Glencore, Eurasian Resources Group, MMG, CMOC

Or :
Barrick Gold, Amani Gold, Loncor Gold

Lithium, étain et tantale :
AZ Minerals, Alphamin, Tantalix
Lithium Resources

Terres rares : Auxico Resources.



MCSC DRIVEN BY SUCCESSFUL DELIVERY

Mining operations

- Open cast mining
- Infrastructure earthworks
- Plant hire

MINING CONTRACTING SERVICES CONGO SAS
LUBUMBASHI - R.D. CONGO

info@mcs-congo.com
www.mcs-congo.com

PRIMERA GOLD 100% CONGOLAIS

Le Gouvernement de la République Démocratique du Congo serait sur le point d'acquiescer les parts des Émirats Arabes Unis qui détiennent 55 % du capital de Primera Gold, une co-entreprise spécialisée dans l'exploitation de l'or artisanal.

Un sérieux ralentissement d'activités d'achat de l'or a été noté au premier trimestre. Mais des sources proches du dossier justifient cette baisse d'activité ponctuelle du fait des négociations en cours. « *Primera Gold n'est pas en faillite* », explique-t-on. Les opérations devraient repartir à la hausse une fois que le processus de reprise de 100 % des parts du capital par l'État congolais sera bouclé.

Les intérêts de la RDC d'abord

L'objectif stratégique de ce revirement serait pour l'État congolais de remettre au centre de l'accord les intérêts de la RDC, claquant la porte aux critiques de ceux qui l'ont combattu, affirme une autre source.

En détenant 100 % des parts de Primera Gold, l'État congolais devrait également renforcer son contrôle du secteur de l'or artisanal dans l'intérêt non seulement des exploitants locaux, mais également celui de la Nation.

Signé en décembre 2022, l'accord donnant naissance à la joint-venture Primera Gold était la réponse du gouvernement pour lutter contre la contrebande de l'or dans les zones de l'Est de la RDC où sévissent les groupes armés.

Des exportations d'or non raffiné en forte croissance

D'après les statistiques provisoires du ministère des Mines, les exporta-



« AVEC 5,18 TONNES D'OR EXPORTÉES EN 2023, PRIMERA GOLD VOIT ENCORE PLUS GRAND EN 2024 ET À MOYEN TERME »

tions de l'or non raffiné provenant de l'exploitation artisanale ont atteint 5.181 Kg (5,18 tonnes) en 2023, contre 42,25 Kg en 2022. Ce qui représente une hausse de plus de 12.000 % liée essentiellement aux ventes de la société Primera Gold. Suivant des déclarations publiques des responsables de Primera Gold reprises dans un rapport de l'IFRI en février 2024, la société voit encore plus grand cette année et à moyen terme. Primera Gold

voit 1,51 milliard de dollars de revenus avec 24 tonnes d'or exportées en 2024 et en 2025 2,26 milliards de dollars pour 36 tonnes d'or.

Avec une telle croissance, les exportations d'or artisanal pourraient dépasser les exportations d'or industriel, qui ont atteint 29,34 tonnes en 2023.

SOURCES

ZOOMECO / MCP, VIA MEDIA CONGO.NET

Steel

AFRICA BUSINESS

Notre Qualité c'est pour la vie

+243 82 78 78335

info@steellubumbashi.com
02, Av. Kigoma Q. Industriel

www.steellubumbashi.com

ERG PROPRIÉTAIRE DE METALKOL ET BOSS MINING, S'ACCORDE AVEC ELECTRA BATTERY MATERIALS (CANADA) POUR FOURNIR 3000 TONNES DE COBALT PAR AN DÈS 2026

Electra Battery Materials Corp. a conclu un accord avec Eurasian Resources Groupe pour l'achat du cobalt produit en RDC. Le géant nord-américain compte alimenter une raffinerie qu'il construit au Canada.

La société basée à Toronto, qui souhaite accroître sa capacité à traiter les minerais stratégiques pour accompagner la transition énergétique, a signé une lettre d'intention avec Eurasian Resources Group Sarl, selon un communiqué publié mardi 3 mars, cité par Bloomberg. ERG fournira 3 000 tonnes d'hydroxyde de cobalt par an à partir de 2026 dans le cadre de l'accord sur trois ans, a déclaré Electra.

Les États-Unis et le Canada font partie des pays qui tentent de réduire leur dépendance à l'égard de la Chine, qui domine le marché du raffinage de minéraux tels que le cobalt, le lithium et les terres rares. La loi américaine sur la réduction de l'inflation, connue sous le nom de IRA, subventionne à coups de milliards de dollars la fabrication de VE et de batteries.

Le cobalt provenant du projet Metalkol d'ERG dans la région du Grand Katanga est destiné à alimenter une usine qu'Electra développe au nord de

Toronto. Les matériaux de batterie fabriqués au Canada, tels que le sulfate de cobalt qui sera produit par Electra, sont admissibles aux avantages de l'IRA.

« La raffinerie canadienne d'Electra est positionnée de manière unique en tant que première raffinerie de sulfate de cobalt en Amérique du Nord, avec une matière première conforme à l'IRA pour soutenir la demande croissante de VE », a déclaré Trent Mell le directeur général dans le communiqué.

Mise en service, l'usine pourrait produire suffisamment de cobalt pour jusqu'à 1,5 millions de véhicules par an. La législation américaine a créé une situation incertaine pour le Congo, qui a fourni plus des trois quarts du cobalt mondial l'année dernière, car il lui manque les accords commerciaux pertinents pour l'éligibilité.

En octobre, rappelle Bloomberg, ERG a accepté de fournir du cobalt de Metalkol à EVELution Energy LLC, un processeur de matériaux de batterie basé en Arizona soutenu par le négociant en matières premières Trafigura Group. En janvier, ERG a déclaré être en pourparlers pour la construction d'une raffinerie de sulfate de cobalt en Arabie saoudite.

M&B AVEC BLOOMBERG

BARRICK ENVISAGE D'EXPLORER DE NOUVEAUX GISEMENTS D'OR ET DE CUIVRE EN RDC

Barrick Gold a annoncé, mercredi 20 mars, être prêt pour explorer de nouveaux gisements d'or et de cuivre en RDC en partenariat avec le gouvernement.

Deuxième plus grand exploitant aurifère au monde, Barrick, qui possède la mine de Kibali, souhaite continuer à explorer la région après son succès à la mine d'or de Kibali dans le nord-est de la RDC. La mine a produit 343 000 onces d'or en 2023, représentant près de 8,5 % de la production de la société pour l'année.

« Kibali a transformé ce qui était auparavant la région défavorisée du nord-est du pays en une nouvelle frontière économique et un hub commercial florissant », s'est réjoui Mark Bristow, le PDG de Barrick dans un communiqué de presse. « De notre investissement de 5 milliards de dollars en RDC, plus de la moitié a été dépensée avec des entrepreneurs et des fournisseurs locaux », a ajouté M. Bristow. Il faisait allusion au domaine de la sous-traitance où son entreprise vient de conclure un accord avec l'ARSP pour ouvrir le marché à près de 400 entrepreneurs congolais.

En 2023, Barrick avait annoncé son intention de rechercher des gisements supplémentaires de cuivre en Zambie et en RDC dans le cadre de ses efforts pour étendre sa présence dans la ceinture africaine du cuivre, le copperbelt.

SOURCE : REUTERS

SCIENCES

Michel Sadelain, 64 ans. Le scientifique a reçu à Los Angeles un Breakthrough Pi « oscar » de la science, pour ses recherches, qui ont permis de programmer des cellules du système immunitaire à combattre le cancer.

vodacom | **m-pesa**

Depuis 22 ans Vodacom Congo contribue au développement socio-économique de la RDC

vodacom business

Contactez-nous au 1115

Ensemble, tout devient possible.

AU-DELÀ D'UNE BANQUE



BANQUES & ASSURANCES

2024

BANQUES

TMB

RAWBANK

SOFIBANQUE

STANDARD BANK

FIRSTBANK DRC

ECOBANK

CRDB BANK

ASSURANCES

AFRISSUR

MAYFAIR

ACTIVA

SFA

LE SYSTÈME BANCAIRE DE LA RDC

Le système bancaire de la RDC, un marché d'environ 70 millions de personnes, se targue d'une banque centrale, la BCC, de 13 banques commerciales, des coopératives d'épargne et de crédit, 10 compagnies d'assurance, 3 institutions financières spécialisées, d'institutions de microfinance, de services de transfert financier et d'une banque de développement, la Sofide.

La note de crédit du pays est passée de 5,1 à 5,5 entre 2022 et 2023, selon Bloomfield, une agence de notation panafricaine. Depuis la modification du code minier, en 2018, le taux de rachat passant de 40 à 60 %, le nombre total de dépôts a augmenté de 40 % à 60 %, le total des dépôts est passé de 5,63 milliards de dollars en mars 2020 à 10,33 milliards de dollars en septembre 2021 (62 % des dépôts par comptes courants).

Bons points et concurrence

Le pays possède l'un des taux de croissance les plus élevés de la région, gagnant 40 points de base en l'espace d'un an, ce qui renforce son profil économique. « Nous pensons que c'est aussi l'occasion pour les observateurs extérieurs, les agences de notation, de jeter un regard neuf sur ce que nous faisons. Et je pense que certaines d'entre elles évalueront également notre situation », confiait Nicolas Kazadi,

ministre des Finances, lors de la Conférence Risque Pays de 2023.

Le total du bilan des banques, avec un bond de 11,01 % en 2021, a atteint 2 192,57 milliards de dollars après le Covid-19. Le produit net bancaire (PNB) s'est envolé de 16,59 % en 2021, atteignant 83,25 milliards de dollars, tout proche de 2019 (83,72 milliards de dollars) après une chute de 14,7 % en 2020. EquityBCDC a réalisé des bénéfices de 142 % atteignant 11,4 milliards de Shillings (74 millions de dollars) au dernier trimestre 2023, tandis que la filiale kenyane de la banque enregistrait des chutes de 20% pendant la même période. Une concurrence s'est installée sur le marché bancaire congolais encore largement inexploité, seulement 7% de Congolais ayant un compte bancaire et où deux banques, EquityBCDC et Rawbank, détiennent 55 % des actifs du système et cumulent, à eux deux, 8 milliards d'actifs.

TMB a été rachetée, à 85%, par le KCB (Kenya) et les autres acteurs locaux consolident leur niche. Selon une étude de Target, 453 agences bancaires et distributeurs automatiques de billets sont répartis sur l'ensemble du pays, dont près de la moitié (42%) sont situés à Kinshasa. Suivent le Haut-Katanga (14%), le Congo-Central (10%) et le Nord-Kivu (7%). Le réseau le plus étendu étant détenu par les

trois mastodontes : TMB (23%), Rawbank (21%) et EquityBCDC (17%).

Horizons

Les banques se sont lancées dans la diversification. Le portefeuille actif bancaire en RDC a atteint les 7 milliards de dollars en juin 2022, selon la Banque mondiale, « grâce à une augmentation significative des financements de l'Association internationale de développement (IDA) ces dernières années ». La première salle de marchés aux standards internationaux a été lancée en 2020 par la Rawbank, un Front Office composé des traders, spécialisés dans l'achat et la vente de différents types d'actifs ainsi que des commerciaux. Equity BCDC, avec 1,8 million de comptes clients actifs en 2022, prévoit jusqu'à 4 milliards de dollars pour la RDC dans le cadre de son plan de résilience et de relance. Après sa belle année 2023, son directeur général, Célestin Mukeba, a confirmé « le lancement de la branche assurance de la banque », probablement au courant de l'année. La filiale congolaise du géant kenyan Equity se félicite d'ouvrir jusqu'à 3 000 comptes bancaires par jour. Rawbank, Bank of the Year en RDC en 2022, selon The Banker, a renforcé ses investissements, pouvant atteindre le milliard de dollars, dans le secteur minier. Son portefeuille de prêts liés à

l'industrie minière de la banque est passé à 820 millions de dollars en 2022, doublant presque ses offres de crédit par rapport à l'année précédente. L'agriculture, le développement durable, la fintech ou encore le mobile money sont autant de secteurs dans lesquels les banques congolaises misent de plus en plus.

Solidifier le secteur bancaire

Selon un rapport du FMI, fin 2022, des progrès restent à faire pour solidifier le secteur bancaire congolais. Parmi ceux-ci (1) la faiblesse des fonds propres du système bancaire du système bancaire (2) la difficulté d'évaluer les prêts non performants (PNP) suite aux mesures Covid (3) les risques liés à la dollarisation financière (4) la rupture des relations de correspondance bancaire (CBR) en raison de la crise financière et (5) le fait que les filiales des banques en RDC détiennent leurs excédents de trésorerie auprès de leurs maisons mères à l'étranger. Un besoin de « transparence dans les restructurations de crédit effectuées par les banques sur la base des mesures d'assouplissement réglementaire » reste crucial pour l'évaluation de la résistance des banques selon le FMI. La plupart des prêts sont canalisés vers les secteurs « autres » et « mine » de l'économie (25 % et 24 % du total des crédits respectivement). L'activité de prêt

« UN BESOIN DE "TRANSPARENCE DANS LES RESTRUCTURATIONS DE CRÉDIT EFFECTUÉES PAR LES BANQUES SUR LA BASE DES MESURES D'ASSOUPPLISSEMENT RÉGLEMENTAIRE" RESTE CRUCIAL POUR L'ÉVALUATION DE LA RÉSISTANCE DES BANQUES SELON LE FMI. »

étant très faible, les banques disposent d'importants, qu'elles placent auprès de leurs correspondants à l'étranger, de leurs sociétés mères ou de leurs concurrents locaux (le marché interbancaire est naissant et compte peu de participants actifs). La plupart des clients préfèrent épargner en devises étrangères, ce qui maintient le degré extrêmement élevé de dollarisation du système bancaire et son excès de liquidité.

En septembre 2021, les dépôts en devises étrangères représentaient environ 85 % du total. En matière de transparence, la RDC a obtenu un score moyen (78 points). « Beaucoup de progrès restent à faire dans la gestion transparente du secteur extractif, sur des aspects tels que la signature de contrats opaques, les transactions non

divulguées et l'absence de procédures judiciaires », estimait la Rawbank dans un rapport début 2023.

La RDC est encore une économie qui dépend de l'argent liquide, ce qui oblige les banques à transporter chaque mois de grandes quantités d'argent liquide dans tout le pays. Cela peut s'avérer très inefficace, les banques devant détenir de grandes quantités d'argent liquide pour faciliter les transactions, ce qui augmente les coûts et ralentit l'activité économique, au-delà des risques sécuritaires.

SOURCES : JEUNE AFRIQUE, FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL, BANQUE MONDIALE, MOODY'S INVESTOR SERVICE, M&B MAGAZINE, TARGET SARL, THE BANKER

TROIS MASTODONTES

RAWBANK

4,8 milliards USD d'actifs, 30% de part de dépôts, 278 millions de PNB (2021) et 30% de comptes actifs en RDC

EQUITY BCDC

4 milliards USD d'actifs, 1000 agences bancaires, 1,8 million de comptes et 25% de comptes actifs en RDC

TMB

1,7 milliard d'actif USD, 109 succursales, 11 % en termes de total d'actifs, et elle gère plus d'un compte bancaire sur cinq en RDC

EQUITYBCDC A RÉALISÉ DES BÉNÉFICES DE 142 % ATTEIGNANT 11,4 MILLIARDS DE SHILLINGS (74 MILLIONS DE DOLLARS) AU DERNIER TRIMESTRE 2023, TANDIS QUE LA FILIALE KENYANE DE LA BANQUE ENREGISTRE DES CHUTES DE 20% PENDANT LA MÊME PÉRIODE.

RDC : FINANCEMENT BANCAIRE ET DOLLARISATION

Deposits doubled during the pandemic

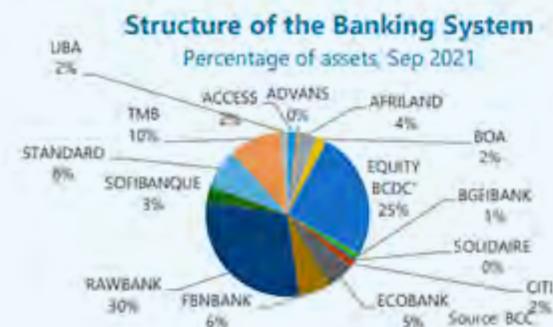


Foreign currency deposits: 85% at end-September 2021



RDC : ASSETS, LIABILITIES AND PROFITABILITY OF THE BANKING SYSTEM

Two banks hold 55% of the system's assets ...



Banks find themselves with large deposits that have doubled since the start of the pandemic



Faire de vous notre priorité.

En 130 ans, nous sommes passés de nos débuts rêveurs à un Géant dont l'impact se fait sentir dans les coins les plus reculés de la planète.



Nos services sur mesure pour vous

- ✦ Facilité d'escompte de factures;
- ✦ Financement d'achats locaux;
- ✦ Obligations et garanties;
- ✦ Financement d'actifs;
- ✦ Financement de contrats;
- ✦ Financement de produits de consommation;
- ✦ Prêts à terme et facilités de fonds de roulement;
- ✦ Comptes d'épargne, comptes courants et DAT.

FIRSTBANK DRC EST UNE FILIALE DE LA FIRST BANK OF NIGERIA LIMITED

- Vous d'abord -

SOFIBANQUE

LA BANQUE PARTENAIRE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE CONGOLAIS

La République Démocratique du Congo bénéficie de nombreuses richesses, au premier rang desquelles son sous-sol, qui participe à près de 50% du PIB et à 70% de la croissance globale en 2023. Cependant, l'exploitation des ressources du pays, et notamment les ressources minières, doit être menée de manière responsable pour garantir un développement durable.



Engagement pour le développement durable

Le développement durable est essentiel pour assurer la prospérité à long terme de la RDC. Il est indispensable de préserver l'environnement, favoriser une croissance économique équitable et améliorer les conditions de vie de la population tout en renforçant notre résilience aux défis mondiaux tels que le changement climatique. Ce raisonnement s'applique en premier lieu au secteur minier, compte tenu de son poids dans l'économie congolaise. C'est pour cette raison que la Sofibanque encourage et finance les pratiques qui minimisent l'impact environnemental et maximisent les retombées économiques pour les communautés locales. Avec nos partenaires du secteur minier, nous veillons à ce que les projets financés respectent les normes environnementales les

« C'EST EN INVESTISSANT DANS LA TRANSFORMATION LOCALE QUE NOUS POURRONS CONSTRUIRE DES ÉCONOMIES PLUS DIVERSIFIÉES ET DURABLES »

La Sofibanque, en tant qu'institution financière de premier plan en RDC, s'engage à soutenir le développement durable et à privilégier la transformation locale, conformément au thème de la DRC Mining Week 2024 : « Donner la priorité aux opérations minières durables et à la transformation locale en RDC ».

plus strictes et contribuent positivement à l'écosystème local.

Soutien à la transformation locale

La transformation locale est essentielle pour créer des emplois, réduire la dépendance aux exportations de matières premières, stimuler le développement industriel et valoriser nos ressources naturelles. C'est en investissant

dans la transformation locale que nous pourrons construire des économies plus diversifiées et durables, bénéficiant ainsi à long terme aux populations. C'est pourquoi la Sofibanque investit dans des programmes de formation et de développement des compétences tels que le projet « Alliance pour la Protection de la Biodiversité et le Développement » en partenariat avec Adam Smith International et USAID. Dans le secteur minier, nous finançons des entreprises de toutes tailles créant ainsi une chaîne de valeur intégrée qui bénéficie à l'ensemble de la communauté.

Des partenariats pour le progrès

Le développement de l'économie congolaise passe par la coopération de ses acteurs. Ainsi, la Sofibanque collabore étroitement avec les autorités politiques,

les acteurs privés, les institutions financières telles que la Banque mondiale et le FMI ainsi qu'avec les ONG afin de créer un cadre réglementaire solide qui favorise la transparence, l'équité et le respect de l'environnement (agrément pour la gestion des fonds des projets financés par la Banque mondiale, accréditation ISO/IEC 27001 relative à la confidentialité et sécurité des données...)



SOFIBANQUE S.A.

Et tout devient possible !

Des solutions sur mesure

pour l'industrie minière



www.sofibanque.com

4258 Av. Kabasele Tshamala, Kinshasa

+243 81 73 00 200/201

ACCROISSEMENT DES PARTENARIATS INTRA-AFRICAINS DANS LES INVESTISSEMENTS



Une étude réalisée par l'Agence nationale pour la promotion des investissements (ANAPI) a révélé que l'Égypte, l'île Maurice, les Seychelles, l'Ouganda et la Tanzanie figurent parmi les cinq principaux pays africains ayant le plus investi en République Démocratique du Congo (RDC) au cours de la période allant de 2019 à 2023.

Selon ce rapport statistique, ces nations ont injecté un montant significatif de 2,58 milliards de dollars dans divers secteurs de l'économie congolaise durant cette période. Cette somme représente 26,16% du total des investissements directs étrangers dirigés vers la RDC pendant la même période. L'importance croissante des partenariats intra-africains en RDC

LA CHINE, AVEC 2,86 MILLIARDS USD, REPRÉSENTANT 29% DU TOTAL DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS EN RDC

« Une analyse plus approfondie des investissements intra-africains révèle que sur la période considérée, ces investissements s'élèvent à 2,58 milliards de dollars américains, représentant 26,16% du volume des investissements directs étrangers dirigés vers la RDC. Les cinq pays africains ayant investi le plus en termes de volume en RDC au cours de cette période sont notamment l'Égypte, l'île Maurice, l'Ouganda, les Seychelles et la Tanzanie », précise l'ANAPI, citée par Zoom-Eco.

L'agence indique que les chiffres « soulignent l'importance croissante des partenariats intra-africains dans le paysage des investissements en RDC ».

Pour ce qui est des investissements directs étrangers vers la RDC au cours des cinq dernières années, la Chine, avec 2,86 milliards USD, représentant 29% du total des investissements directs étrangers au cours de cette période, se trouve en pole position. ■

Working alongside the African mining industry since 25 years

A subsidiary of the pan-African Aactiva Group, a major player in the African insurance sector, Aactiva Assurances offers a comprehensive range of non-life and life insurance products tailored to the specific needs of large companies, in compliance with international standards.

- Machine breakdown
- Business interruption
- Third party liability
- Fire and similar risks
- Transport of goods
- Import facilities
- Motor fleet
- Group provident insurance

With a first-rate reinsurance package, Aactiva Assurances is positioned as a leader in innovation at the service of an Africa without borders.

8 branches in DRC | 9 countries | 7 non-life insurance companies | 3 life insurance companies | 1 reinsurance company | Member of the Globus network, present in 49 countries in Africa.

Contact us

+243 900 000 567

contact.rdc@group-activa.com
www.group-activa.com/rdc



Globus
Leading Insurers

Download App
MyActiva



STANDARD BANK UN PARTENAIRE CLÉ DE L'INDUSTRIE MINIÈRE CONGOLAISE

Standard Bank est le leader dans le service financier en Afrique, jouissant d'une solide réputation pour la qualité de ses services financiers au travers de ses opérations dans 20 pays du continent.

Fondé en 1862, le Groupe Standard Bank est l'une des plus anciennes et des plus grandes banques du continent, offrant une gamme complète de services bancaires aux particuliers, aux entreprises et aux institutions.

Standard Bank est présente en République Démocratique du Congo depuis 1992. Au fil des années, la banque a consolidé sa présence et son engagement envers notre pays, soutenant le développement économique à travers divers secteurs, y compris l'industrie minière, qui joue un rôle crucial dans l'économie congolaise. Standard Bank se distingue par ses valeurs de confiance, d'intégrité, d'innovation et d'engagement envers le développement durable. En tant que partenaire financier, la banque s'engage à soutenir ses clients et leurs chaînes de valeur respectives dans la réalisation de leurs objectifs commerciaux, en fournissant des solutions financières adaptées et un service client de qualité.

Standard Bank a une longue et vaste expérience dans les secteurs de l'exploitation minière, de l'énergie, de l'électricité et des infrastructures sur l'ensemble du continent.

Grâce à son expertise sectorielle et à son réseau étendu, la banque est bien positionnée pour aider les entreprises minières à relever les défis et à saisir les opportunités du marché.

Standard Bank se distingue par ses compétences dans les projets énergétiques soucieux de l'environnement. Conscient de l'importance des pratiques durables dans le secteur de l'énergie, la banque intègre les considérations écologiques dans le financement de projets. Par son engagement à promouvoir les technologies vertes et le développement durable, la banque contribue non seulement à la croissance économique, mais aussi à la préservation d'une planète plus saine pour les générations futures.

Standard Bank propose une gamme de solutions financières sur mesure pour les

entreprises minières en RDC, y compris le financement de projets, la gestion des risques, les services de trésorerie et de change, ainsi que le conseil en matière de stratégie financière. Ces solutions sont conçues pour aider les entreprises à optimiser leur performance opérationnelle et financière.

En choisissant Standard Bank comme partenaire financier, vous choisissez de travailler avec une institution financière qui comprend les défis et les opportunités uniques du secteur minier en République Démocratique du Congo et qui est en mesure d'apporter une expertise approfondie sur les défis spécifiques et les opportunités uniques de ce secteur, avec des conseils adaptés aux besoins des entreprises minières opérant dans le pays. Standard Bank peut vous connecter à un réseau étendu de partenaires et de parties prenantes clés dans l'industrie. Ceci vous ouvrira les portes à de nouvelles opportunités de collaboration et de croissance pour votre entreprise.

Le secteur minier en RDC est confronté à des défis qui lui sont particuliers, tel que la volatilité des prix des matières premières, les questions de gouvernance et de sécurité, y compris les défis liés aux infrastructures. Une institution financière qui comprend ces défis peut

vous aider à mieux gérer et atténuer ces risques, ce qui contribuera à la viabilité à long terme de vos activités.

Nous vous offrons des produits de financement adaptés aux besoins spécifiques, comme des prêts structurés, des lignes de crédit pour le développement de projets, ou des solutions de financement du commerce international. Notre expertise permettra de soutenir financièrement vos opérations et de réaliser vos projets de croissance de manière efficace.

L'industrie minière en République Démocratique du Congo est un secteur crucial de l'économie, car elle est un vecteur de croissance pour notre pays avec les réserves colossales de minerais précieux tels que le cuivre, le cobalt, le coltan, l'or et le diamant.

Afin de surmonter ces défis, le gouvernement congolais s'est engagé à promouvoir le développement durable de l'industrie minière en mettant en place des réformes législatives, en renforçant les capacités institutionnelles et en encourageant l'investissement responsable.

En résumé, Standard Bank démontre une expertise solide et diversifiée dans tous les secteurs qu'elle soutient en tant qu'institution financière de premier plan en Afrique. Sa portée étendue, son engagement envers l'innovation et le développement économique, ainsi que sa capacité à offrir des solutions financières adaptées, font de Standard Bank un acteur clé pour stimuler la croissance et la prospérité en République Démocratique du Congo et à travers le continent africain.

STANDARD BANK RDC A KEY PARTNER OF THE CONGOLESE MINING INDUSTRY

Standard Bank is the leading financial services organisation in Africa, with a strong reputation for the quality of its financial services in its operations across 20 countries on the continent.

Standard Bank is the leading financial services organisation in Africa, with a strong reputation for the quality of its financial services in its operations across 20 countries on the continent.

ened its presence and commitment to our country, supporting economic development across various sectors, including the mining industry, which plays a crucial role in the Congolese economy.

Founded in 1862, The Standard Bank Group is one of the oldest and largest banks on the continent, offering a comprehensive range of banking services to individuals, businesses, and institutions.

Standard Bank has been present in the Democratic Republic of Congo since 1992. Over the years, the bank has strength-

Standard Bank is distinguished by its values of trust, integrity, innovation, and commitment to sustainable development. As a financial partner, the bank is committed to supporting its clients and their respective value chains in achieving their business objectives by providing tailored financial solutions and quality customer service.

STANDARD BANK



Standard Bank has a long record of accomplishment in mining, energy, power and infrastructure sectors across the continent. With its sector expertise and extensive network, the bank is well positioned to help DRC mining companies address challenges and seize market opportunities.

STANDARD BANK HAS A LONG RECORD OF ACCOMPLISHMENT IN MINING, ENERGY, POWER AND INFRASTRUCTURE SECTORS ACROSS THE CONTINENT

Standard Bank stands out for its expertise in environmentally conscious energy projects. Aware of the importance of sustainable practices in the energy sector, the bank incorporates environmental considerations into project financing. Through its commitment to promoting green technologies and sustainable development, the bank not only contributes to economic growth but also to preserving a healthier planet for future generations.

Standard Bank offers a range of tailored financial solutions for mining companies in the DRC, including project financing, risk management, treasury and foreign exchange services, and financial strategy advisory. These solutions are designed to help companies optimize their operational and financial performance. By choosing Standard Bank as your financial partner, you are choosing to work with a financial institution that understands the unique challenges and opportunities in the mining sector in the Democratic Republic of Congo and who is able to provide in-depth expertise on the specific challenges and unique

opportunities of this sector, with bespoke and tailored advice to the needs of mining companies operating in the country. Standard Bank can connect you to an extensive network of key partners and stakeholders in the industry. This can open doors to new collaboration and growth opportunities for your business.

The mining sector in the DRC faces unique challenges, such as commodity price volatility, governance, security issues, and infrastructure challenges. A financial institution that understands these challenges can help you better manage and mitigate these risks, which can contribute to the long-term viability of your operations.

We can offer you tailored financing products to meet specific needs, such as structured loans, project development credit lines, or international trade financing solutions. Our expertise will help support your operations financially and efficiently realize your growth projects.

The mining industry in the Democratic

Republic of Congo is a crucial sector of the economy, as it holds significant reserves of precious minerals such as copper, cobalt, coltan, gold, and diamonds. However, despite these abundant resources, the mining industry in the DRC faces numerous challenges that hinder its development and economic potential.

To address these challenges, the Congolese government has made efforts to promote sustainable development in the mining industry through legislative reforms, institutional capacity building, and the promotion of responsible investment.

Standard Bank showcases a strong and diverse expertise across all the sectors it supports as a leading financial institution in Africa. Its extensive reach, commitment to innovation and economic development, as well as its ability to offer tailored financial solutions, make Standard Bank a key player in driving growth and prosperity in DRC and across the African continent. ■



Standard Bank



FINANCING MINING FOR A SUSTAINABLE FUTURE

DRC is rich in unearthed wealth. And as the continent's largest Corporate and Investment Bank, we're invested in unlocking her abundance in innovative and sustainable ways that grow local economies, communities, and our client's businesses. With mining experts in 20 key African markets, when it comes to changing the way Africa is mined, we are committed to driving a sustainable future.

Lead sponsor of the **DRC Mining Week 2024**



To find out how we can support your expansion in DRC, visit us at www.standardbank.cd and Standardbank.com/cib

LA RDC DE NOUVEAU ÉLIGIBLE À L'AGOA

Depuis mars 2024, la RDC se trouve de nouveau éligible, jusqu'à la fin de l'année, à la loi sur la croissance et les opportunités en Afrique (the African Growth and Opportunity Act, AGOA). Les produits congolais pourront désormais être exportés vers les États-Unis sans payer les frais de douane, offrant ainsi un avantage concurrentiel majeur sur le marché américain.

La RDC, fortement dépendante du secteur minier, en l'absence de diversification véritable, demeure exposée aux variations des cours internationaux des matières premières, la baisse des cours ayant eu notamment un impact significatif sur les finances publiques. Celles-ci ont été soumises tout au long de l'année 2023 à de fortes pressions et la situation budgétaire s'est détériorée, l'inflation s'accélérait.

« L'économie congolaise devrait rester résiliente avec un taux de croissance du PIB réel supérieur à la moyenne de l'Afrique subsaharienne. La croissance a été de 7,5 % en 2023 et elle est attendue à 5,7 % en 2024 », se voulait optimiste la Banque centrale du Congo dans sa nota de conjuncture fin mars. Le Fonds Monétaire International (FMI) a estimé une reprise de croissance chiffrée à 4 % pour les économies en Afrique subsaharienne en

2024. Au cœur de l'année, les analystes appellent à la retenue.

Retour au premier plan ?

Le commerce des biens et services a joué un rôle important dans l'économie de la RDC, s'élevant annuellement à 52 % du PIB en moyenne entre 2011 et 2020. Les exportations de marchandises se composaient presque exclusivement de minerais et étaient principalement destinées à l'Afrique du Sud, à la Chine et à la Tanzanie. Néanmoins, la valeur des exportations de fèves de cacao a connu une augmentation significative (de 206 %) entre 2015 et 2020.

Le stock d'investissements directs étrangers (IDE) en RDC est passé de 1,3 milliard de dollars en 2003 à 29,1 milliards de dollars en 2021 sous l'impulsion des investissements dans le secteur minier et les industries de téléphonie mobile. En 2021, les entrées d'IDE ont augmenté de 13,5% pour atteindre 2 milliards de dollars, principalement dans le cadre de projets pétroliers, miniers et d'installations de traitements de déchets. La résolution des principaux problèmes liés à la corruption et au déficit d'infrastructures permettrait d'accroître la participation du secteur privé (ZLECA-GIZ).

Exportations

La RDC a été admise à l'African Growth and Opportunity Act après en avoir été exclue pendant 10 ans en raison de problèmes liés aux droits de l'homme. Instauré en mai 2000, le programme AGOA permet aux pays d'Afrique subsaharienne éligibles d'exporter plus de 1 700 produits vers les États-Unis sans payer des droits de douane.

Les principaux produits d'exportation de la RDC vers l'Afrique du Sud étaient les oxydes et hydroxydes de cobalt (57,72%), le cuivre raffiné et les alliages de cuivre (31,7%) ; avec la Tanzanie, les principales exportations étaient concentrées sur le cuivre raffiné et le cuivre (92,7%) et les produits chimiques (4,2%) ; avec la Zambie, les principales exportations concernaient les minéraux - minerais de cuivre (52,7%) et les métaux (23,2%), et les produits chimiques il y a quatre ans. La RDC exporte vers la Chine (11,3 milliards de dollars), les Émirats arabes unis (1,13 milliard), la Corée du Sud (822 millions), l'Arabie saoudite (583 millions) et l'Italie (486 millions).

Le volume des échanges vers les États-Unis reste faible, avoisinant les 200 millions de dollars par an selon Julien Paluku, ministre de l'Industrie. En 2010, ce chiffre se situait à 606 millions de dollars d'exportations. « Le

gouvernement américain a noté des progrès dans l'établissement d'une économie de marché, l'amélioration du climat des affaires de nature à attirer les consommateurs et les investisseurs américains », a-t-il expliqué. L'AGOA permet aux pays d'Afrique subsaharienne éligibles d'accéder au marché américain en franchise de droits pour plus de 1 800 produits, qui s'ajoutent aux plus de 5 000 produits pouvant bénéficier d'un accès en franchise de droits dans le cadre du système généralisé de préférences. En valeur, le cuivre raffiné (8,95 milliards de dollars), le cobalt (4,44 milliards), le cuivre brut (779 millions), le minerai de cuivre (618 millions) et le pétrole brut (582 millions) sont les principales exportations congolaises. Les exportations d'or artisanal ont généré 677,3 millions de dollars entre janvier et juin 2023 et un total 475 kg d'or ont été extraits au Sud-Kivu, entre juillet et septembre 2023. Les principales exportations de la RDC, le cuivre et le cobalt, restent exemptes de droits de douane dans le cadre du programme commercial du Système généralisé de préférences des États-Unis. Le pays reste un des plus grands exportateurs mondiaux de cobalt (4,44 milliards de dollars, en 2021), de minerais d'étain (282M de dollars), d'alliages de cuivre (98M de

LES PRINCIPALES IMPORTATIONS DU PAYS SONT LE PÉTROLE RAFFINÉ (406 MILLIONS DE DOLLARS), LES CAMIONS DE LIVRAISON (255 MILLIONS), LES MÉDICAMENTS EMBALLÉS (254 MILLIONS), LA VIANDE DE VOLAILLE (215 MILLIONS), ET LES MACHINES DE TRAITEMENT DE LA PIERRE (170 MILLIONS)

dollars) et de minerais de cobalt (92M de dollars).

Importations

Les investissements admis au régime du Code des Investissements en 2018 sont dominés par ceux du secteur des services avec 64 projets pour un cout total d'investissement estimé à 2 milliards de dollars. Ils peuvent générer 6 186 emplois permanents contre les autres secteurs, dont celui de l'industrie avec 30 projets pour un cout total qui s'élève à 1 milliard de dollars, équivalent à 45% du cout total des investissements agréés en 2018. Les principales importations du pays sont le pétrole raffiné (406 millions de dollars), les camions de livraison (255 millions), les médicaments emballés (254 millions), la viande de volaille (215 millions), et les machines de traitement de la pierre (170 millions). Les importations proviennent principalement de Chine (2,76 millions), de Zambie (1,11 million), d'Afrique du Sud (1,07 million), du Rwanda (587 millions), et de l'Inde (575 millions) selon l'Observatoire des complexités économiques.

Les autorités comptent augmenter les royalties sur le cuivre de 2 % à 3,5 %, sur l'or de 2,5 % à 3.5 % et, potentiellement, sur le cobalt de 2 % à 10 %, avec des exigences élevées en matière de rapatrie-

ment, 60 % des revenus miniers doivent être déposés à la Banque centrale du Congo (BCC). La RDC a mis en place des lois adaptées (code des investissements, code des assurances, loi sur l'agriculture, loi sur la libéralisation de l'électricité, code des télécommunications, loi sur la tarification, la liberté et la concurrence) afin d'accroître la participation du secteur privé et d'attirer les investissements.

Intégration régionale progressive

La RDC fait partie des communautés économiques régionales (CER) d'Afrique : la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), le Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (COMESA), l'Union de développement de l'Afrique australe (SADC) et de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) en avril 2022. L'Ouganda, le Kenya et la Tanzanie ont mis fin paiement de frais de visas pour les ressortissants congolais, mesure qui pourrait hausser le taux d'échanges commerciaux entre ces pays.

SOURCE : DOING BUSINESS, FMI, BANQUE MONDIALE, GIZ, INTERNATIONAL TRADE ADMINISTRATION, ORGANISATION MONDIALE DE COMMERCE, JEUNE AFRIQUE, ANAPI, OBSERVATOIRE DES COMPLEXITÉS ÉCONOMIQUES, ACP, RADIO OKAPI

CRDB

BANK

La banque qui écoute



Jessica NYACHIRO Directrice générale de la CRDB Bank Congo

CRDB EN CHIFFRES
+254 AGENCES +550 ATM +6000 POINTS DE VENTES ET POS

M&B Magazine: Qu'est-ce que la CRDB et depuis combien de temps êtes-vous en RDC ?

Mme JN : (Jessica NYACHIRO) : CRDB Bank DR Congo est une banque commerciale à part entière, filiale du Groupe CRDB Bank de Tanzanie ; son actionariat est composé de CRDB Bank Plc 55%, NorFund (un fonds souverain de Norvège) 22,5% et IFU du Danemark 22,5%. Elle ouvrira ses portes au Congo en juillet 2023.

Quel est le segment de clientèle privilégié par votre banque ?

Notre modèle d'entreprise intégré est conçu pour répondre aux besoins étendus des différents segments du marché en République démocratique du Congo, pour stimuler une croissance économique durable et pour répondre aux besoins évolutifs de nos clients. Nous nous concentrerons sur les segments des entreprises, des PME et des particuliers.

Quels sont vos avantages par rapport aux concurrents qui sont présents sur le marché bancaire congolais depuis des décennies ?

A la CRDB Bank, nous croyons en l'excellence du service à la clientèle. Tous nos efforts et notre dévouement sont orientés vers la création d'une expérience mémorable pour tous nos clients. Nos valeurs d'entreprise sont ancrées dans la garantie que nous faisons la différence dans tout ce que nous faisons, tout en nous tenant responsables. Le succès que nous connaissons depuis 25 ans est dû à un excellent travail

d'équipe et à notre capacité à garder l'esprit ouvert et à apprendre de notre environnement.

Quelles solutions proposez-vous pour promouvoir l'inclusion financière ?

CRDB Bank Plc est une banque innovante, le même esprit sera poursuivi en RDC où nous utiliserons des solutions numériques pour soutenir notre modèle bancaire traditionnel. Nous avons un réseau bancaire de plus de 254 agences, plus de 550 ATM et plus de 6 000 points de vente (POS) en Tanzanie et nous travaillons à construire un réseau aussi solide en RDC.

Compte tenu de la tendance aux systèmes de paiement mobile, avez-vous une solution pour vos clients ?

En effet, nous disposons d'une application bancaire mobile robuste, Simbanking, qui a été reconnue mondialement comme une plateforme innovante. Nous travaillerons en permanence avec les opérateurs de réseaux mobiles, les fournisseurs de services et les acteurs du secteur public en vue d'une transformation numérique qui rendra les paiements plus faciles et disponibles grâce à l'utilisation de notre application mobile.

Situé dans une province dominée par l'exploitation minière, avez-vous une gamme de produits adaptés au secteur minier ?

Nous sommes actuellement en train d'évaluer les besoins de certains de nos partenaires miniers et de travailler ensemble à l'élaboration de solutions sur mesure. En particulier, ils ont identifié des besoins de financement sur lesquels nous travaillons pour soutenir au mieux leurs chaînes de valeur.

Quelle politique de crédit votre banque a-t-elle adoptée pour répondre aux besoins de vos clients, en particulier les PME, facteur important du développement industriel de la RDC ?

Nous savons que les défis pour de nombreuses PME sont la formalisation, l'absence ou la faiblesse des garanties, la collaboration avec les IFD partenaires pour créer de bons systèmes de garantie qui nous permettront d'intégrer ce segment important. Deuxièmement, nous fournirons une formation aux PME pour les aider à gérer leurs entreprises conformément à de bons principes commerciaux qui les rendront prêtes à emprunter à l'avenir. Troisièmement, nous nous concentrerons sur les femmes et les jeunes en tant que segments uniques de l'économie où nous renforcerons leurs capacités et les aiderons à développer leurs entreprises.

Pourquoi avez-vous décidé de commencer vos activités au Katanga alors que la capitale de la RDC est Kinshasa ?

L'objectif de la Banque est de connecter ses clients à travers différentes zones géographiques. Etant la première banque en Tanzanie et le fait que la plupart des entreprises en RDC utilisent le port de Dar Es Salaam via Kasumbalesa, le Haut Katanga semblait être le meilleur point de départ pour nos opérations afin de soutenir les énormes volumes d'échanges entre la Tanzanie et la RDC.

Quels sont vos objectifs pour 2024 ?

Je peux résumer nos objectifs en trois points : CONSTRUIRE, CROÎTRE et ACCÉLÉRER. Tout d'abord en assurant une base commerciale solide en termes de personnel, de processus et de systèmes, puis en développant l'activité en termes d'acquisition de clients, de déploiement de solutions et enfin en accélérant en termes de pénétration du marché pour gagner des parts de marché.

826 Bâtiment Hypnose
Av. Mama Yemo, Lubumbashi, RDC
+243 832 902 222
info@crdbbank.cd

AFRIQUE : LA BAISSÉ DES PRIX DU LITHIUM REFROIDIT LES ESPOIRS DU SECTEUR (ETUDE)

Le fléchissement continu des cours du minerai utilisé dans les batteries des véhicules électriques pourrait conduire à des retards dans les calendriers de développement de certains projets en Afrique selon une étude.

Les perspectives baissières des prix du lithium pourraient pousser les pays africains positionnés sur la chaîne de valeur de ce minerai critique et les compagnies minières qu'ils accueillent à réduire leurs ambitions en ce qui concerne les recettes escomptées et à modifier les calendriers de développement de plusieurs gisements, selon un rapport publié le 25 mars dernier par Ecofin Pro, la plateforme de l'agence Ecofin dédiée aux professionnels. Intitulé « L'essor du lithium en Afrique sera ralenti par des conditions de marché défavorables », le rapport rappelle que le boom des ventes des véhicules électriques (VE) est le principal facteur qui a entraîné la hausse de la demande de lithium et de son cours, car le minerai est largement utilisé dans les batteries de ces véhicules.

Selon les données du cabinet d'étude de marché Rho Motion, les ventes mondiales de VE (entièrement électriques ou hybride) ont augmenté de 31% en 2023. Cette croissance est cependant inférieure à celle de 60% enregistrée en 2022. Dans le même temps, la produc-

tion chinoise de batteries a dépassé la demande mondiale. Malgré cette tendance baissière de la demande, l'offre de lithium a continué d'augmenter créant un excédent sur le marché. Conséquence : les prix du carbonate de lithium ont connu une baisse significative passant d'un record de 81 360 dollars par tonne en novembre 2022 à 20 782 dollars par tonne en février 2024, soit le niveau le plus bas affiché sur une période de deux ans. Les prix de l'hydroxyde de lithium en Chine sont passés d'environ 81 500 dollars la tonne en janvier 2023 à environ 22 500 dollars la tonne en novembre 2023, selon l'Institut américain d'études géologiques (United States Geological Survey/USGS). Cet organisme indique également que les prix du spodumène (6% d'oxyde de lithium) en Australie sont passés d'environ 6000 dollars la tonne en janvier 2023 à environ 2500 dollars la tonne en novembre de la même année.

Des prévisions pessimistes sur le moyen terme

La baisse des prix du minerai gris argenté devrait se poursuivre sur le moyen terme. Dans une note de recherche publiée le 5 mars 2024, Goldman Sachs a indiqué que les prix du lithium devraient enregistrer une baisse de 25% durant les douze prochains mois.

La banque d'investissement américaine explique cette nouvelle prévision par un fléchissement de la demande émanant de l'industrie des VE dans les pays occidentaux et une offre excédentaire. En 2025, Goldman Sachs anticipe une baisse du marché du lithium à son niveau le plus bas, avec le carbonate de lithium à 13 377 dollars la tonne, l'hydroxyde de lithium à 14 263 dollars la tonne et le spodumène 6% à 1 250 dollars la tonne. S&P Global prévoit, quant à elle, que les prix du lithium devraient commencer à se stabiliser à partir de 2025 à mesure que l'excédent se réduira. Selon les prévisions de la firme datant de novembre 2023, le prix annuel moyen du carbonate de lithium devrait par exemple se stabiliser de 2024 à 2027, en restant dans un intervalle compris entre 20 000 et 25 000 dollars la tonne.

13 pays africains, y compris la RDC, le Mali ou encore le Ghana, se sont positionnés sur la chaîne de valeur du lithium avec une volonté de saisir les opportunités offertes par le marché. D'après les prévisions de la banque suisse UBS la production africaine devrait doubler, alimentée par des projets au Zimbabwe. Alors que l'entrée du gisement de Manono en RD Congo est freinée par une action en justice intentée par la société AVZ Minerals contre la compagnie congolaise Cominière auprès de la Chambre

LA PRODUCTION CHINOISE DE BATTERIES A DÉPASSÉ LA DEMANDE MONDIALE (...) LES PRIX DU CARBONATE DE LITHIUM (...) PASSANT D'UN RECORD DE 81 360 DOLLARS PAR TONNE EN 2022 À 20 782 DOLLARS PAR TONNE EN 2024.

de commerce internationale, le Mali prévoit de rejoindre le club des producteurs de lithium au premier semestre 2024, grâce au gisement de Goulamina. Au Ghana, la société Atlantic Lithium, qui a obtenu un permis d'exploitation du gisement de lithium Ewoyaa en octobre 2023, s'est engagée à commencer la production commerciale dans un délai de 24 mois, à compter de la ratification du titre minier par le Parlement ghanéen.

Menaces sur les recettes attendues

L'exemple de ces trois pays montre que les conséquences de la baisse des cours

du lithium sur le marché international ne sont pas encore directement perceptibles sur les projets de lithium en cours en Afrique. Les compagnies opérant sur ces projets doivent, pour certaines, faire face à d'autres défis opérationnels qui retardent leurs travaux, alors que les autres qui sont encore loin de la phase de production ne s'inquiètent pas encore outre mesure de l'état du marché. Pourtant, si les perspectives à long terme du marché du lithium restent reluisantes, les niveaux actuels de prix assez bas sont préoccupants, surtout pour les entreprises qui ne l'avaient pas

prévu, à en croire Adam Megginson, un analyste cité par le média INN. « Un environnement de prix constamment plus bas [...] peut suspendre certaines des sources d'approvisionnement les plus coûteuses et éliminer les projets prévus plus coûteux fondés sur des prix élevés », a-t-il indiqué. Pour les Etats africains hôtes des projets de lithium, l'évolution du marché fait peser un risque sur les recettes qu'ils prévoient tirer des mines et les échéances qu'ils avaient fixées pour la génération de ces revenus.

AGENCE ECOFIN

PATRICIA ASSUMANI DIRECTRICE RÉGIONALE DE SFA

« LA SFA A DES OBJECTIFS AMBITIEUX. ELLE SOUHAITE RENFORCER SA POSITION DE LEADER DANS LE SECTEUR DES ASSURANCES »

M&B a rencontré Patricia Assumani Directrice Régionale de SFA. Elle nous parle du contexte des assurances en RDC.

MBM : Pour commencer, qui est Patricia Assumani et comment êtes-vous arrivée à votre poste aujourd'hui ?

Patricia Assumani : Épouse, mère de trois enfants et femme active, j'ai grandi dans une famille de sept enfants dans laquelle, le travail, l'excellence et la discipline ont toujours été le fondement de ses valeurs.

J'ai réalisé mon parcours scolaire et académique et une grande partie de ma vie professionnelle en Belgique et particulièrement à Bruxelles.

Depuis 2011, j'ai fait le choix de rentrer dans mon pays, la République Démocratique du Congo et plus précisément au Katanga. En fin de compte, j'ai réalisé que c'était un excellent choix.

En janvier 2020, j'ai poursuivi ma carrière, cette fois dans une compagnie d'assurance. J'y ai mis toute mon énergie et je crois très sincèrement y avoir fait mes preuves. C'est ce qui m'a valu d'être remarquée et d'être approchée par la compagnie d'Assurance SFA en sigle pour occuper le poste de Régional Manager au Grand Katanga

Comment évaluez-vous le marché de l'assurance au Katanga, au Lualaba et en RDC globalement ?

Le marché des assurances est en plein essor bien que le taux de pénétration du

secteur des assurances reste à ce jour très peu représentatif du marché Congolais Le haut-Katanga et le Lualaba sont des régions minières où les assurances sont indispensables. Je reste convaincue que dans les prochaines années, la République Démocratique du Congo pourrait figurer dans le TOP 5 des marchés africains dans le secteur des assurances en Afrique.

Quels sont vos objectifs pour les provinces du Katanga et du Lualaba ? Et pouvez-vous nous parler de la vision de SFA au niveau du pays.

La SFA a des objectifs ambitieux. Elle souhaite renforcer sa position de leader auprès des entreprises et apporter à ses clients son expertise dans les domaines de l'importation de marchandises, de l'Incendie, de l'Ingénierie, de la Responsabilité Civile, de l'assurance des flottes de véhicules, et toutes autres branches d'assurance. Parallèlement, la SFA souhaite développer l'assurance des particuliers et apporter pour chaque foyer, protection et soutien en cas de sinistre. En plus de cela, la SFA veut contribuer de manière significative à la sensibilisation de la population congolaise sur la culture de l'assurance. La vision de SFA au niveau national est d'un être un assureur crédible. Pour ce faire notre compagnie d'assurance a conclu des partenariats internationaux avec des réassureurs de premier plan bénéficiant d'une expérience et expertise solide notamment la SCOR, Zep Re et bien d'autres encore.



Pouvez-vous chiffrer le pourcentage des parts de marché en RDC de SFA depuis votre prise de fonction, et quels sont les défis auxquels vous êtes désormais confrontés ?

La SFA a toujours figuré dans le top 3 des acteurs du marché et est actuellement la deuxième sur le marché en termes de chiffres d'affaires avec près de 25% des parts de marché.

Nos défis ? Continuer à tenir le cap et améliorer le taux de pénétration auprès de la clientèle des particuliers (le Retail) grâce à une offre innovante et diversifiée.

Comment SFA soutient elle les femmes au sein de l'entreprise ?

En 2019, au début de la SFA, les femmes ne représentaient que 1/10ème des effectifs du Personnel de la SFA, à fin 2023 nous sommes passé à 4/10ème et plusieurs occupent des postes de responsabilité, au niveau managérial et même opérationnel. Nous avons le souci permanent de promouvoir la femme de manière générale et de la responsabiliser autant que les hommes sur la base de ses compétences.

Un dernier mot ?

Aller plus haut. ■



airtel BUSINESS

COMMUNICATION

- Mobile Voice
- Mobile Data
- E1 PRI/SIP
- Toll Free
- Mobile PBX
- VoLTE
- E-Sim

CONNECTIVITÉ

- MPLS/IMPLS
- IPLC
- Dedicated Internet
- Leased Line
- FTTX
- FTTB
- Shared Internet
- Private APN
- Satellite

COLLABORATION

- CPaaS (Messaging based solutions)
- IoT
- NaaS
- Caller RBT
- UCaaS
- CCaaS
- Cloud
- Data Center
- Bulk SMS
- Airtel money for Business

COLLABORATION

- CPaaS (Messaging based solutions)
- IoT
- NaaS
- Caller RBT
- UCaaS
- CCaaS
- Cloud
- Data Center
- Bulk SMS
- Airtel money for Business

EN 2024, LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE FRÔLERA LES 5,7%, MAIS RESTERA EN DEÇÀ DES ATTENTES (BANQUE CENTRALE DU CONGO)

La croissance économique de la RDC pour l'exercice 2024, est évaluée à 5,7% contre 7,5% en 2023. « L'économie congolaise devrait rester résiliente avec un taux de croissance du PIB réel supérieur à la moyenne de l'Afrique subsaharienne. La croissance a été de 7,5 % en 2023 et elle est attendue à 5,7 % en 2024 », indique la note de conjoncture de la Banque centrale du Congo du 22 mars.

Sur le marché des changes, le Franc congolais a obtenu une légère appréciation hebdomadaire de 0,13% à l'indicatif confirme la BCC. Pour la Balance commerciale, elle a affiché, jusqu'au 22 mars, un excédent de 1.544,31 millions de dollars contre un déficit de 230,40 millions observé en janvier 2023.

« La Balance commerciale a affiché un excédent de 1.544 million de dollars contre un déficit de 230 millions observé en janvier 2023. Rapproché au PIB, cet excédent représente 2,17 % contre 0,35 % une année plus tôt », soutient la note de conjoncture économique.

Initialement prévue à 6,2 % lors de la 5e revue, la croissance du PIB réel devrait s'établir à 7,5 % en 2023 venant de 8,9 % en 2022, selon les dernières estimations élaborées, sur la base des données préliminaires. Cette évolution de l'activité économique serait tributaire du dynamisme observé dans le secteur minier, à travers notamment le bon comportement des cours des principales matières premières exportées par la RDC.

« La valeur ajoutée de la branche extractive devrait augmenter durant cette période de 7,8 % contre 15,4 % en 2023, principalement du fait d'un effet de base des exportations minières » peut-on lire sur la note.

En revanche, la croissance du PIB non minier s'établirait à 4,5 % en 2024, venant de 3,6 % l'année précédente. Dans un contexte de ralentissement des prix intérieurs comparativement à l'année dernière. Les activités non extractives seront soutenues notamment par la poursuite de la mise en œuvre du PDL-145T, ainsi que d'une bonne tenue dans les industries manufacturières et le commerce.

SOURCE ACP

NESPRESSO FILIALE DE NESTLÉ, INVESTIT 20 MILLIONS DE DOLLARS POUR RELANCER LA PRODUCTION DE CAFÉS DE SPÉCIALITÉ EN RDC



Nespresso, spécialiste des capsules de café et filiale de l'entreprise agroalimentaire suisse Nestlé, a entamé un projet d'investissement de 20 millions de dollars pour soutenir la relance de la production de cafés de spécialité au cours des 2 prochaines années en RDC.

« L'enveloppe couvrira les achats de café, le versement de primes aux agriculteurs, l'assistance technique, le financement des projets communautaires ainsi que le sout-

le cadre du programme « Nespresso Reviving Origins » lancé dans le pays en 2019. Ce programme a pour objectif de relancer puis pérenniser la culture de café dans des régions productrices affectées par les effets du changement climatique, un ralentissement économique ou des troubles politiques.

En Afrique centrale, la RDC est le deuxième producteur de café derrière la République centrafricaine. La fève est l'un des principaux produits agricoles d'exportation du pays avec le cacao et

EN AFRIQUE CENTRALE, LA RDC EST LE DEUXIÈME PRODUCTEUR DE CAFÉ DERRIÈRE LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

ien aux caféiculteurs pour leur permettre d'accéder aux marchés mondiaux », a indiqué Nespresso dans un communiqué du 27 mars.

Nespresso veut également participer avec d'autres partenaires à lever 20 millions supplémentaires pour soutenir les producteurs de café de la région du Kivu, a détaillé le groupe vaudois. Plus largement, ce projet s'inscrit dans

le caoutchouc naturel.

En 2022, la RDC a produit 58 837 tonnes de café vert sur une superficie cumulée de plus de 149 600 hectares, selon les données de la FAO. Sur la même période, le pays a expédié plus de 10 000 tonnes de fèves générant plus de 30 millions dollars de recettes.

M&B AVEC AGEFI ET AGENCE ECOFIN

TRAIN DE VIE GOUVERNEMENTAL

Entre 2019 et 2023, soit le premier quinquennat du président Félix Tshisekedi, le Gouvernement a dépensé jusqu'à 14 milliards de francs congolais (6,9 milliards de dollars au taux budgétaire moyen de 2000 FC le dollar américain) sur des prévisions budgétaires estimées à 8 millions de CDF (4,495 milliards USD) au titre des frais de Fonctionnement des institutions et des ministères. C'est un dépassement budgétaire de 4, 8 milliards de CDF (2,4 milliards USD), selon les chiffres de la Direction générale des politiques et programmation budgétaire contenus dans les états de suivi budgétaire disponibles sur le site officiel du ministère du Budget.

RDC L'ENCOURS DE LA DETTE A PROGRESSÉ DE 5, 6 MILLIARDS ENTRE 2019 ET 2023

L'encours de la dette publique de la RDC a accru de 4,4 milliards USD pour atteindre 10 milliards USD entre 2019 et 2023 marquant ainsi le premier mandat du président Félix Tshisekedi au pouvoir.

Selon ce rapport, la particularité de la dette publique de la RDC contractée au cours de cinq dernières est l'investissement d'emprunts investis en faveur de projets producteurs et bénéfiques à la population. Il s'agit principalement de projets pour les infrastructures, la santé, l'enseignement et le secteur de l'agriculture dont les effets positifs sont attendus dans les années à venir.

SOURCE ACP

LE JEU DU CHAT ET DE LA SOURIS OU LE GENDARME ET LES VOLEURS ?

Le groupe ERG, autrefois connu pour sa propension à ne pas communiquer, change son fusil d'épaule.

En effet, après avoir été ciblé par l'Autorité de la sous traitance, le groupe minier souhaite affirmer son engagement en faveur de la transparence, de la conduite éthique et de la collaboration avec les organismes de réglementation.

Selon l'ARSP, ERG aurait créé 9 sociétés. Dans celles-ci, des Congolais auraient été placés avec des parts sociales fictives en les faisant passer pour des associés majoritaires pour échapper à la loi sur la sous-traitance. Selon ERG, les sous-traitants mentionnés dans certains médias ne sont pas directement liés au groupe et sont en possession de certificats ARSP valides. L'ARSP et ERG viennent de s'engager à mettre en œuvre des actions correctives et des mesures d'amélioration.

Mesures d'amélioration ou sous-traitant suggérés par l'ARSP ?

ÉCONOMIE

Au cours des cinq dernières années (de 2019 à 2023), le Gouvernement a dépensé jusqu'à 6,935 milliards USD sur des prévisions budgétaires estimées à 4,495 milliards USD au titre des frais de Fonctionnement des institutions et des ministères, dégageant un dépassement budgétaire de l'ordre de 2,4 milliards USD, selon les chiffres de la Direction générale des politiques et programmation budgétaire contenus dans les états de suivi budgétaire disponibles sur le site officiel du ministère du Budget.



Scan me



SPECIAL DRC

Energy Solutions up to 200 MW for the Mining Industry.



ENTREPRENARIAT

2024

DES INFLUENCEURS
AU SERVICE DU CONGO

GoShop Energy, with its widespread presence across all regions of the DRC, is your preferred EPC and energy supplier. We proudly offer products from leading global brands in renewable energy as their official distributor.



Find us in:
LUBUMBASHI
KOLWEZI
KINSHASA
GOMA
BUKAVU
BUNIA

JULIENNE LUSENGE

UNE INFLUENCEUSE EN FAVEUR DES FEMMES DU CONGO

DIRIGEANTE, BÂTISSEUSE DE PAIX, MILITANTE DES DROITS DE L'HOMME, ELLE EST AVOCATE ET CONTRIBUE, SANS COMPROMIS, DEPUIS PLUS DE 40 ANS À LA PROMOTION DES DROITS DE LA FEMME EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO. JULIENNE LUSENGE A ÉTÉ DÉSIGNÉE PARMIS LES 100 PERSONNES LES PLUS INFLUENTES DE 2024 PAR LE MAGAZINE AMÉRICAIN TIME.

Porter la parole des femmes de RDC dans le monde

En RDC, des milliers des femmes et les filles vivent encore dans la violence, la misère et le déni de leurs droits fondamentaux au quotidien. Révoltée par ces injustices, Julienne Lusenge a cofondé la Sofapedi (Solidarité féminine pour une paix et un développement intégré) en 2000, qui œuvre à la prévention des violences sexuelles et sexistes, au soutien et à l'autonomisation des survivants, et à la reconstruction de leur vie. L'association comprend un hôpital et des cliniques mobiles qui fournissent des soins médi-

caux et psychologiques holistiques aux survivants de violences sexuelles. Entre 2010 et 2020, le centre médical a accueilli et traité 6 284 personnes, dont 567 personnes déplacées à l'intérieur du pays. Elle a également cofondé le Fonds pour les femmes congolaises (FFC), en 2007. « Je ne suis pas diplomate, juste une activiste qui va droit au but lorsque je m'adresse aux Nations Unies » affirme-t-elle. Par cinq fois, elle s'est adressée au Conseil des Nations Unies pour porter la voix des femmes congolaises. Une aptitude qu'elle a acquise bien tôt lorsqu'elle travaillait comme journaliste, en 1978 à Radio Handicap, en Ituri. « Mon père m'a appris à parler et à défendre mes idées. J'ai grandi dans une famille où il était naturel que mon père et ma mère se parlent, même s'ils n'étaient pas d'accord. Dès l'enfance, mes parents m'ont appris à lutter contre l'injustice, à ne pas voir les autres souffrir et disparaître », se souvient-elle. De la prévention et de la réduction des violences sexuelles et sexistes, au renforcement de la participation et du leadership des femmes dans la construction de la paix, l'engagement politique et la société civile, Julienne Lusenge donne aux femmes les moyens de prendre leur vie en main et d'influencer leurs propres communautés. Julienne multiplie les ateliers, des visites et des conférences pour partager son expérience et écouter

les préoccupations de femmes sur les questions de droits et celles des violences entre Kinshasa, Goma et l'Est de la RDC, l'Amérique et l'Europe. Et rien ne saurait décourager cette native de Watsha qui a vu le jour en 1958, dans le Haut-Uélé. Reconnaissance internationale Julienne Lusenge a été l'une des lauréates du Prix des droits de l'homme 2023, décerné par les Nations Unies pour son impact considérable. Tous les cinq ans, il distingue une personnalité pour « des réalisations exceptionnelles dans le domaine des droits de l'homme ».

En 2021, elle avait été lauréate du Prix Aurore pour l'éveil de l'humanité, doté d'un million de dollars, décerné par l'Arménie en reconnaissance de l'aide humanitaire qu'elle a apportée pendant 40 ans aux victimes des violences sexuelles commises en temps de guerre en RDC. « Elle a fondu en larmes, mais a déclaré qu'elle était très heureuse et qu'elle n'arrivait pas à croire qu'elle pourrait enfin faire beaucoup plus pour les nombreuses femmes congolaises qui ont été soumises à d'horribles abus », rapportait la presse après l'événement.

« J'aide les associations qui accompagnent les femmes dans la revendication de leurs droits et la promotion de leurs valeurs. Parfois je prends des risques, comme lors des investigations de la Cour pénale internatio-



« JE NE SUIS PAS DIPLOMATE, JUSTE UNE ACTIVISTE QUI VA DROIT AU BUT LORSQUE JE M'ADRESSE AUX NATIONS UNIES »

ale où j'ai risqué ma vie pour documenter les actes de violence contre les femmes. Une fois notre maison a été prise d'assaut et j'ai souvent pleuré à cause des soucis que cela cause à ma famille », déclarait-elle lors de la réception de son prix. Défoncer les portes « Les sociétés ne sont aussi fortes et résistantes que leurs femmes et leurs filles. Le travail de Julienne Lusenge incarne cette vérité », estime Volker Türk, le Haut-Commissaire des Nations unies aux

droits de l'homme. Julienne Lusenge est également membre du conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture. « C'est mon travail de parler, de solliciter des fonds pour que les femmes aient accès à la justice. Nous voulons éduquer nos enfants dans la famille et trouver l'équité dans notre société, travailler dans la solidarité pour aller plus loin ensemble », insiste-t-elle, sereine et le regard droit.

« Le travail de Julienne continue d'être essentiel pour la construction de la paix au Congo. Comme elle le dit elle-même, « les femmes sont les premières victimes de la guerre, mais elles seules détiennent la clé unique de la paix » », a écrit M. Volker Türk sur Julienne Lusenge dans le Time Magazine.

ELISHA IRAGI POUR M&B MAGAZINE

JULIENNE LUSENGE

- Membre du Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires des Nations unies pour les victimes de la torture depuis 2023
- Prix des droits de l'homme des Nations unies, décerné tous les cinq ans depuis 1968, en 2023.
- Prix Aurora pour l'éveil de l'humanité en 2021
- En 2021, coprésidente d'une commission indépendante nommée par le directeur général de l'OMS pour enquêter sur les allégations d'exploitation et d'abus sexuels commis par des employés de l'OMS dans le Nord-Kivu et l'Ituri en RDC.
- Prix international du courage féminin décerné par le département d'État américain en 2021
- Prix des droits de l'homme de l'ambassade de France en 2012
- Chevalier de la Légion d'honneur en 2013 du gouvernement français
- Prix Ginetta Sagan 2016 d'Amnesty International
- Prix des droits internationaux des femmes 2018 du Sommet de Genève

A key player in **mining logistics** in the DRC

INFRASTRUCTURE & LOGISTIQUE

2024

*LE RÔLE STRATÉGIQUE
DU CORRIDOR DE LOBITO*

ACCORD RDC - GEC



Active in industrial project logistics, Africa Global Logistics RD Congo offers the country's economic operators customized, turnkey logistics solutions in all the sectors that govern economic life.

Through our multimodal logistics solutions (value-added logistics and warehousing), we put our know-how and expertise at the service of socio-economic development in DR Congo. Thanks to the synergy of our resources and the management of multi-country corridors, we play an active role in major sub-regional development projects.

Africa Global Logistics RD CONGO

13440 Avenue Idiofa – Immeuble Index Lubumbashi Direction commerciale : noblesse.leliot@aglgroupe.com
📞 : CD002-sales.katanga@aglgroupe.com | 📞 +243 84 129 22 23 www.aglgroupe.com/transport-logistique-afrique/republique-democratique-du-congo-sud/

Africa Global Logistics en RDC 

RDC DES INFRASTRUCTURES DÉLABRÉES

**LE RÉSEAU ROUTIER FONCTIONNEL
DE LA RDC EST DE 58 000 KM
DONT 53% EN MAUVAIS ÉTAT**

LE PAYSAGE DES INFRASTRUCTURES EN RDC EST UN DÉFI NATIONAL. LES BESOINS EN INVESTISSEMENTS SONT PARMIS LES PLUS ÉLEVÉS D'AFRIQUE. DANS CE CONTEXTE, LES OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES JOUENT UN RÔLE CRUCIAL DANS LE DÉVELOPPEMENT ET LA MODERNISATION DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT DU PAYS.

Routes

Le réseau routier fonctionnel de la RDC est de 58 000 km dont 53% en mauvais état, 22% de qualité moyenne et 24% en mauvais état. Les voies qui servent à la

152 400

KILOMETRES

de réseau routier national,
dont un peu plus de 2% revêtus

58 125

KILOMETRES

de routes d'intérêt général,
dont +19,5 % en bon état

KEY DATA

déserte agricole qui sont qualifiées de « réseaux prioritaires » sont estimées à 58 000 km dont seulement 12 000 sont en bon état. La couverture financière de l'entretien de ce réseau est estimée à plus ou moins USD 340 millions l'an. Le gouvernement compte sur un projet de construction du corridor économique transnational RDC-Angola trouve un soutien de poids, avec le déblocage par la BAD (Banque africaine de développement) d'USD 165 millions pour sa première phase. Le projet qualifié de « transformateur » par la BAD, coûterait USD 614,33 millions et consiste principalement, pour la RDC, à bitumer la route Mbuji-Mayi-Kananga-Kalambambuji (385 km), et à aménager et équiper le poste frontalier de Kalambambuji. Trois opérateurs œuvrent dans le secteur routier, des infrastructures et travaux publics : l'Office de routes, le Foner et l'Office de voiries et drainage. Le premier opérateur gère 20 683 kilomètres des



routes nationales (RN), 20201 kilomètres des routes provinciales prioritaires (RP1), 17245 kilomètres des routes provinciales secondaires (RP2). En 2020, l'Office de routes se félicitait d'avoir entretenu 2.951 km de linéaire total ; construit, réhabilités ou réfectionnés 30 ponts, 3.296 unités concernant le parc matériels roulants et comptait 175 bacs actifs. Ces derniers sont encore indispensables pour naviguer sur le fleuve ou franchir des cours

d'eau à l'intérieur du pays. Suite à l'insuffisance chronique des budgets nationaux alloués au secteur routier, une des sources majeures de la dégradation généralisée des routes, le gouvernement avait créé le Fonds national d'entretien routier en 2008. En 2020, le Foner estimait son budget prévisionnel USD 218 millions. De ses ressources, mobilisées par province au budget du Foner, 96% de ces ressources, soit plus

ou moins USD 105 millions provenaient des redevances sur les carburants terrestres et USD 4 millions de droits de péage national et international.

Chemins de fer

Le premier voyage international aller-retour Lubumbashi-Ndola à bord de 7 voitures à voyageurs neuves a repris en février 2023. La Société nationale des chemins de fer du Congo (SNCC) couvre



© SNCC

3,641 kilomètres de voies ferrées (dont 858 kilomètres électrifiés) dans l'espace Katanga, Kasai et le Maniema. Son réseau de chemin de fer, long de 5000 km, a été construit à l'époque coloniale. Ce réseau, éclaté en quatre zones non interconnectées, est aujourd'hui défectueux.

En 2015, le pays avait acquis 18 locomotives, financées par la Banque mondiale, pour SNCC, alors que la réhabilitation des voies reste un immense chantier. Ces dernières années, plusieurs tentatives de relance du réseau ferroviaire ont été menées, sans grand succès. En 2019, l'Agence internationale pour le

développement souverain (ISDA), du russe Konstantin Malofeev avait signé un protocole d'accord, d'un montant de 500 millions de dollars, avec les autorités congolaises pour la réhabilitation et l'extension du réseau ferroviaire vétuste de la RDC. L'accord portait sur la modernisation et la construction de lignes ferroviaires et le développement de projets en matière de logistique ferroviaire, de transport de marchandises et de voyageurs, ainsi que dans la formation de personnels congolais dans des universités russes spécialisées.

Dans le cadre du vaste programme relatif au redressement et à la modernisation de la SNCC, et dans le souci d'améliorer la mobilité des personnes et des biens, SNCC, exploite depuis janvier 2021, un nouveau produit, le train New Express Diamant béton (NDB), puis à partir de janvier 2022, le train New express colombe (NEXCO). Ces trains rapides semi-directs permettent de voyager dans des conditions confortables sans fatigue, sans encombrement. NDB et NEXCO offrent chacun 192 places réparties dans les 7 voitures à voyageurs sur les 10 que compose sa rame, soit 3 voitures de première classe à couchettes et 4 de classe de luxe à couchettes. D'autres investisseurs, allemands notamment, se sont intéressés au secteur sans plus de résultat cependant.

5033 KM
DE VOIES FERRÉES
dont +95% sont à moderniser ou à réhabiliter

16 238 KM
VOIE MARITIME, FLUVIALE ET LACUSTRE
16.238 km à baliser, draguer et exploiter en majeure partie

500
PISTES D'ATERRISSAGE
dont 101 ouvertes à la circulation publique et 4 au trafic international (Kinshasa, Lubumbashi, Kisangani et Goma)
La plupart nécessitent la réhabilitation et modernisation.

KEY DATA

TRAINS EN CIRCULATION EN 2023

New Express Colombe
(Lubumbashi - Kananga)

New Express Diamant Béton
(Lubumbashi - Mwene Ditu)

Ya Lisano (Kolwezi - Dilolo)

Sanyaki (Kananga - Ilébo)

Serpent de rail (Kalémi - Kindu)

Bana Katanga (Lubumbashi - Kalémie)

Lualaba

(Ex Hirondelle) Lubumbashi - Ilébo)

Kambelembélé

(Lubumbashi - Kindu)



La route Nationale 33 en début de saison des pluies ©AfricanInside

Aéroports

Quatre pôles sont accessibles par avion. Kinshasa, avec l'aéroport international de N'djili, Goma, Lubumbashi, via l'aéroport de la Luano, et Kisangani. Au total, le pays compte 26 aéroports repartis dans 26 villes ou cités différentes. En 2020, un volume total de 962.586,88 de tonnes-kilomètres de fret a été transporté par voie aérienne au pays. A l'aéroport international de N'djili, plus de 13 compagnies d'aviation décollent vers 16 différentes destinations.

Pour contourner les vols entre les deux capitales les plus proches du monde et les risques de voyage via le Beach Ngobila, en décembre 2021, le gouvernement de la RDC annonçait qu'il prévoyait de construire un pont rail-route moderne de 1 575 m et d'un coût de USD 815 millions entre Kinshasa et Brazzaville. Les travaux, cofinancés par la Banque africaine de développement et Africa50, une plateforme regroupant des États africains pour le financement d'infrastructures de développement, devraient commencer en 2023 et s'achever en 2028.

Sources : Foner, Anapi, Office de routes, Afrique XXI, Bcprioult.free, Données mondiales

SOURCE : ANAPI

TRADE SERVICE

TRADE

« Pourquoi sous-traiter ? »

VOS PROBLEMES SONT NOS DEVOIRS

TRADE SERVICE

Export Import | Mandataire en douane et coffres | Eshyala (Shanganga et Makotangu) | Subi documentaire | Drape et fiscalité | Experts & négociants

www.tradeservice-sprl.com

+243 99 701 5137
info@tradeservice-sprl.com

LANCEMENT DES ACTIVITÉS DE AGL AU CORRIDOR DE LOBITO

Africa Global Logistics lance officiellement les activités de AGL Lobito Terminal afin de renforcer le corridor de Lobito

Africa Global Logistics (AGL), acteur majeur de la logistique et des opérations portuaires en Afrique, a officiellement lancé les activités de sa filiale AGL Lobito Terminal (ALT), au cours d'une cérémonie présidée par l'honorable Dr. Ricardo Viegas de Abreu, Ministre des Transports d'Angola. C'était en présence du Président d'AGL Philippe Labonne et des officiels de la Zambie et de la République Démocratique du Congo.



Les opérations sont mises en œuvre sur ce terminal grâce aux 730 employés d'AGL Lobito Terminal, ainsi qu'aux équipements de manutention, des systèmes d'information et terres pleins du terminal à conteneurs et conventionnel du Port de Lobito. Il offre ainsi avec une profondeur de quai de 14m, la capacité d'accueillir des navires de grande capacité et de manutentionner plus d'un million de tonnes de marchandises en vrac et plus de 100.000 conteneurs EVP par an.

Renforcer le corridor de Lobito

Deuxième pôle portuaire de l'Angola, le Port de Lobito a vocation à répondre aux besoins d'amélioration du cadre de vie de 35 millions d'Angolais et des populations des pays frontaliers. Il est positionné pour jouer un rôle stratégique dans la

transition énergétique mondiale, en étant la première porte d'entrée atlantique vers la région de la Copperbelt. Cette infrastructure portuaire participera à l'acheminement des flux de minerais stratégiques (cuivre, cobalt) vers les marchés internationaux ainsi qu'au développement des bassins de production agricoles et à l'industrialisation de la région. Elle contribuera significativement à réduire les temps de transit vers les marchés européens et américains, renforçant ainsi l'efficacité de la chaîne logistique africaine.

« Le Gouvernement est heureux d'engager ce partenariat avec un opérateur majeur de la logistique africaine. Son expertise et son expérience vont permettre au Port de Lobito d'avoir un impact positif sur le développement socio-économique de la région. La connexion de ce port au réseau

ferroviaire existant de Benguela qui s'étend sur 1300 km et de la future ligne ferroviaire vers la Zambie permettra grâce aux actions d'amélioration de la productivité de cette plateforme, de réduire de manière substantielle les délais d'acheminement des marchandises. » a précisé le Ministre angolais des transports.

AGL s'engage à travers un plan d'investissements de 100 millions d'euros à accroître l'attractivité du terminal et à contribuer au développement économique et social de la région. Grâce à ses solutions maritimes, portuaires et logistiques, AGL va permettre à la plateforme portuaire de Lobito de jouer son rôle d'accélérateur de croissance pour l'Angola et la sous-région.

« Le terminal de Lobito valide notre stratégie visant à améliorer les conditions de vie et

à promouvoir la compétitivité économique grâce à des solutions logistiques robustes et multimodales répondant aux défis de l'Afrique. Nos opérations sur le corridor de Lobito, seront essentielles pour faciliter l'accès au marché et soutenir les industries essentielles à l'économie mondiale, en particulier dans le cadre de la transition vers les sources d'énergie renouvelables. » a fait savoir Philippe Labonne, Président d'AGL.

En portant les services portuaires de Lobito aux normes internationales, AGL lance ainsi le projet industriel qui permettra avec le support du 1er armateur mondial, MSC, d'améliorer la connectivité de la plateforme portuaire de l'Angola. Le Port de Lobito favorisera donc une croissance durable et une intégration régionale accrue.

AGL LOBITO TERMINAL

AGL est l'opérateur logistique multimodal de référence en Afrique, offrant des solutions logistiques globales, sur mesure et innovantes à ses clients africains et internationaux. Actionnaire de référence d'AGL Lobito Terminal (ALT), AGL est l'opérateur du terminal polyvalent et conteneur de Lobito. Avec une profondeur de quai de 14m et un accès direct à la mer, le port de Lobito permet à l'Angola d'accueillir des navires de grande capacité. AGL va assurer la gestion des terminaux conteneurs et polyvalents qui disposent de 1200 m de quai, d'une zone de stockage de 26 hectares offrant une capacité de 12 000 conteneurs équivalent vingt pieds (EVP) et des équipements de manutention. Le terminal est doté de 02 portiques de quai et 04 portiques de quai. Il offre 330 prises de conteneurs frigorifiques. ALT est dirigé par David Reekmans.

La cérémonie du lancement officiel des activités de la filiale AGL Lobito Terminal (ALT) présidée par l'honorable Dr Ricardo Viegas de Abreu, Ministre des Transports de Angola, s'est déroulée en présence du président de l'AGL, Philippe Labonne, et de responsables de Zambie et de la République démocratique du Congo.



ENTRETIEN AVEC SON EXCELLENCE MONSIEUR LE CONSUL GÉNÉRAL D'ANGOLA

INTERVIEW M&B MAGAZINE - PHOTOS @PHOTOAFRICAINSIDE

Le Consul Général d'Angola SEM Antonio Serrao Nunes a accepté d'accorder un entretien à la rédaction de M&B Magazine. Il nous a reçu à Lubumbashi.

Excellence, pourriez-vous vous présenter en quelques mots ?

Je m'appelle Antonio Serrao Nunes. Je suis à Lubumbashi depuis presque 4 ans, comme Consul général d'Angola. Je suis diplomate depuis plus de 30 ans, mais comme chef de mission, c'est une première expérience.

Je m'efforce de rapprocher les deux pays dans les domaines du commerce, de la culture et des aspects politiques. C'est un exercice très intéressant auquel je prends beaucoup de plaisir.

Votre niveau de Français est parfait. Où l'avez-vous appris ?

J'ai vécu à Kinshasa de nombreuses années en tant que réfugié angolais.



J'ai fait mes études universitaires en Ex-Yougoslavie et je suis diplômé en économie.

Quel est l'état des relations économiques entre l'Angola et la RDC ?

Les Angolais du temps colonial étaient des hommes d'affaires puissants au Congo. Mais il y a eu une rupture et le commerce n'est plus aussi important. Cependant, l'intérêt existe, même si du côté angolais,

on ne travaille pas assez à connaître les réalités des besoins congolais.

Le potentiel que l'on doit être boosté entre les deux États, pays frères. On partage la même frontière de plus de 2000 kilomètres, le même peuple vit d'un côté comme de l'autre. Il existe des échanges frontaliers, mais ils ne sont pas substantiels.

Comment améliorer ces flux ?

Nous attendons beaucoup du corridor de Lobito, un projet énorme qui va promouvoir les affaires entre l'Angola, la RDC et la Zambie.

Ce couloir va servir surtout à l'exportation des minéraux. Actuellement, cela demande énormément de jours pour arriver aux ports de Dar es Salam, Beira et Durban. Par le corridor de Lobito, c'est presque la moitié du temps.

Les premiers concentrés de Kamao exportés par ce nouveau corridor de Lobito



« NOUS ATTENDONS BEAUCOUP DU CORRIDOR DE LOBITO, UN PROJET ÉNORME QUI VA PROMOUVOIR LES AFFAIRES ENTRE L'ANGOLA, LA RDC ET LA ZAMBIE »

ont eu lieu en décembre dernier. C'est un premier démarrage, car il subsiste une petite entrave due à l'état d'infrastructures de la frontière congolaise.

Cette "locomotive" devrait booster et amener les échanges au niveau désiré. Quels sont les produits à commercialiser ?

L'Angola a, pour certains produits agricoles, un surplus qu'on pourrait exporter vers la RDC. Parlons concrètement du maïs, capital pour l'alimentation des populations du Katanga. L'Angola possède chaque année d'un petit excédent qu'on pourrait

naturellement mettre à disposition de la population congolaise.

Avez-vous des chiffres ?

Les exportations vers la RDC en 2022 atteignaient environ 100 millions de dollars. Il existe aussi de nombreuses transactions frontalières qui, malheureusement, ne sont pas encore enregistrées dans les statistiques.

Cela implique de créer les conditions pour que toutes les transactions entre les deux pays représentent non seulement des flux de marchandises, mais aussi des flux financiers qui apparaissent de manière transparente dans nos

systèmes monétaires. On parle continuellement de potentiel économique des deux États. Désormais transformer la richesse potentielle en richesse réelle, avec un réel impact socio-économique doit être notre leitmotiv. Les milieux d'affaires des deux pays doivent beaucoup plus investir dans le secteur agricole.

Un dernier mot sur la relation entre Angola et RDC ?

Les relations entre nos deux pays frères sont bonnes et pacifiques. On partage la même culture. Il reste de petits aprioris qui ne trouvent pas leur origine dans la réalité des choses. Mais on va travailler dessus pour promouvoir le rapprochement entre les deux nations. ■

COMBIEN DE ROUTES SERONT-ELLES RÉELLEMENT RECONSTRUITES AVEC L'ACCORD RDC-GEC ?



PHOTO : GROUPE FORREST

La République Démocratique du Congo (RDC) vient de franchir une étape importante dans son partenariat avec la Chine en renégociant les termes d'un accord estimé à 7 milliards de dollars. Cet accord initialisé par le Président Kabila en 2008 a été réajusté vers la partie congolaise.

La RDC et le Groupement des Entreprises Chinoises (GEC) ont signé, jeudi 14 mars à Kinshasa, le 5e avenant de la convention de 2008. La RDC avait négocié, il y a 16 ans, un contrat avec le GEC prévoyant l'octroi de gisements de cobalt et de cuivre en échange de la construction d'infrastructures. En 2023, le Président Tshisekedi l'avait jugé défavorable aux intérêts congolais et avait demandé sa révision.

Ce rééquilibrage satisfait le Gouvernement congolais et met fin au con-

tentieux entre la RDC et le Groupement d'Entreprises Chinoises (GEC). Désormais, les bénéfices issus de cet engagement doivent être réinvestis dans le développement des infrastructures nationales, notamment la construction de routes.

Parmi les points d'accord figure la révision à la hausse du montant d'investissement pour les infrastructures. Il passera de 3,2 à 7 milliards de dollars. « Cela représente la construction d'environ 5000 km de routes. Cet avenant consacre aussi la participation de la RDC dans le capital de SICOHYDRO de Busanga (60% GEC et 40% RDC) » a précisé Alexis Gisaro, ministre des Infrastructures et Travaux publics.

L'Observatoire de la Dépense publique (ODEP) et l'ASADHO estiment qu'un autre contentieux concerne tous ceux qui ont participé à la gestion du contrat chinois, entre 2008 et 2023. Ils auraient commis des abus qui mériteraient des poursuites judiciaires.

Les deux structures ont ainsi mis en évidence la surfacturation de coûts d'infrastructures, l'ambiguïté et la confusion concernant le prêt de 32 millions de dollars accordé à la Gécamines par Sicomines. D'autres points comme le paiement injustifié de 4,8% des montants des travaux au titre de somme à valoir et le paiement injustifié de la taxe sur les travaux de voiries dans le Lualaba sont sur la sellette.

M&B AVEC ECOMINE.CD



MACHINE MINIÈRE VENTE DES ENGINES LOURDS PIÈCES DE RECHANGES ET ENTRETIEN



LUBUMBASHI - ROUTE M'SIRI
+243 83 644 90 95

GSAD
#2024
 3È ÉDITION

21-22-23 AOÛT 2024

📍 PULLMAN GRAND KARAVIA - LUBUMBASHI, RDC

PROGRAMME :



THÈME

AGRO-INDUSTRIE EN AFRIQUE :

LES AXES PRIORITAIRES

- ENERGIES
- INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES
- TRANSPORT
- BANQUE, FINANCEMENT ET INVESTISSEMENT
- NOUVELLE TECHNOLOGIE NUMÉRIQUE
- LES MINES POUR LA CONTRIBUTION AU DÉVELOPPEMENT DURABLE.



AGRICULTURE, ÉLEVAGE & ENVIRONNEMENT

2024

RDC

*SORTIR DE L'AGRICULTURE
IMPRODUCTIVE*

SORTIR DE L'AGRICULTURE IMPRODUCTIVE

POUR QUE L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE PROGRESSE SUR LE PLAN ÉCONOMIQUE, L'AMÉLIORATION DE SON AGRICULTURE DOIT ÊTRE UNE PRIORITÉ ABSOLUE

L'Afrique subsaharienne produit aujourd'hui plus de six fois plus de nourriture qu'en 1961. Le continent a simplement quadruplé sa production agricole, comme le montre ce graphique. Pourtant, cette hausse de production ne se traduit pas dans l'économie et ne paraît avoir aucun impact sur la santé sur le continent, analyse Peter Coy, chroniqueur du New York Times.

Avec le développement économique les agriculteurs sont devenus plus efficaces, ce qui permet à leurs enfants de travailler dans les usines. L'augmentation de la production industrielle enrichit la population, et la demande alimentaire est en progression. La mécanisation de l'agriculture permet une meilleure efficacité et rentabilité. Ces améliorations des secteurs agricole et industriel ont un effet conjugué bénéfique.

Malheureusement, cet effet ne se produit pas en Afrique subsaharienne. L'exemple de Enock Chikava, directeur intérimaire du développement agricole est intéressant. Il a grandi avec 10 frères et sœurs sur une petite ferme au Zimbabwe. « *En tant que garçon, je passais de longs étés, de mai à octobre, à ramasser les débris de cultures et les feuilles de la forêt voisine pour les mélanger au sol comme engrais* », se souvient-il dans un article de 2021 pour

la Fondation Gates. Chikava, qui a ensuite fait des études en économie agricole et en stratégie commerciale, affirme que la croissance économique dans le secteur agricole est plus de deux fois plus efficace pour réduire la pauvreté que la croissance dans d'autres secteurs.

Améliorer la productivité des agriculteurs africains nécessite trois choses, selon lui : l'innovation, l'extension (ce qui signifie introduire des innovations aux agriculteurs) et des incitations de marché.

Passer par le numérique

Des progrès ont été réalisés sur ces trois fronts. Le manioc, par exemple, est un aliment de base dans une grande partie de l'Afrique et résiste à la sécheresse. De nouvelles variétés, appelées Baba 70 et Game Changer, peuvent plus que quadrupler les rendements à l'hectare dans les petites exploitations du Nigeria lorsqu'elles sont cultivées avec de bonnes pratiques agronomiques et un bon contrôle des mauvaises herbes, a déclaré Chikava.

Pour ce qui est de la vulgarisation, les pays informent les agriculteurs par voie numérique parce qu'ils n'ont pas les moyens d'envoyer suffisamment d'agents de vulgarisation sur le terrain. En ce qui

concerne les incitations commerciales, les pays subsahariens soutiennent les prix et mettent en place des subventions pour les intrants tels que les engrais. Cela peut choquer les partisans de l'économie de marché, mais c'est souvent le seul moyen d'empêcher les agriculteurs d'abandonner parce qu'ils ne peuvent pas gagner leur vie, a déclaré M. Chikava.

Des entreprises technologiques apparaissent pour les aider. C'est le cas de Releaf, une entreprise de technologie agricole basée à Lagos, au Nigeria, qui fournit de l'huile de palme à des entreprises agroalimentaires. Elle utilise la cartographie géospatiale et d'autres technologies pour implanter de petites installations de transformation plus près des cultivateurs de noix de palme, qui n'ont pas les moyens d'expédier les noix sur de longues distances.

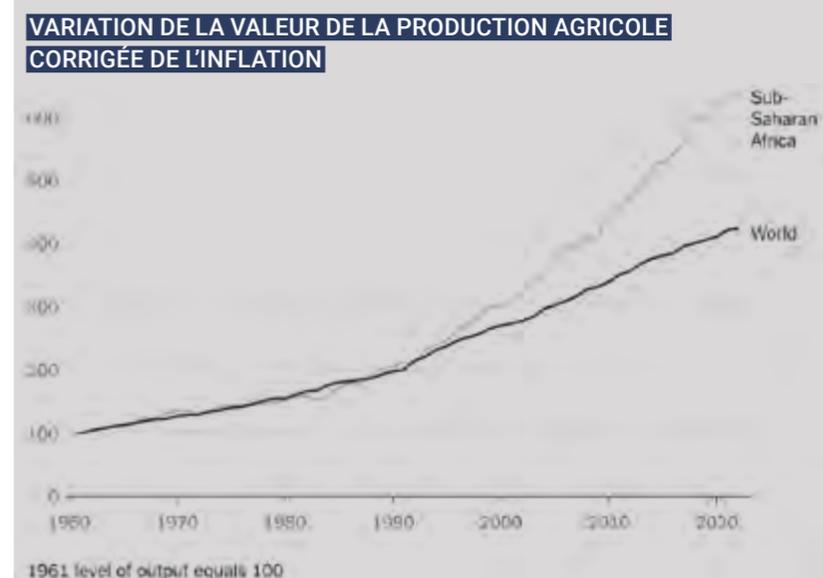
Des opportunités économiques manquées

Mais le chemin à parcourir reste encore long. La faible productivité s'explique également par le fait qu'en vertu du régime foncier en vigueur dans une grande partie de l'Afrique, les gens ne conservent la terre que s'ils continuent à l'utiliser. Ainsi, certains agriculteurs se contentent de maintenir leurs droits, comme l'explique Kate Schecter, prési-

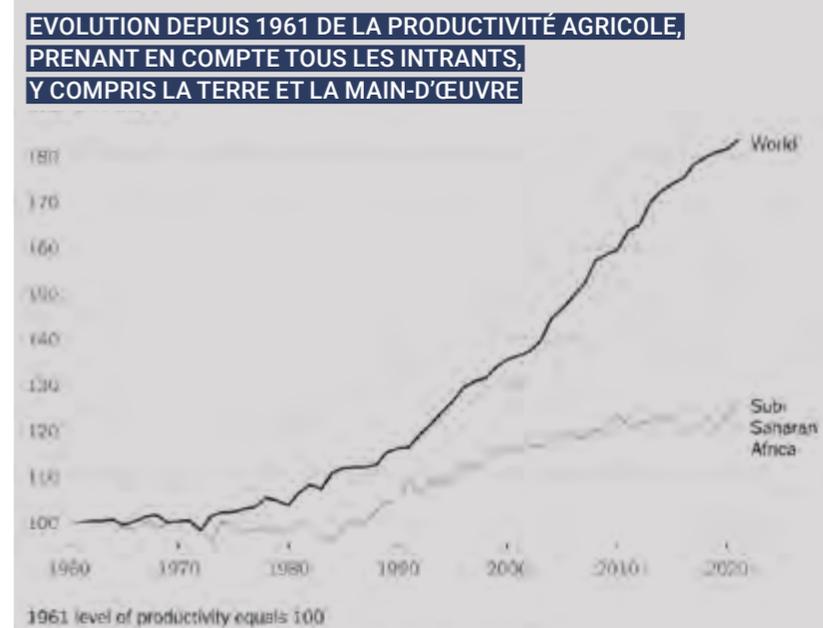
dente de World Neighbors, une organisation caritative basée aux États-Unis qui opère dans 14 pays, dont six en Afrique. Christopher Udry, professeur d'économie à l'université Northwestern, a enseigné dans le secondaire au Ghana lorsqu'il faisait partie du Peace Corps dans les années 1980. Il a été marqué par les opportunités économiques manquées. Des enfants parlant quatre langues abandonnaient l'école après l'école primaire parce qu'ils ne pouvaient pas se rendre à l'école secondaire la plus proche. « *Lorsque vous rencontrez des gens qui vivent ce quotidien, il est difficile de penser à autre chose* », a-t-il déclaré lors d'un entretien avec l'université de Yale. Il se confirme que les rendements agricoles diminuent le plus dans les endroits où les agriculteurs peuvent faire autre chose de leur temps. Plus les opportunités se multiplient dans les villes, plus l'exode rural est important dans le monde agricole.

Pour que l'Afrique subsaharienne progresse sur le plan économique, l'amélioration de son agriculture doit être une priorité absolue.

SOURCE : PETER COY, CHRONIQUEUR ÉCONOMIQUE CHEVRONNÉ DU NEW YORK TIMES (1ER AVRIL 2024)



Le graphique suivant donne cependant une image beaucoup plus sombre. Il montre que l'Afrique subsaharienne est nettement à la traîne par rapport au reste du monde en ce qui concerne l'amélioration de la productivité totale des facteurs de l'agriculture.



Ces deux graphiques nous montrent que même si l'Afrique augmente sa production de cultures, d'élevage, etc., elle y parvient seulement en augmentant massivement ses intrants. Cela signifie une augmentation du nombre d'agriculteurs, de terres cultivées ou de pâturages. C'est mieux que si la production agricole n'avait pas du tout augmenté, mais le sous-continent a besoin de plus pour progresser économiquement.

Source: Food and Agriculture Organization of the United Nations • By The New York Times

LA TOXICITÉ DES RIVIÈRES PROCHE DES MINES MENACE LES POPULATIONS RIVERAINES

L'eau des rivières près de certaines des plus grandes mines de cuivre et de cobalt en RDC est toxique et pourrait être à l'origine de problèmes de santé généralisés. Des scientifiques de l'Université de Lubumbashi en RDC ont testé l'eau de quatre rivières ce mois-ci près de certaines des plus grandes mines du pays et les ont trouvées « hyper-acides » ou « très acides », selon un rapport publié mercredi par RAID, un observatoire basé au Royaume-Uni, et African Resources Watch de la RDC, deux institutions à l'origine de cette recherche.

Les résultats préliminaires indiquent que les quatre rivières « sont devenues incapables d'accueillir des poissons et que leur eau est toxique pour la santé humaine et animale ». Les mineurs congolais utilisent d'énormes quantités d'acide pour traiter le minerai de cuivre et de cobalt. Selon la loi minière du pays, les entreprises sont censées empêcher les eaux usées toxiques de contaminer les eaux souterraines ou les cours d'eau locaux.

Un siècle d'exploitation minière

Le rapport, basé sur 19 mois de recherche dans 25 villages et villes près de cinq grandes mines, suggère que plus d'un siècle d'exploitation minière dans la région a rendu les sources d'eau clés inutilisables et que la pollution est en augmentation. Presque tous les agriculteurs et pêcheurs interrogés ont déclaré que leurs récoltes et leurs prises avaient

diminué « dramatiquement » au cours des dernières années. En 2023, la RDC est devenue le deuxième plus grand producteur de cuivre et fournit environ 70% du cobalt mondial, utilisé dans de nombreuses batteries de véhicules électriques. Les groupes ont étudié les communautés près des mines appartenant à Glencore Plc, à la Eurasian Resources Group soutenue par le Kazakhstan et au China's Zijin Mining Group et au CMOC Group.

Pollution historique

Les entreprises, qui ont toutes parlé à Afrewatch et RAID, ont déclaré que « la pollution historique des anciennes mines, la contamination des mines artisanales et d'autres activités étaient largement responsables » de l'état de l'eau de la région, selon le rapport. Les réponses des creuseurs, qui ont également mis en avant les mesures qu'ils prennent pour réduire le risque de contamination, ont été publiées sur le site web de RAID. En réponse aux questions des chercheurs, Glencore a écrit qu'elle surveille la qualité de l'eau dans ses opérations conformément à la réglementation congolaise et aux meilleures pratiques internationales. CMOC a, de son côté, déclaré qu'elle était engagée à respecter les lois environnementales et qu'elle surveille régulièrement les eaux de surface, les eaux souterraines et l'eau potable. ERG a déclaré que son opération ne rejette pas dans les rivières, et que ses contrôles ne montrent aucune pollu-

tion. La société a entrepris un programme de forage de puits, ajoutant que trois déversements chimiques mineurs n'avaient aucun impact environnemental continu. Zijin, dans sa réponse aux questions des chercheurs, a déclaré qu'elle teste régulièrement la qualité de l'eau et a mis en place des mesures pour prévenir les fuites d'eaux usées acides et alcalines de ses opérations.

Eau potable

Les médecins et infirmières près de certaines des mines ont déclaré aux chercheurs qu'ils voyaient plus de cas de problèmes de peau, d'yeux et respiratoires, tandis que les femmes signalaient des problèmes généralisés, notamment des menstruations irrégulières, des infections, des fausses couches accrues et des malformations congénitales. « Ces professionnels de la santé n'ont pas pu certifier que ces problèmes de santé étaient directement liés à la pollution de l'eau », selon le rapport, « mais ils ont néanmoins estimé que des corrélations pourraient être établies ». Les deux organisations ont exhorté les entreprises minières à fournir de l'eau potable aux communautés avoisinantes et à respecter la législation congolaise, que le gouvernement n'a pas réussi à faire respecter, en partie à cause d'un « manque de ressources et d'expertise ».

SOURCE : BLOOMBERG



TROUVEZ UNE OREILLE ATTENTIVE À VOS BESOINS INFORMATIQUES



NOS PRODUITS

Nous offrons des solutions informatiques adaptées pour vos besoins professionnels

INFOGERANCE

Gestion partielle ou total des ressources informatiques des entreprises

BUSINESS SOLUTION & APPLICATION

1. Solution de pointage électronique (Time Attendance)
2. Logiciel de gestion pour entreprise (ERP)
3. Solution Office 365 (ERP)

MAINTENANCE INFORMATIQUE

Assurer le bon fonctionnement des matériels informatiques

INFRASTRUCTURES

1. Conception, Installation et Configuration des Réseaux & Systèmes serveurs
2. Noc
3. Soc (centre des opérations de Sécurité)
4. Téléphonie IP
5. Vidéos Surveillances (CCTV) et Contrôle d'accès

SECURITE

1. Antivirus
2. Solution de sauvegarde des données
3. Audit et Pen Test

Appelez à ce numéro +243 821 870 281 pour toute assistance gratuite

VOTRE SOLUTION EN RDC



ENERGIE

2024



RDC
UN POTENTIEL ÉNERGÉTIQUE
GIGANTESQUE

UN POTENTIEL ÉNERGÉTIQUE GIGANTESQUE... MAIS DES COUPURES CHAQUE JOUR

L'INDUSTRIE CONGOLAISE DE L'ÉLECTRICITÉ N'EXPLOITE QUE 3% DES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES DU PAYS

Avec de fortes précipitations, son grand fleuve et ses rivières pérennes, la RDC est un pays riche en eau, mais les infrastructures d'approvisionnement restent médiocres. Malgré l'abondance des eaux de surface, la grande majorité de la population dépend des eaux souterraines pour l'approvisionnement en eau, en particulier des sources, qui constituent la principale source d'eau potable pour jusqu'à 90 % de la population rurale.

L'industrie congolaise de l'électricité n'exploite que 3% des ressources énergétiques du pays. Ces richesses ou potentiels font pourtant du Congo une des places fortes pour l'investissement dans les énergies propres, indispensables dans la transition énergétique mondiale. Seules six des 26 nouvelles capitales provinciales sont accessibles par la route depuis Kinshasa, et le pays affiche l'un des taux d'électrification les plus faibles d'Afrique, soit 15 à 20 % (TI, 2022). Le pays dispose d'un potentiel énergétique très varié : de l'hydroélectricité aux réserves prouvées de charbon en passant par le bois, les réserves prouvées de pétrole, le méthane, l'énergie solaire, la biomasse agricole, le biocarburant, l'énergie géothermique, etc. Le fleuve Congo offre à la RDC un potentiel énergétique exploitable réparti sur 780 sites situés dans 145 territoires et 76 000

villages. Ce potentiel représente environ 37% du potentiel total africain et près de 6% du potentiel mondial.

Sortir du grand sommeil

Malgré des millions de dollars de financement de la part des donateurs, selon la Banque mondiale, seuls 20 % des 108 millions d'habitants de la RDC ont accès à l'électricité - environ 41 % dans les zones urbaines et 1 % dans les zones rurales. Le manque d'accès à des services électriques modernes nuit à la santé, à l'éducation et au potentiel de génération de revenus de millions de Congolais. La plupart des projets de production d'électricité sont dirigés et financés par des sociétés minières qui cherchent à alimenter leurs installations en électricité.

La RDC dispose d'une capacité installée de plus de 2 500 MW d'énergie hydroélectrique, mais avec un taux d'électrification d'environ 20 %, le pays reste à court d'une quantité équivalente malgré une capacité. L'immense projet Grand Inga possède une puissance potentielle estimée 39 000 MW. Le gouvernement congolais a identifié 217 sites pour développer davantage son potentiel hydroélectrique avec le développement d'un Atlas des énergies renouvelables en 2014. Cette démarche a permis de sélectionner 780

sites, dont certains serviront de sites de développement du potentiel solaire et éolien du pays.

Sur la puissance totale installée en RDC, la Société nationale d'électricité (SNEL) dispose d'un parc de production d'environ 2 416 MW, soit 96 % de la puissance nationale installée, constitué essentiellement des centrales hydroélectriques. Cependant, la production effective n'est que de 6 000 à 7 000 Gwh. Les auto-producteurs se partagent les 100 MW restants de la puissance installée, soit 4 % estime un rapport de la SNEL. Malgré son potentiel, le taux d'électrification en RDC demeure faible, seulement 20 % des 96 millions d'habitants ont accès à l'électricité issue à 99 % de l'hydroélectricité et la vision du gouvernement est d'accroître le taux de desserte jusqu'à 32 % en 2030. Ce paradoxe est dû soit à cause de la vétusté des installations datant de la période coloniale soit par manque de nouveaux investisseurs dans le secteur. De nouveaux investisseurs se lancent dans la distribution de l'électricité.

La privatisation : l'autre clé

Des projets de taille modeste autour des énergies renouvelables sont susceptibles aujourd'hui d'accroître de façon significative l'électricité disponible



et ils peuvent permettre d'augmenter l'accès à l'électricité pour les Congolais, particulièrement dans les zones rurales. « L'énergie est un élément important de l'infrastructure. Le Congo est un gros consommateur d'énergie, mais pour l'instant, chaque opérateur utilise des groupes électrogènes, car il n'y

a pas assez d'énergie », constate Dr James Mwangi, Président d'Equity Holdings, une des deux plus grandes banques, en termes d'actifs, en RDC. Avec un gisement solaire qui atteint les 200 TWh, les entrepreneurs voient une opportunité en or dans le secteur. En 2014, une nouvelle loi sur l'électricité

a été adoptée en RDC, permettant de libéraliser le secteur de l'énergie aux producteurs indépendants et aux énergies renouvelables. Résultat, six ans plus tard, on compte six projets réalisés, dont cinq privés, et neuf projets en cours, en Ituri (Isiro Moyi Power) au Kivu (Symbion Power), au Kasai (Enercac et EDC), au

CONSOMMATION ÉNERGÉTIQUE EN RDC

54 MINIERS CONSOMMENT 70% DE L'ÉLECTRICITÉ 20 MILLIONS D'HABITANTS EN CONSOMMENT 30%

ELECTRICITÉ

Seules six des 26 nouvelles capitales provinciales sont accessibles par la route depuis Kinshasa, et le pays affiche l'un des taux d'électrification les plus faibles d'Afrique, soit 15 à 20 % (TI, 2022). La moyenne en Afrique est de 42%.

10% de l'électricité consommée est importée.

RÉPARTITION DE LA CONSOMMATION D'ÉLECTRICITÉ PAR SECTEUR :

- 10.3 TWh : consommation totale
- 7.0 TWh : industrie extractive
- 1.8 TWh : résidentiel
- 1.5 : services publics et commerciaux

LES PRODUITS PÉTROLIERS ET GAZIERS

Ils représentent 3% du bilan de la consommation énergétique en RDC. Les secteurs de l'industrie extractive, du transport et les

ménages sont les principaux usagers. 93% : le bois de chauffe (le makala) est la source d'énergie la plus consommée. 100% des ménages soit environ 95 millions d'habitants utilisent le makala à des fins domestiques.

La déforestation du bassin du Congo est directement liée à la consommation excessive de bois-énergie « makala » (son prélèvement est supérieur au reboisement)
SOURCE SNEL - DÉCEMBRE 2022

LA RDC DISPOSE D'UN POTENTIEL DE 66 MILLIARDS DE NORMOMÈTRES CUBES DE GAZ DISSOUS DANS LES EAUX DU LAC KIVU ET DE 22 MILLIARDS DE BARILS DE PÉTROLE SUR L'ENSEMBLE DES BASSINS SEGMENTAIRES

Lualaba (Sicohydro, Sky Power, etc.), en Haut-Katanga (Kipay), entre autres. Nuru, une entreprise congolaise, créée par Archib Lobo et Jonathan Shaw est un modèle de réussite par excellence. Nuru vient de lever 70 millions de dollars sur les marchés internationaux pour construire de nouvelles microcentrales solaires, soit dix fois le capital investi en 2019 dans « Goma I », le premier site de Nuru fonctionnel depuis janvier début 2020 et qui alimente 3 000 clients (1 700 ménages, 700 PME, 600 institutions sociales). « Sans électricité, donc sans tissu entrepreneurial, comment empêcher les jeunes sans emploi de rejoindre les groupes armés qui vivent de l'économie du sang dans les zones minières ou du commerce de charbon de bois, produit de la déforestation dans les zones d'insécurité ? », estime Archib Lobo. Nuru a installé 4 000 panneaux solaires installés à « Goma I » qui fournissent 75 % des 1,3 mégawatt (MW) produits. Le complément est assuré par deux géné-

rateurs au diésel qui prennent le relai, la nuit, lorsque les deux super batteries Tesla sont à plat. L'entreprise développe entretemps le projet solaire Bulengo, auquel s'ajoute la fourniture d'électricité hydraulique par les barrages construits dans les parcs des Virunga, Nuru espère fournir l'accès à l'électricité à plus de 29 000 clients. Sans compter, en dehors de la capitale provinciale du Nord-Kivu, les 13 MW prévus à Bunia, au nord-est, frontalier de l'Ouganda et d'autres plus au centre, à Kindu et Mbuji-Mayi. « Pour espérer toucher 5 millions de personnes, comme nous en rêvons, il faut produire 150 MW », calcule Archib Lobo.

Les hydrocarbures

Début 2023, trois entreprises nord-américaines ont remporté l'appel d'offres pour l'exploitation des blocs de gaz méthane du lac Kivu : Symbion Power & Red, pour le bloc dit « Makelele », Winds Exploration and Production LLC (bloc

Idjwi) et Alfajiri Energy Corporation (bloc Lwandjofu). Symbion Power, basée aux États-Unis, qui a déjà développé deux projets similaires sur la rive rwandaise du lac Kivu, a proposé un projet de conversion du gaz en électricité de 60 mégawatts. L'électricité de sa concession de Makelele desservira Goma et le Sud-Kivu.

La RDC dispose d'un potentiel de 66 milliards de normomètres cubes de gaz dissous dans les eaux du lac Kivu et de 22 milliards de barils de pétrole sur l'ensemble des bassins segmentaires – le Bassin côtier (nord-ouest), la Cuvette centrale, dans le Graben Tanganyika (sud-est) et dans le Graben Albertine (nord-est). Fin 2022, la production du pétrole brut plafonnait à 8 millions de barils par an sur un potentiel national estimé à 20 milliards de barils. Source : Anapi, Le Monde, Jeune Afrique, The Conversation, PNUD, Energy Statistics Data Browser, Banque mondiale. ■

sites identifiés dans sa partie nord Fort potentiel en biomasse (environ 40.000.000 hectares de forêts sur les 86 millions que regorge la RDC Les besoins énergétiques (2012) de la province sont estimés à 426, 085 MW (tous les territoires de l'Équateur), contre une disponibilité de l'ordre de 26, 770MW (2010) Bon niveau d'ensoleillement avec des valeurs situées entre 5 et 5,5 kWh /m²/j.

*DONNÉES ATLAS DU MINISTÈRE DES RESSOURCES HYDRAULIQUES, KINSHASA 2014

SITUATION ÉNERGÉTIQUE DANS QUELQUES PROVINCES CLÉS

KINSHASA

Potentiel solaire : l'ensoleillement moyen varie entre 3,22 et 4,89 kWh/m²/j
Potentiel éolien : la moyenne annuelle de la vitesse du vent mesurée à 10 m de hauteur est de 1,3 m/s ;
Taux d'électrification : 44,1%.

GRAND KATANGA

Potentiel solaire : 6,5 kWh/m²/j
Potentiel éolien : vitesse de vent moyenne de plus de 5m/sec ;
 La puissance installée est de 567 MW, alors que la demande actuelle est évaluée à près de 900 MW (dont 600 MW uniquement pour le secteur minier).

NORD-KIVU

Le taux d'électrification actuelle est estimé à 3,1 %
 La puissance installable peut atteindre 240,3 MW
Potentiel en biomasse : l'énergie annuelle productible peut atteindre 76.583,74 MWh
Potentiel solaire : l'ensoleillement moyen varie entre 4 et 5,5 kWh/m²/j
Gaz naturel : le potentiel pourrait atteindre 57,00 Milliards de Nm³.

GRAND ÉQUATEUR

Le taux d'électrification : très bas ≈1.4% alors que la province dispose de plusieurs



VIN DU MOIS

de mai 2024

Pouilly Fumé

MAISON CASTEL
 - FRANCE -



Robe : Légèrement dorée
Nez : Notes minéral de pierre à fusil et de citron
Bouche : Fraîcheur et finesse



Servir entre 10 et 12°C
 Se garde de 1 à 3 ans



Apéritif, poisson, crustacé, coquillage, volaille à la crème



Tél : 099 68 46 783
 bras.lacledeschateaux@castel-afrique.com
 Av. Kibati numéro 14, Q / industriel.



Tél : 081 35 97 012
 1, avenue Des Roches - Q / Golf - Lubumbashi

DU SOLAIRE POUR LA RDC AVEC LE GROUPE FORREST INTERNATIONAL

**« LES MINICENTRALES DE GFI,
UNE SOLUTION DURABLE
ET FINANCIÈREMENT
PLUS AVANTAGEUSE »**

Le Groupe Forrest International déploie des dizaines de minicentrales photovoltaïques pour permettre aux entreprises et aux ménages de s'affranchir des délestages imposés par le réseau électrique national. Ce projet s'inscrit dans un contexte de déficit énergétique chronique, alors que l'Afrique bénéficie pourtant d'exceptionnelles conditions favorisant le déploiement de l'énergie solaire, particulièrement adaptée à l'électrification des zones rurales et reculées.

En Afrique subsaharienne, un habitant sur deux n'a pas accès à l'électricité, d'après la Banque mondiale. Sur un continent où la consommation annuelle par habitant est près de 70 fois inférieure à celle des États-Unis, et 35 fois moins élevée qu'en Europe, ce sont donc de 600 à 700 millions d'Africains qui n'ont, toujours, aucun accès à une source d'électricité. Une pénurie énergétique qui handicape les populations les plus pauvres, isolées et vulnérables, et qui entretient le sous-développement de régions entières.

Investir en faveur des énergies renouvelables

Les pays d'Afrique disposant, en moyenne, de 3 000 heures annuelles d'ensoleillement. Un potentiel aussi

ahurissant que singulièrement sous-exploité, l'Afrique subsaharienne n'abritant, pour l'heure, que 1 % de la capacité solaire photovoltaïque installée au monde. Moins glorieux encore, les investissements en faveur des énergies renouvelables auraient, en 2021, atteint leur plus bas historique sur le continent, d'après un rapport du cabinet Bloomberg New Energy Finance. Le rapport révélait que l'Afrique n'aurait attiré que 2,6 milliards de dollars, soit 0,6 % des montants investis au niveau mondial vers les énergies propres.

Résultat, en dépit de conditions météorologiques plus que favorables, les 48 pays d'Afrique subsaharienne et leur milliard d'habitants ne disposent que de 46 gigawatts (GW) de capacité solaire installée contre, par exemple, 106 GW pour la seule Espagne. Plusieurs obstacles, faiblesse structurelle des cadres réglementaires, déploiement aléatoire et défaillant des réseaux électriques, notamment dans les régions rurales et isolées, et l'inadaptation des outils de financement existants ou encore le peu d'appétence des investisseurs locaux contribuent à ces attermolements. Autant d'obstacles structurels qui nuisent au déploiement de l'énergie solaire en Afrique, alors que celui-ci représenterait de nombreux atouts pour le continent.

Au-delà de son ensoleillement privilégié, l'Afrique abritant, selon l'Agence internationale de l'énergie, 60 % des emplacements idéaux pour l'énergie solaire, le continent bénéficierait en effet, avec le photovoltaïque, d'une solution très compétitive par rapport aux énergies thermiques; particulièrement simples à faire fonctionner, les installations solaires sont aussi rapides à construire et s'adaptent facilement aux spécificités locales. L'énergie solaire étant décentralisée, c'est-à-dire qu'elle peut fonctionner sans le soutien des réseaux de transport et de distribution traditionnels, elle constitue une solution singulièrement adaptée pour les populations éloignées des grands centres urbains. Et c'est là qu'entre en jeu GFI.

Des minicentrales séduisantes

Le Groupe Forrest International (GFI), via sa filiale spécialisée Congo Energy, se trouve de plus en plus sollicité pour installer de petites centrales solaires. Dans un pays extrêmement vaste, où les pénuries et délestages sont le lot quotidien des entreprises comme des particuliers, ces centrales solaires permettent une autonomie vis-à-vis d'un réseau central très instable et peu fiable. Remplaçant avantageusement les groupes électrogènes bruyants, pollu-

ants et au fonctionnement onéreux, les minicentrales de GFI offrent à leurs utilisateurs une solution durable, dépourvue de nuisances sonores et financièrement plus avantageuse, car fonctionnant à partir d'une ressource, le soleil, illimitée et gratuite.

Le succès de ces centrales photovoltaïques miniatures a touché d'autres pays en Afrique. Au Bénin, où seuls 18 % des ruraux ont accès à l'électricité, près d'une centaine de ces « minigrids » (miniréseaux), dont la construction est encouragée par les autorités locales, devraient ainsi voir le jour avant la fin de 2024. En retard sur ses voisins marocain et tunisien, l'Algérie mise également, mais à plus grande échelle cette fois, sur l'énergie solaire, le pays visant, à l'horizon 2030, une capacité totale de 22 000 MW afin de l'aider à sortir de son

LES PAYS D'AFRIQUE DISPOSANT, EN MOYENNE, DE 3 000 HEURES ANNUELLES D'ENSOLEILLEMENT. UN POTENTIEL AHURISSANT ET SOUS-EXPLOITÉ

hyperdépendance aux énergies fossiles. Multiplier les mini réseaux? L'engouement pour l'énergie photovoltaïque gagne donc peu à peu l'ensemble du continent. L'Afrique subsaharienne compte déjà 3 000 minicentrales solaires — contre 500 en 2010 — et pourrait en accueillir près de 10 000 nouvelles à moyen terme selon un rapport de la Banque mondiale. Loin, très loin même, des 160 000 mini réseaux nécessaires, selon l'institution financière, pour com-

bler le déficit énergétique en Afrique. Pourtant, « les mini réseaux sont la réponse la plus adaptée au déficit d'accès à l'énergie dans les zones rurales » du continent, veut croire le chercheur Suleiman Bahamanu, selon qui le développement de l'énergie solaire photovoltaïque serait particulièrement « en phase avec les engagements (des pays africains) en faveur de la transition énergétique ».

M&B AVEC AFRIK21



CANALBOX

VIVEZ L'INTERNET
ILLIMITÉ

TECH & COM

2024

PARTAGEZ PLUS, DÉPENSEZ MOINS,
**PROFITEZ
À FOND**

LA FIBRE CANALBOX
LA CONNEXION ILLIMITÉE À PARTAGER
DANS TOUTE LA MAISON.

☎ **084 44 93 444**

📘 CANALBOX RDC

relationclientcanalboxrdc@gva.africa

www.canalbox.cd

LE CONTEXTE

LE MARCHÉ
DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

ONEWEB RÉVOLUTIONNE LA CONNECTIVITÉ EN AFRIQUE

ENTRETIEN AVEC **PHILIPPE BAUDRIER**
VP CONNECTIVITY AFRICA CHEZ EUTELSAT

M&B Magazine a rencontré Philippe Baudrier, VP Connectivity Africa chez Eutelsat. Il nous parle avec enthousiasme du démarrage de OneWeb qui va révolutionner la connectivité sur le continent africain.

Si cela ne vous ennue pas, nous allons commencer par ce qui fait encore l'actualité en RDC, l'interdiction de Starlink. OneWeb au contraire peut opérer. Quelle est votre spécificité ?

Notre business model est différent. Nous travaillons avec des distributeurs qui possèdent tous des licences pour commercialiser OneWeb. Nos partenaires peuvent être des opérateurs télécoms comme Airtel, Orange ou Vodacom ou des ISP, tels que Liquid technologies ou Raga. Cela fait très longtemps que le groupe Eutelsat est en Afrique et notamment en RDC à travers notre marque Konnect, fournisseur d'accès Internet, principalement pour les familles et les petites entreprises. Là, avec OneWeb, c'est différent. À travers notre réseau de partenaires, nous nous adressons au marché des entreprises telles que les Mines ou les banques qui recherchent une connexion haut débit, de grandes vitesses avec une latence faible (<100 ms) et une garantie de service.

À l'heure de la fibre optique installée peu à peu dans les grandes villes, quel est l'intérêt du satellite ?

Les coupures de fibres en Afrique sont malheureusement très fréquentes. Par

exemple, trois ont été cassées récemment en Côte d'Ivoire et un nombre considérable d'entreprises et de foyers ont été mis dans le noir. C'est pour cela que le satellite reste un élément essentiel des technologies terrestres. Grâce à l'offre globale d'Eutelsat, GEO et LEO, nous sommes en mesure de satisfaire tous les besoins, en particulier ceux de redondance et de complémentarité technologique. L'offre Eutelsat aujourd'hui est la seule qui permet de couvrir 100% de la RDC en haut débit, même les zones les plus reculées où nous rencontrons un important succès grâce à la mise en place de Hotspots Wifi dans les villages.

Pour quel type de clients ?

Il peut s'agir d'un minier, d'un réseau bancaire, de fermes, d'ONG, de particuliers ou même des villages entiers. Le satellite est indéniablement une réponse.

Les opérateurs télécoms ne sont donc pas vos concurrents ?

Bien au contraire ! Nous sommes partenaires et nous apportons des solutions complémentaires aux offres mobiles ou terrestres. Vous savez, il peut y avoir une perte de revenus de millions de dollars en raison d'interruptions ou de réseaux mobiles qui ne sont pas forcément développés. Ainsi, Eutelsat et OneWeb, les solutions GEO ou LEO sont parfaitement adaptés à cette exigence. Cependant, il est évident que le satellite est la seule ressource dans les régions où il n'existe pas de signal 3G ou 4G. C'est tout le

travail que nous effectuons avec les opérateurs télécoms qui considèrent le satellite comme une réponse à leurs besoins plutôt qu'une offre concurrente. Et pour nous, c'est un facteur de développement.

Quand allez-vous démarrer la commercialisation du service OneWeb ?

Nous couvrons déjà l'Afrique du Sud. Dans les semaines à venir, nous couvrirons la RDC et notamment le Katanga. Progressivement tous les pays de l'Afrique seront couverts.

Présentez-nous OneWeb, s'il vous plaît

OneWeb, c'est une constellation de 648 satellites positionnés en orbite basse, à 1200 km au-dessus de nous et qui offre une couverture globale. C'est la raison pour laquelle OneWeb représente une solution idéale pour la mobilité aérienne ou maritime et même la mobilité terrestre. Ces satellites permettent aussi une vitesse extrêmement élevée à un coût compétitif. OneWeb offre des débits de connexion allant jusqu'à 195 Mbps pour le téléchargement et 30 Mbps pour monter dans le Cloud. Les satellites en orbite basse permettent à des entreprises d'utiliser des applications métiers spécifiques (real time, cloud.) car le temps de latence est d'environ 100 ms. Eutelsat OneWeb est le seul opérateur à apporter des solutions avec des débits garantis en GEO et en LEO, ce que recherchent par exemple les entreprises minières. Grâce à cette orbite basse, il est désormais permis de relier toutes les applications

métiers nécessaires aux mines grâce à des liaisons sécurisées, très rapides, avec des temps de latence très faibles, proches de la fibre optique.

Donc cela concerne les applications professionnelles. Quid de la communication pour les populations ?

En RDC, plus de 1000 villages sont connectés à notre satellite Konnect aujourd'hui. C'est 500 000 personnes qui se sont connectées depuis 3 ans à un de nos hotspots wifi. Nous sommes un acteur important pour le développement de la ruralité, du lien social, l'ouverture au monde où que vous soyez. Chaque individu peut faire l'acquisition de coupons pour téléphoner en wifi ou surfer sur internet. Pour 1\$ vous avez accès à 1 Gb de data à utiliser avec votre smartphone sur ces hotspots Wifi.



« DANS LES SEMAINES À VENIR, NOUS COUVRIRONS LA RDC ET NOTAMMENT LE KATANGA. PROGRESSIVEMENT TOUS LES PAYS DE L'AFRIQUE SERONT COUVERTS. »

Avec OneWeb, chacun d'entre nous peut-il se connecter en pleine brousse ?

Le service OneWeb est essentiellement B2B et fixe. Mais il est maintenant possible d'installer une antenne OneWeb sur un véhicule, ce qui est très pratique pour les patrouilles, que ce soit dans les parcs ou dans la sécurité aux frontières. Cependant, nous sommes également en train de travailler sur des projets de communication en mouvement, dans des trains et des bateaux.



Combien de clients Konnect a-t-elle en République Démocratique du Congo ?

Depuis le lancement de l'activité, nous avons connecté des dizaines de milliers de clients grâce à nos offres individuelles, mais aussi à nos Hotspots Wifi. Nous connectons des familles, de petites et grandes entreprises, des écoles, des hôpitaux, des fermes, principalement en zones rurales où les connexions 3G/4G ou Fibre sont de mauvaise qualité ou inexistante. Nous sommes avant tout

tion des zones rurales.

Maintenant, avec Eutelsat OneWeb, on va monter sur le haut du marché B2B, avec des besoins qui sont vraiment spécifiques et avec une garantie de service, une latence très basse pour pouvoir travailler et utiliser toutes les applications métiers. Nous travaillons avec les opérateurs Télécoms dans ce sens, mais aussi pour étendre grâce aux satellites leur couverture réseau avec des garanties de service élevées

Starlink a été une société pionnière, donc le grand public connaît mieux ce système. Quelle est la différence ?

Notre Business model est très différent de Starlink même si très souvent, on nous compare. Notre point commun, c'est que se sont deux constellations de satellites en orbite basse. Nous avons des approches différentes de commercialisation. Nous avons toujours privilégié une approche Indirecte en travaillant en étroite collaboration avec les acteurs locaux (Opérateurs Telecoms, ISP, Intégrateurs.) qui connaissent les besoins des clients et savent être très réactif et proches d'eux en cas de problème. C'est essentiel quand on s'adresse aux clients Entreprises, ce qui est notre priorité, comme les miniers qui ont un réel besoin de garantie de service. Starlink s'adresse avant tout aux familles, en direct, avec des niveaux de service différents. ■

CÔTE D'IVOIRE TURACO GOLD S'OFFRE LA MINE D'OR LA PLUS PROMETTEUSE



Le géant minier canadien Turaco Gold a conclu, fin 2023, un accord avec Endeavour Mining, plus grand producteur ouest-africain d'or, pour racheter le projet aurifère Afema. Situé à 120 km d'Abidjan près de la frontière avec le Ghana, l'actif a le potentiel pour devenir l'une des futures mines d'or de Côte d'Ivoire. L'opération a été officialisée par ses principaux acteurs, plusieurs mois après.

Turaco Gold est désormais propriétaire majoritaire du projet aurifère Afema dans le sud-est de la Côte d'Ivoire, avec 51 % d'intérêts. Début avril, la junior minière a précisé qu'elle a racheté la participation jusque-là détenue par Endeavour Mining, plus grand producteur d'or en Afrique de l'Ouest.

« La finalisation de l'acquisition du projet aurifère Afema permet à Turaco de faire progresser rapidement le projet par le biais de forages visant à définir une première estimation des ressources minérales JORC à court terme et, par la suite, de continuer à

AVEC 50 TONNES ATTENDUES EN 2023 ET 54 TONNES EN 2024, LA PRODUCTION IVOIRIENNE D'OR EST SUR UNE PENTE ASCENDANTE DEPUIS PLUSIEURS ANNÉES

accroître ces ressources », a expliqué Justin Tremain, DG de Turaco Gold. Un paiement de 1,5 million de dollars a été effectué en contrepartie à une filiale d'Endeavour, ainsi que 46,5M d'actions Turaco émises en faveur de la compagnie. Cela permet à Endeavour d'entrer au capital de Turaco avec 7 % d'intérêts, s'exposant potentiellement aux retombées financières d'une découverte d'or sur le projet Afema.

Avec 50 tonnes attendues en 2023 et 54 tonnes en 2024, la production ivoirienne d'or est sur une pente ascendante depuis plusieurs années et le développement de nouvelles mines contribuerait à maintenir cette tendance.

Ces derniers mois, Turaco a mené un important programme de forage qui devrait se poursuivre dans les prochaines semaines pour déboucher sur une estimation de ressources minérales. La société a également procédé à une cession de plusieurs actifs en vue de consacrer son énergie et ses ressources à Afema, projet dans lequel la société peut encore gagner jusqu'à 70 % d'intérêts. « Cette décision pourrait accélérer le calendrier de développement du projet et le positionner bientôt comme une des futures mines d'or de Côte d'Ivoire » estime l'Agence Ecofin.

SOURCE AGENCE ECOFIN

INTRANET

INTERNET

FIBRE OPTIQUE

VPN

VSAT

LTE

MICROCOM
façonne le futur
depuis plus
de 40 ans

Surfez partout en RDC à la vitesse supérieure et prenez de l'altitude avec la Jefibre

KINSHASA - LUBUMBASHI - KOLWEZI - GOMA - MATADI - KISANGANI
LIKASI - BUKAVU - KANANGA - MBUJI-MAYI - KASUMBALESA

KINSHASA: Direction Générale + 243 813 300 333 - microcom@micronet.net - 4, Av. Mutombo Katsh, C / Gombe
LUBUMBASHI: +243 998 252 892 - microcom@mwangaza-rdc.net - 258, Av. Adoula, C / Lubumbashi
KOLWEZI: +243 995 402 830 - microcom@kolwezi.net - 1476, Av. Kasavubu, C / Dilala

LA 6^e EDITION DU FESTIVAL CULTUREL DE LA FEMME



La 6e Edition du Festival Culturel de la Femme , cet unique Rdv annuel qui est aujourd'hui la plateforme incontournable de rencontre dans le haut-Katanga a eu lieu ce 30 mars 2024 au bâtiment Hypnose, reunissant plus de 250 femmes.

Oeuvre de la Fondation Angèle Musasa, le fescuf 6 a reuni des panelistes hors paires qui ont partagé leurs differentes experiences et ont abordé differents sujets sur le secteur bancaire, aeronotique, logistique, mines etc Centré sous le Thème : Apprecions la bravoure des femmes qui nous entourent, le Fescuf a mis en lumière des braves femmes venant des secteurs differents tels que l'armée, la police, les menage, le petit commerce , etc Cette activité rentre dans la vision de la FAM dont le but est d'autonomiser les femmes.

Le 1er Panel était des femmes oeuvrant dans le secteur bancaire à savoir : Mme Gisèle Lutundula DGA de la first bank, Mme Ikukumu Mpia PCA de access bank RDC, Mme Kahumbya Bashige Consultante Internationale et mbre du Conseil d'administration de la CRDB BAnk burundi SA, Mme Lily Lemisa resp des Operations Rawbank SA Le 2e Panel consistait à apprecier les femmes qui excellent dans des metiers dit masculin tels Mme Mamitsho Pontshi DGA de congo airways et Co-pilote sur le Airbus A320, Mme Ninon Kaozi, DG Ogowe, Mme gigi Kisimba , Secretaire Générale Brasimba, Mme Mimi Lukonde Resp SHS ERG. Ces échanges riches ont permis aux femmes présentes d'être inspirées et d'en apprendre davantage sur le parcours des panelistes.





De l'impertinence. Un coup de plume, une pointe d'ironie et un peu de talent, notre caricaturiste revisite l'actualité avec humour pour vous faire sourire, mais toujours au second degré.

THE M&B MAGAZINE CARTOON - Impertinence, a stroke of the pen, a touch of irony and a little talent, our cartoonist revisits current events with humor to make you smile, but always in the second degree.



ANGELS PROTECTION

La sécurité de proximité

+243 97 000 46 59
bjm.angelsprotection@gmail.com

malabar Privilege

GET REWARDED!
Earn and receive great rewards on our services.

PURCHASE | EARN | REDEEM | ENJOY

JOIN NOW BY DOWNLOADING OUR APP AND GET BENEFITS

App Store | Google Play

www.malabar-group.com

Europcar
moving your way

65, Avenue de la Justice - Kinshasa/Gombe - RDC
+243 817 116 220 / +243 992 904 312 reservation@europcar-rdc.com



Tri du minerai d'étain avant son expédition

@Photo.AfricalInside

Gagnez en VISIBILITÉ

DIFFUSEZ VOS SPOTS VIDEOS SUR ÉCRANS PUBLICITAIRES DIGITAUX

Nos écrans de 2m x 80 cm Full HD, localisés aux meilleurs emplacements pour vous assurer de toucher votre cible

Emplacements :

pullman
HOTELS AND RESORTS
FULLJAW LISIBIDASH GRAND WARIWA

Salon aéroportuaire

Jeffery Travels

- Diffusion en boucle de votre spot video HD de 30 secondes
- 120 diffusions par heure

becom

+243 851 846 847
9, av. de la Nation, Kinshasa - Gombe, RD Congo
commercial@becomcongo.com
www.becomcongo.com



Partenaire média de

Groupe Corneille & Sima

MERCI À

Le directeur de la publication et l'éditeur de M&B Magazine adressent leurs remerciements à tous les opérateurs économiques et les contributeurs qui nous renouvellent leur confiance à chaque nouvelle édition. — *The director of the publication and the editor of M&B Magazine address their thanks to all the economic operators who adhered to it by renewing their confidence in each new edition.*

MAYFAIR	AFRISSUR	TATA MOTORS	TIAFRICA	COMPLEXE LA PLAGE	TRACTAFRIC	DRC MINING WEEK
AIRTEL	ENABEL	ECOBANK	AFRICELL	MCS	STEEL	VODACOM
RAWBANK	FIRST BANK RDC	SOFIBANQUE	ACTIVA	ACTIVA	STANDARD BANK	CRDB BANK
AFRICA-INSIDE	GREEN TEE	SFA	GOSHOP	AGL	TRADE SERVICE	BEST EQUIPEMENT
GSAD	ISHANGO	DEV SOLAIRE	BRASIMBA	MICROCOM	EUROPCAR	ANGELS PROTECTION
MALABAR	BECOM	MAMBA SECURITY SYSTEM	TMB			

Directeur de Publication
Olivier Delafoy

Contributeurs
Christophe Rigaud, Iragi Elisha, Marie-Aude Delafoy, Oliver Loury.

Crédit photo
Photoafricainside, Junior Mugembe, Olivier Delafoy Christopher Bola.

Traduction
Agence MMDD

Publicité / Advertising
+243 900 006 141
advertising@corneillesima.com

Service Abonnements
administration@corneillesima.com
+243 900 006 143
WhatsApp : +243 841 204 868

Représentation Kinshasa
BECOM +243 851 846 847

Diffusion RDC
Groupe Corneille et Sima
www.miningandbusiness.com

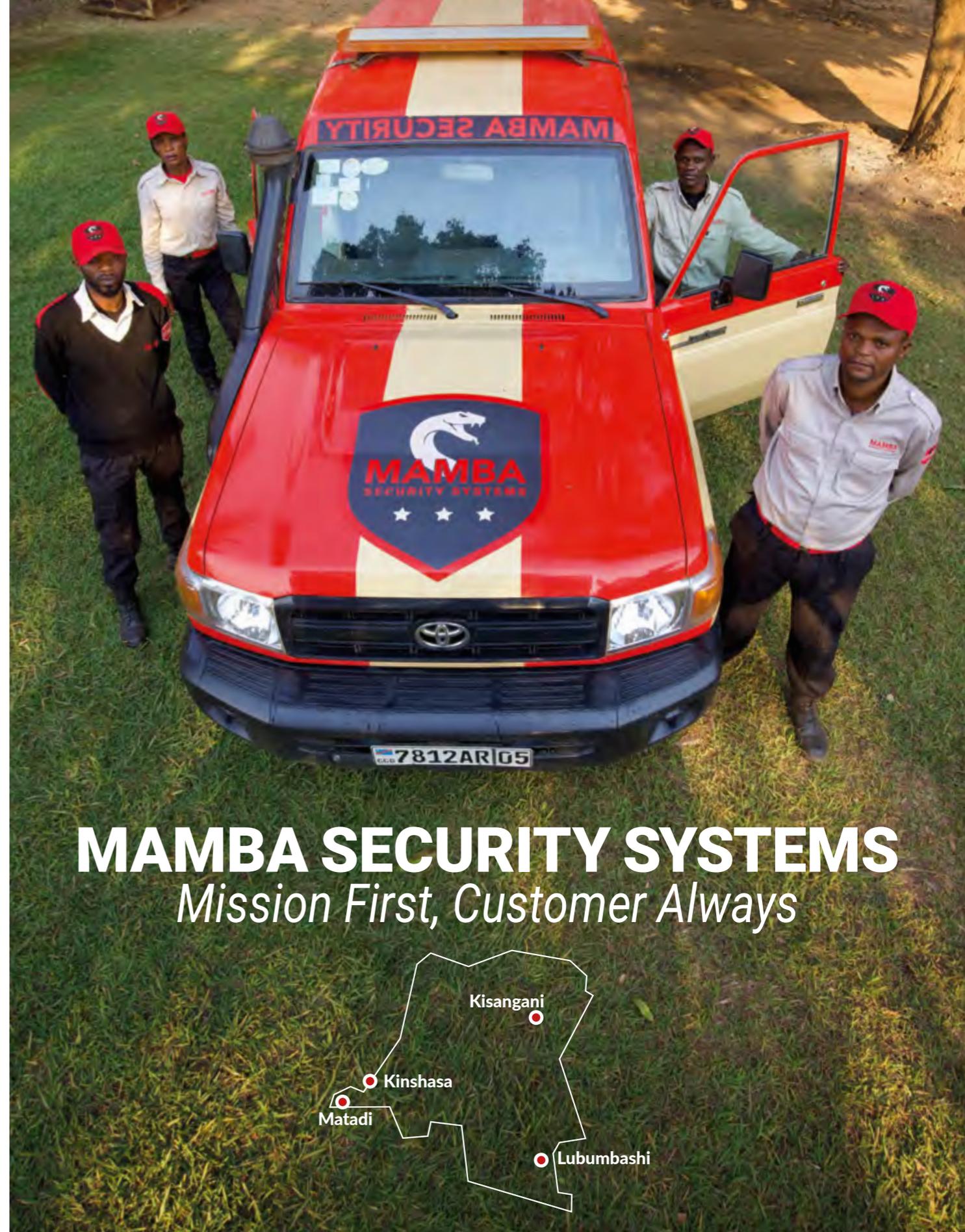
Permis d'exploitation
N°BNC/SPK/02/2015
Dépôt légal N° 04.20.2015.94

Maquette et réalisation
Christophe Hermenier
Graphic-detox@orange.fr

Groupe Corneille & Sima

M&B est imprimé à 5000 exemplaires

Mining & Business Magazine ne saurait être responsable des erreurs ou opinions contenues dans les articles fournis par les contributeurs de notre publication.



MAMBA SECURITY SYSTEMS

Mission First, Customer Always



KINSHASA +243 810 449 432 — LUBUMBASH + 243 817 066 274 — KISANGANI + 243 851 212 135
MATADI + 243 855 243 268

Bank of the Year **DRC**

